

LES ÉLÉMENTS DU COMMUNISME

"Le Communisme est la jeunesse du monde."
Paul Vaillant-Couturier.

V. I. LÉNINE

**L'IMPÉRIALISME
STADE SUPRÊME
DU CAPITALISME**

1945

ÉDITIONS SOCIALES — PARIS

Vladimir I. Lénine
L'impérialisme stade suprême du capitalisme
1917*

Н. ЛЕНИНЪ (ВЛ. ИЛБИНЪ).

**ИМПЕРІАЛИЗМЪ,
КАКЪ НОВЪЙШІЙ ЭТАПЪ
КАПИТАЛИЗМА.**

(Популярный очеркъ).

СКЛАДЪ ИЗДАНІЯ:

Книжный складъ и магазинъ „Жизнь и Знаніе“
Петроградъ, Поварской пер., 2, кв. 9 и 10. Тел. 227—42.
1917 г.

* écrit de janvier à juin 1916. Publié pour la première fois en avril 1917, en brochure, à Pétrograd.

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos	3
Préface à l'édition russe	7
Préface aux éditions française et allemande	8
L'IMPERIALISME, STADE SUPREME DU CAPITALISME ...	14
I. — La concentration de la production et les monopoles	17
II. — Les banques et leur nouveau rôle	29
III. — Le capital financier et l'oligarchie financière	43
IV. — L'exportation des capitaux	56
V. — Le partage du monde entre les groupements capitalistes	61
VI. — Le partage du monde entre les grandes puissances	68
VII. — L'impérialisme, stade particulier du capitalisme	79
VIII. — Le parasitisme et la putréfaction du capitalisme	88
IX. — La critique de l'impérialisme	97
X. — La place de l'impérialisme dans l'histoire	110
Annexe : Le manifeste de l'Internationale	116
Index des noms cités	121

AVANT-PROPOS

Lénine appelle son livre *l'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, un « précis populaire ». En réalité, ce livre tient une place exceptionnelle dans l'ensemble de la littérature marxiste consacrée à l'impérialisme. Figurant parmi les principales œuvres de Lénine, il se rattache directement au *Capital* de Marx. La doctrine que Lénine y développe sur l'impérialisme est le prolongement direct de la doctrine de Marx sur le capitalisme. Marx a révélé les contradictions principales économiques, les contradictions de classe du capitalisme et les lois de son développement. Il a donné ainsi un fondement économique scientifique à sa doctrine de la révolution prolétarienne et de la dictature du prolétariat. Mais ni Marx, ni Engels n'ont vécu jusqu'à l'épanouissement de l'impérialisme. Ils ne furent les témoins que de ses premiers pas (notamment en Angleterre). Aussi ne pouvaient-ils prévoir que dans leurs grandes lignes les particularités et les conséquences du nouveau stade suprême du développement du capitalisme. Dans le développement des unions capitalistes (sociétés par actions, trusts, syndicats), dans la centralisation et la concentration croissantes de la production, son groupement entre les mains de petites poignées de gros capitalistes (« magnats du Capital ») et dans l'accroissement de leur *monopole*, c'est-à-dire de leur domination exclusive sur l'économie nationale, Marx et Engels apercevaient déjà l'avènement d'une époque où deviendrait impossible le développement capitaliste ultérieur et où surviendrait le krach du capitalisme. C'est cette époque précisément que Marx a en vue lorsque, dans le *Capital*, il dit :

A mesure que diminue le nombre des potentats du capital qui usurpent et monopolisent tous les avantages de cette période d'évolution sociale, s'accroissent la misère, l'oppression, l'esclavage, la dégradation, l'exploitation, mais aussi la résistance de la classe ouvrière sans cesse grossissante et de plus en plus disciplinée, unie et organisée par le mécanisme même de la production capitaliste. Le monopole du capital devient une entrave pour le mode de production qui a grandi et prospéré avec lui et sous ses auspices. La socialisation du travail et la centralisation de ses ressorts matériels arrivent à un point où elles ne peuvent

plus tenir dans leur enveloppe capitaliste. Cette enveloppe se brise en éclats. L'heure de la propriété capitaliste a sonné. Les expropriateurs sont à leur tour expropriés.

(*Capital*, livre premier, tome troisième, p. 225, Bureau d'éditions, 1939.)

C'est cette même étape du développement du capitalisme, comme son étape suprême et dernière, qu'a en vue Engels dans son livre *l'Anti-Dühring* (III^e volume, chapitre II « Socialisme »), quand il parle des « monopoles » des trusts. Il y écrit que :

...aucun peuple ne consentirait à s'accommoder longtemps d'une production réglée par des trusts, avec cette exploitation déclarée de toute la société par une petite bande de tondeurs de coupons.

Il dit que même le passage de la production entre les mains de l'Etat capitaliste (c'est-à-dire le capitalisme d'Etat dans l'Etat bourgeois) ne sauvera pas le capitalisme de la catastrophe, car, du fait de ce passage,

Les rapports capitalistes ne seront pas éliminés, ils s'aggraveront encore plus, mais cette « aggravation » sera le dernier pas de leur développement.

Mais ce n'étaient là que des pronostics d'ordre général. Marx et Engels ne pouvaient pas encore observer les particularités de la nouvelle époque du capitalisme monopoliste (autrement dit, de l'impérialisme) dans leur état évolué. Dévoiler ces particularités, montrer sous quelles formes nouvelles, et par surcroît des plus aiguës, se développent, à l'époque de l'impérialisme, les contradictions économiques et de classe du capitalisme; comment elles transforment cette époque en la « veille du socialisme » et l'époque des révolutions prolétariennes, en créant pour cela toutes les prémisses nécessaires, — tout cela échet à Lénine. Il s'acquitta de cette tâche dans son livre *l'Impérialisme*. La doctrine de l'impérialisme développée par Lénine dans ce livre a servi de base à tout le développement postérieur de la théorie marxiste-léniniste de la révolution prolétarienne et de la dictature du prolétariat, dans les années de la guerre impérialiste et après celle-ci, et notamment à la thèse formulée par Lénine sur la possibilité pour le socialisme de vaincre dans des pays capitalistes pris isolément. La conception léniniste de l'« impérialisme comme stade suprême du capitalisme » a été mise à la base du programme du P.C. de l'U.R.S.S. et du programme de l'Internationale communiste.

Soumettant dans son livre à une critique des plus violentes les vues de Kautsky et des économistes bourgeois sur l'impérialisme, Lénine rejette comme un « conte des économistes bourgeois enjolivant le capital coûte que coûte », tous bavardages sur la possibilité à l'époque de l'impérialisme de l'économie

planifiée, sans crise. Il établit qu'à cette époque, au contraire, « le caractère chaotique, propre à l'ensemble de la production capitaliste », se renforce, s'aiguise, *malgré* la croissance des groupements de capitalistes, malgré la tendance du capitalisme monopoliste à supprimer la libre concurrence à l'intérieur de chaque pays. Les passages correspondants du livre de Lénine sont, comme par anticipation, dirigés contre l'opportunisme de droite avec son interprétation de la période actuelle de l'impérialisme.

Le livre de Lénine *l'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, formant la base de la doctrine léniniste sur la révolution prolétarienne, est, en même temps, la clef la meilleure pour comprendre les positions et les mots d'ordre de Lénine dans la période de la guerre impérialiste et de la lutte pour la dictature prolétarienne en Russie (1917). D'autre part, il est une clef pour la lutte que Lénine mena sur « deux fronts » contre toutes les variétés du social-chauvinisme, d'une part, et contre la déviation de « gauche » dans les rangs du bolchévisme à cette époque, de l'autre.

L'EDITEUR.

P.-S. — Les notes de la rédaction sont signées (N. R.). Les notes non signées sont de Lénine.

PRÉFACES

PREFACE A L'EDITION RUSSE

La brochure que je présente au lecteur a été écrite à Zurich au printemps de 1916. Dans les conditions de travail où je me trouvais alors, je manquais naturellement quelque peu de littérature française et anglaise et beaucoup de littérature russe. Cependant j'ai utilisé le principal ouvrage anglais sur l'impérialisme, le livre de J. A. Hobson, avec toute l'attention que, selon moi, cet écrit mérite.

Cette brochure a été écrite en prévision de la censure tsariste. Aussi ai-je dû me borner strictement à une analyse théorique — surtout économique — et ne formuler le petit nombre d'observations politiques indispensables qu'avec la plus grande prudence, par voie d'allusions, dans cette maudite langue d'Esopé, à laquelle le tsarisme contraignait les révolutionnaires de recourir toutes les fois qu'ils prenaient la plume pour écrire une œuvre « légale ».

Il m'est dur de relire, en ces jours de liberté, ces passages mutilés par l'appréhension de la censure tsariste, serrés, broyés comme dans un étau de fer. Pour exposer que l'impérialisme est la veille de la révolution socialiste, que le social-chauvinisme (socialisme en paroles, chauvinisme en fait) est une trahison complète du socialisme, la pleine désertion à la bourgeoisie, que cette division du mouvement ouvrier est en rapport avec la situation objective de l'impérialisme, etc., il m'a fallu user d'une langue d'« esclave », et je dois aujourd'hui renvoyer le lecteur que cette question intéresse au recueil, qui va paraître incessamment, de mes articles publiés à l'étranger en 1914-1917. A signaler surtout dans cette brochure un passage², où

1. Les articles que Lénine écrit à l'étranger sur les questions qu'il traite ici ont été publiés par le *Social-démocrate* (organe central du P.O.S.D.R.), le *Communiste* et le *Recueil du social-démocrate*, paraissant en Suisse. En 1917, ces articles parurent dans le recueil *Contre le courant*. C'est à cette réédition que Lénine renvoie le lecteur. (N.R.)

2. Voir p. 109 du présent ouvrage. (N.R.)

afin de faire comprendre au lecteur, sous une forme admissible pour la censure, le mensonge cynique des capitalistes, ainsi que des social-chauvins passés à leur service (et que combat Kautsky avec tant d'inconséquence), dans la question des annexions, comment ils couvrent sans vergogne les annexions de leurs capitalistes, — force m'a été de citer à titre d'exemple... le Japon. Le lecteur attentif remplacera facilement le Japon par la Russie, et la Corée par la Finlande, la Pologne, la Courlande, l'Ukraine, Khiva, Boukhara, l'Estonie et autres pays peuplés de non Grands-Russes.

J'ose espérer que ma brochure aidera à l'intelligence du problème économique capital, sans l'étude duquel il est impossible de rien comprendre à ce qu'est la guerre d'aujourd'hui et la politique d'aujourd'hui, savoir — à ce qu'est la nature économique de l'impérialisme.

L'AUTEUR.

Pétrograd, 26 avril 1917.

PREFACE AUX EDITIONS FRANÇAISE ET ALLEMANDE

I

Ce livre a été écrit, comme il est indiqué dans la préface à l'édition russe, en 1916, en prévision de la censure tsariste. Je n'ai pas la possibilité de refaire tout le texte à l'heure actuelle, ce qui d'ailleurs serait inutile, car la tâche fondamentale de ce livre a été et reste encore de montrer, d'après les données générales de la statistique bourgeoise indiscutable et les aveux des savants bourgeois de tous les pays, quel a été le tableau d'ensemble de l'économie capitaliste mondiale, dans ses rapports internationaux, au début du XX^e siècle, à la veille de la première guerre impérialiste mondiale.

En partie, il sera même utile à beaucoup de communistes des pays capitalistes avancés, de se rendre compte, par l'exemple de ce livre, légal du point de vue de la censure tsariste, de la possibilité — et de la nécessité — de mettre à profit même ces faibles vestiges de légalité qui restent encore pour les communistes, disons, dans l'Amérique contemporaine ou en France, après les récentes arrestations de la presque totalité des communistes, afin d'expliquer tout le mensonge des vues social-

pacifistes et des espoirs en une « démocratie mondiale ». Pour ce qui est des suppléments les plus indispensables à ce livre censuré, je vais tenter de les donner dans cette préface.

II

Dans ce livre, il est prouvé que la guerre de 1914-1918 a été des deux côtés une guerre impérialiste (c'est-à-dire une guerre de conquête, de pillage, de brigandage), une guerre pour le partage du monde, la distribution et la redistribution des colonies, des « zones d'influence » du capital financier, etc.

Car la preuve du caractère social véritable ou, plus exactement, du véritable caractère de classe de la guerre, est contenue non pas évidemment dans l'histoire diplomatique de la guerre, mais dans l'analyse de la situation objective des classes dirigeantes de toutes les puissances belligérantes. Pour montrer cette situation objective, il faut prendre non pas des exemples ni des données isolées (avec l'extrême complexité des phénomènes de la vie sociale, on peut toujours trouver en quantité des exemples ou des données isolées à l'appui de n'importe quelle thèse), mais absolument l'ensemble des données sur les fondements de la vie économique de toutes les puissances belligérantes et du monde entier.

Ce sont précisément ces données d'ensemble, irréfutables, que j'ai citées dans le tableau du partage du monde en 1876 et 1914 (au § VI) et du partage des chemins de fer du monde entier en 1890 et 1913 (au § VII). Les chemins de fer constituent le bilan des branches maîtresses de l'industrie capitaliste, de l'industrie houillère et métallurgique, le bilan et les indices les plus évidents du développement du commerce mondial et de la civilisation démocratique bourgeoise. Comment les chemins de fer sont liés avec la grande production, avec les monopoles, avec les syndicats, les cartels, les trusts, les banques, avec l'oligarchie financière, c'est ce que montrent les chapitres précédents du livre. La répartition du réseau ferroviaire, son inégalité, l'inégalité de son développement, c'est le bilan du capitalisme moderne, monopolisateur, à l'échelle mondiale. Et ce bilan montre que les guerres impérialistes sont absolument inévitables sur cette base économique, aussi longtemps qu'existe la propriété privée des moyens de production.

La construction des chemins de fer paraît une entreprise simple, naturelle, démocratique, culturelle, civilisatrice : telle elle apparaît aux yeux des professeurs bourgeois que l'on paye pour qu'ils masquent la hideur de l'esclavage capitaliste, ainsi qu'aux yeux des philistins petits-bourgeois. En réalité, les liens capitalistes qui rattachent par mille rets ces entreprises à la propriété privée des moyens de production en général, ont fait

de cette construction un instrument d'oppression pour un milliard d'hommes (colonies plus semi-colonies), c'est-à-dire pour plus de la moitié de la population du globe dans les pays dépendants, et pour les esclaves salariés du Capital dans les pays « civilisés ».

La propriété privée, basée sur le travail du petit patron, la libre concurrence, la démocratie, tous ces mots d'ordre dont les capitalistes et leur presse se servent pour tromper les ouvriers et les paysans, sont restés loin en arrière. Le capitalisme s'est transformé en un système universel d'oppression coloniale et d'étranglement financier de l'immense majorité de la population du globe par une poignée de pays « avancés ». Et le partage de ce « butin » a lieu entre deux ou trois rapaces universellement puissants, armés de pied en cap (Amérique, Angleterre, Japon), qui entraînent toute la terre dans leur guerre pour le partage de leur butin.

III

La paix de Brest-Litovsk¹, dictée par l'Allemagne monarchique, puis la paix bien plus féroce et plus lâche de Versailles², dictée par les Républiques « démocratiques », les Etats-Unis et la France, ainsi que par la « libre » Angleterre, ont rendu un service des plus utiles à l'humanité, en dénonçant les coolies de la plume aux gages de l'impérialisme, aussi bien que les petits bourgeois réactionnaires qui, bien que se disant pacifistes et socialistes, chantaient le « wilsonisme », démontraient la possibilité de la paix et des réformes sous l'impérialisme.

Les dizaines de millions de cadavres et de mutilés laissés par la guerre faite pour savoir lequel des deux groupes de brigands

1. La paix de Brest-Litovsk ou, en bref, la paix de Brest, dont les conditions étaient très pénibles pour la Russie, provoqua au sein du Parti des divergences très aiguës.

Sur l'insistance de Lénine, elle fut conclue par le gouvernement soviétique, avec l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Bulgarie et la Turquie. Le traité de paix fut signé par la délégation soviétique dans la ville de Brest-Litovsk à la conférence de paix du 1^{er} au 3 mars 1918 et ratifié par le IV^e congrès extraordinaire des Soviets, le 15 mars.

En vertu de ce traité se trouvaient éliminées du territoire soviétique la Lettonie, l'Esthonie et une partie de la Russie Blanche; l'Allemagne gardait la partie de la Pologne et la Lithuanie qu'elle avait occupées pendant la guerre, et le gouvernement des Soviets s'engageait à « évacuer », en même temps que la Lithuanie et l'Esthonie, l'Ukraine et la Finlande. En novembre 1918, la révolution ayant éclaté en Allemagne, le gouvernement soviétique annula le traité de paix de Brest. (N.R.)

2. La paix de Versailles a été conclue à l'issue de la guerre impérialiste de 1914-1918 entre l'Allemagne et ses alliés, d'une part, et

financiers — anglais ou allemand — doit recevoir la plus grande part de butin, et puis ces deux « traités de paix » dessillent les yeux, avec une rapidité sans précédent, à des millions et des dizaines de millions d'hommes opprimés, écrasés, trompés, dupés par la bourgeoisie. Comme conséquence de la ruine universelle, engendrée par la guerre, on voit grandir la crise révolutionnaire mondiale qui, si longues et pénibles que soient les péripéties qu'elle ait à traverser, ne peut se terminer autrement que par la révolution prolétarienne et sa victoire.

Le manifeste de Bâle de la II^e Internationale qui, en 1912, avait donné l'appréciation de cette même guerre qui a éclaté en 1914, et non de la guerre en général (il est différentes guerres, il en est aussi de révolutionnaires), ce manifeste est resté un monument qui dénonce toute la faillite honteuse, tout le reniement des héros de la II^e Internationale.

C'est pourquoi je reproduis ce manifeste dans les annexes à cette édition¹, et j'attire une fois de plus l'attention des lecteurs sur ceci que les héros de la II^e Internationale évitent les passages du manifeste où l'on parle, avec précision, de façon claire et explicite, de la liaison justement de cette guerre prochaine avec la révolution prolétarienne, avec un soin égal à celui que mettrait un voleur à éviter le lieu où il a commis son vol.

IV

Une attention particulière est réservée dans ce livre à la critique du « kautskisme », courant idéologique international, représenté dans tous les pays du monde par les « théoriciens les plus éminents », les chefs de la II^e Internationale (en Autriche, Otto Bauer et Cie; en Angleterre, Ramsay Mac Donald et autres; en France, Albert Thomas, etc., etc.) et par la masse

les Etats qui furent en guerre contre elle (Angleterre, France, Etats-Unis, Serbie, Italie, Japon), de l'autre.

Si la paix de Brest révélait les buts de conquête et de pillage que poursuivait dans cette guerre l'Allemagne, la paix de Versailles confirmait à son tour les buts de pillage que poursuivaient la France, l'Angleterre et leurs alliés. En vertu du traité de Versailles signé par les intéressés le 28 juin 1919, à la suite de l'armistice intervenu en novembre 1918, l'Allemagne et l'Autriche perdaient une série de leurs territoires européens, l'Allemagne se voyait retirer toutes ses colonies qui furent réparties entre les pays vainqueurs; l'Allemagne fut presque entièrement désarmée, et ses armements, y compris la flotte de guerre, passaient aux vainqueurs. Une énorme contribution fut imposée à l'Allemagne, que celle-ci devait payer partie en or, partie en nature: charbon, matériaux de construction, machines, matières colorantes, etc. (N.R.)

1. Voir page 116. (N.R.)

des socialistes, réformistes, pacifistes, démocrates bourgeois, curés.

Ce courant idéologique est, d'une part, le produit de la décomposition, de la putréfaction de la II^e Internationale, et, d'autre part, le fruit inévitable de l'idéologie des petits bourgeois, que toute l'ambiance fait prisonniers des préjugés bourgeois et démocratiques.

Chez Kautsky et ses semblables, ce point de vue est l'abdication absolue précisément de ces fondements révolutionnaires du marxisme, que cet auteur a défendus des dizaines d'années, spécialement entre autres dans la lutte contre l'opportunisme socialiste (de Bernstein, de Millerand, de Hyndman, de Gompers, etc.). Aussi n'est-ce pas par hasard que dans le monde entier les « kautskistes » se sont unis aujourd'hui, pratiquement et politiquement, aux opportunistes extrêmes (par l'entremise de la II^e Internationale ou Internationale jaune) et aux gouvernements bourgeois (par les gouvernements bourgeois de coalition avec la participation des socialistes).

Le mouvement prolétarien révolutionnaire en général et le mouvement communiste en particulier, qui grandissent dans le monde entier, ne peuvent se passer d'analyser et de dénoncer les erreurs théoriques du « kautskisme ». Cela est d'autant plus vrai que le pacifisme et le « démocratisme » en général, qui ne prétendent pas le moins du monde au marxisme, mais qui, tout comme Kautsky et Cie, dissimulent la profondeur des contradictions de l'impérialisme et le caractère inévitable de la crise révolutionnaire qu'il engendre — cela est d'autant plus vrai que ces courants sont encore très puissamment répandus dans le monde entier.

La lutte contre ces courants est obligatoire pour le parti du prolétariat, qui doit arracher à la bourgeoisie les petits patrons et les millions de travailleurs dupés par elle et placés dans des conditions de vie plus ou moins petites-bourgeoises.

V

Il est nécessaire de dire quelques mots du chapitre VIII, « Le parasitisme et la putréfaction du capitalisme ». Comme il a déjà été indiqué dans le texte du livre, Hilferding, ancien « marxiste », aujourd'hui compagnon d'armes de Kautsky et un des principaux représentants de la politique bourgeoise, réformiste, dans le « Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne », a fait dans cette question un pas en arrière, en comparaison de l'Anglais Hobson, pacifiste et réformiste franchement déclaré. La scission internationale de l'ensemble du mouvement ouvrier s'est déjà aujourd'hui manifestée entièrement (II^e et III^e Internationales). Le fait s'est également révélé d'une lutte

armée et de la guerre civile entre les deux courants : le soutien de Koltchak et de Dénikine en Russie par les menchéviks et les « socialistes-révolutionnaires » contre les bolchéviks; les partisans de Scheidemann, Noske et Cie en Allemagne, sont avec la bourgeoisie contre les spartakistes, de même en Finlande, Pologne, Hongrie, etc. En quoi consiste donc la base économique de ce phénomène historique de portée mondiale?

Précisément dans le parasitisme et la putréfaction du capitalisme, propres à son stade historique suprême, c'est-à-dire à l'impérialisme. Comme ce livre va le montrer, le capitalisme aujourd'hui a mis en avant une poignée (moins d'un dixième de la population du globe, et en comptant de la façon la plus « large » et la plus exagérée, moins d'un cinquième) d'Etats particulièrement riches et puissants, qui pillent le monde entier, par une simple « tonte des coupons ». L'exportation des capitaux donne un revenu annuel de 8 à 10 milliards de francs d'après les prix et les statistiques bourgeoises d'avant-guerre. Aujourd'hui bien plus, évidemment.

On conçoit que, grâce à ce gigantesque surprofit (car il est obtenu en plus du profit que les capitalistes font suer aux ouvriers de « leur » pays), on peut corrompre les chefs ouvriers et cette couche supérieure que constitue l'aristocratie ouvrière. Aussi les capitalistes des pays « avancés » la corrompent par mille moyens directs ou indirects, ouverts ou masqués.

Cette couche d'ouvriers embourgeoisés ou « aristocratie ouvrière », entièrement petits-bourgeois par leur genre de vie, par leurs salaires, par toute leur conception du monde, est le principal soutien de la II^e Internationale et, de nos jours, le principal soutien social (non militaire) de la bourgeoisie. Car ce sont de véritables agents de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier, des commis ouvriers de la classe des capitalistes (labour lieutenants of the capitalist class), de véritables propagateurs du réformisme et du chauvinisme. Dans la guerre civile entre le prolétariat et la bourgeoisie, ils se rangent inévitablement, en nombre appréciable, du côté de la bourgeoisie, du côté des « Versaillais » contre les « communards ».

Sans avoir compris les racines économiques de ce phénomène, sans en avoir apprécié la portée politique et sociale, il est impossible de faire un pas dans l'accomplissement des tâches pratiques du mouvement communiste et de la révolution sociale qui vient.

L'impérialisme est la veille de la révolution sociale du prolétariat. Cela s'est confirmé en 1917, à l'échelle mondiale.

N. LENINE.

6 juillet 1920.

L'IMPÉRIALISME, STADE SUPRÊME DU CAPITALISME

(Essai de vulgarisation¹)

Dans ces 15 ou 20 dernières années, surtout depuis les guerres hispano-américaine² (1898) et anglo-boer³ (1899-1902), la littérature aussi bien économique que politique de l'ancien et du nouveau monde s'arrête de plus en plus fréquemment à la notion « impérialisme », pour caractériser l'époque où nous vivons. En 1902, un économiste anglais, J. A. Hobson, a fait paraître à Londres et à New-York un livre intitulé : *L'Impérialisme*. Adoptant le point de vue du social-réformisme bourgeois et du pacifisme, identique quant au fond à la position actuelle de l'ex-marxiste K. Kautsky, l'auteur donne une description excellente, circonstanciée des principaux caractères économiques et politiques de l'impérialisme. En 1910, parut à Vienne l'ouvrage du marxiste autrichien Rudolf Hilferding : *le Capital financier* (traduction russe, Moscou, 1912). Malgré

1. Ecrit en janvier-juillet 1916, publié pour la première fois en avril 1917 à Pétrograd, sous le titre, N. LENINE (VI. ILINE) : *L'Impérialisme, dernière étape du capitalisme*. (N.R.)

2. La guerre hispano-américaine de 1898 fut menée par les Etats-Unis de l'Amérique du Nord contre l'Espagne pour la conquête des Antilles espagnoles, des Philippines et autres îles dans l'Atlantique et le Pacifique, sous prétexte de lutte pour la « libération » de ces îles du joug espagnol.

Elle aboutit au traité de paix conclu à Paris le 10 décembre 1898. En vertu de ce traité, l'Espagne évacuait les îles Cuba, Guani, Porto-Rico et les Philippines. Cuba fut proclamée « indépendante », mais lorsque les Espagnols l'eurent évacuée, les troupes américaines y demeurèrent. Avec l'aide de celles-ci, les Etats-Unis commencèrent à y régner comme dans leur colonie ; puis par des actes législatifs et des traités signés avec Cuba en 1901 et dans les années suivantes, Cuba fut transformée officiellement en colonie des Etats-Unis. De même, pour transformer en leur colonie les Philippines évacuées par l'Espagne en vertu du traité de paix conclu en 1898, les Etats-Unis menèrent une nouvelle guerre avec les indigènes mêmes qui se termina en 1901 par leur pacification. (N.R.)

3. La guerre anglo-boer 1899-1902 a été menée par l'Angleterre en Afrique du Sud contre les Républiques boers du Transvaal et d'Orange. Les Boers (en hollandais, *boers* signifie paysans) étaient les descendants des émigrés de Hollande qui, venus s'installer en Afrique du Sud dès le XVII^e siècle et au XIX^e siècle, y formèrent ces deux Républiques indépendantes de la Hollande comme des autres Etats européens. A la fin du XIX^e siècle, époque à laquelle il fut procédé à l'exploitation des gisements diamantifères et aurifères, les Anglais déclenchèrent une guerre formelle contre les deux Républiques qui avaient conclu entre elles une alliance militaire. Finalement, elles furent annexées à la Grande-Bretagne. (N.R.)

une erreur de l'auteur dans la théorie de l'argent¹ et une certaine tendance à concilier le marxisme et l'opportunisme, cet ouvrage constitue une analyse théorique éminemment précieuse, de « la phase la plus récente du développement capitaliste », comme l'indique le sous-titre du livre d'Hilferding. Au fond, ce qu'on a dit de l'impérialisme en ces dernières années — notamment dans d'innombrables articles de journaux et de revues, ainsi que dans les résolutions, par exemple, des congrès de Chemnitz² et de Bâle³, en automne 1912, — n'est guère sorti du cercle des idées exposées ou, plus exactement, résumées par les deux auteurs précités.

Par la suite, nous allons tâcher d'exposer sommairement et le plus simplement possible la liaison et le rapport des caractères économiques *essentiels* de l'impérialisme. Nous ne nous arrêtons pas au côté non économique de la question, comme il le mériterait. Quant aux références et autres remarques pouvant ne pas intéresser tous les lecteurs, nous les renvoyons à la fin de la brochure⁴.

1. Partant de l'erreur d'Hilferding dans la théorie de l'argent, Lénine fait principalement allusion au chapitre II du *Capital financier*. Dans ce chapitre, Hilferding tente d'« approfondir » et de « corriger Marx », en se référant aux faits de l'économie autrichienne et indienne. Marx, dans sa *Critique de l'économie politique* et dans le chapitre III du premier tome du *Capital*, déterminait la valeur du papier-argent en partant de la valeur de l'argent métal (or), dont le papier-argent est comme un remplaçant. Les lois de la circulation du papier-argent, selon Marx, peuvent être comprises sur la base des lois de la circulation de l'or. Quant à Hilferding, il affirme, à l'opposé de Marx, qu'avec la « pure circulation du papier-argent... ce dernier... est totalement indépendant de la valeur de l'or et reflète directement la valeur des marchandises ». (N.R.)

2. Le congrès de Chemnitz du Parti social-démocrate allemand se tint en septembre 1912, peu avant le congrès de Bâle de la II^e Internationale. A ce congrès, sur la question de l'« impérialisme », fut adoptée la résolution à laquelle se réfère Lénine. On y lit que le développement de la production capitaliste provoque parmi les capitalistes la course aux nouveaux débouchés ; de là leur politique éhontée de rapines et de conquêtes. L'application de cette politique de brigandage amène un accroissement inouï des armements. Ces pillages suscitent des conflits entre Etats impérialistes, qui conduisent à la guerre mondiale.

Les partis bourgeois se sont tous entièrement engagés dans la voie de l'impérialisme. Aussi, la tâche de la social-démocratie est-elle de lutter contre les tendances impérialistes et chauvines et d'éduquer le prolétariat dans le sens de la solidarité internationale. (N.R.)

3. Voir le *Manifeste de Bâle*, p. 116. (N.R.)

4. Dans le présent ouvrage, toutes les notes sont données en bas de page. (N.R.)

I

LA CONCENTRATION DE LA PRODUCTION
ET LES MONOPOLES

Le développement prodigieux de l'industrie et le processus extrêmement rapide de la concentration de la production dans des entreprises toujours plus grandes, constituent une des particularités les plus caractéristiques du capitalisme. Les statistiques industrielles d'aujourd'hui donnent sur ce processus les renseignements les plus complets et les plus précis.

En Allemagne, par exemple, sur 1.000 entreprises industrielles, 3 en 1882, 6 en 1895 et 9 en 1907 étaient des entreprises importantes, c'est-à-dire employant chacune plus de 50 ouvriers salariés. La proportion des ouvriers qu'elles occupaient par rapport à la totalité des ouvriers industriels, était de 22 0/0, 30 0/0 et 37 0/0. Mais la concentration de la production est beaucoup plus intense que celle de la main-d'œuvre, le travail dans les grandes entreprises étant beaucoup plus productif. C'est ce que montrent les chiffres fournis sur les machines à vapeur et les moteurs électriques. Si nous considérons ce qu'on appelle en Allemagne l'industrie au sens large du mot, c'est-à-dire en y comprenant le commerce, les transports, etc., nous voyons que, sur un total de 3.265.623 entreprises, les grosses entreprises sont au nombre de 30.588, c'est-à-dire 0,9 0/0 seulement. Elles emploient 5,7 millions d'ouvriers, sur un total de 14,4 millions, soit 39,4 0/0; elles absorbent 6,6 millions de chevaux-vapeur sur un total de 8,8, c'est-à-dire 75,3 0/0, et 1,2 million de kilowatts d'électricité sur un total de 1,5 million, soit 77,2 0/0.

Moins d'un centième des entreprises possèdent *plus* des trois quarts de la quantité totale de la force-vapeur et de la force électrique ! 2,97 millions de petites entreprises (jusqu'à 5 ouvriers salariés), constituant 91 0/0 du total des entreprises, ne reçoivent que 7 0/0 de la force motrice, électricité et vapeur ! Des dizaines de milliers de grandes entreprises sont tout; des millions de petites entreprises ne sont rien.

En 1907, les établissements occupant 1.000 ouvriers et plus étaient au nombre de 586, en Allemagne. Ils employaient près du *dixième* (1,38 million) de la totalité des ouvriers et le *tiers*

Telle est la conclusion à laquelle devait aboutir un économiste bourgeois, consciencieux à titre d'exception. Notons qu'il semble considérer l'Allemagne comme un cas d'espèce, son industrie étant protégée par de hauts tarifs douaniers. Mais cette circonstance n'a pu que hâter la concentration de l'industrie et la formation des unions monopolistes d'employeurs : cartels, syndicats, etc. Il importe éminemment de constater qu'en Angleterre, pays du libre-échange, la concentration amène aussi au monopole, bien qu'un peu plus tard et peut-être sous une autre forme. Voici ce qu'écrit le professeur Hermann Lévy, dans son étude spécialement consacrée aux *Monopoles, Cartels et Trusts*, d'après les données sur le développement économique de la Grande-Bretagne :

En Grande-Bretagne, c'est la grandeur des entreprises et le niveau élevé de leur technique qui impliquent la tendance au monopole. Cela provient d'abord de ce que les grands investissements de capitaux par entreprises, dès que le mouvement de concentration a commencé, entraînent des exigences accrues quant au financement des nouvelles entreprises, ce qui rend leur constitution plus difficile. Ensuite (et cela nous paraît être le point capital), toute nouvelle entreprise qui veut se mettre à la hauteur des entreprises géantes créées sur la base du processus de concentration, doit fournir une telle suroffre de production que la vente avantageuse ne pourrait avoir lieu qu'en cas d'une énorme augmentation de la demande, ou bien il s'exercerait aussitôt une pression sur les prix qui les amènerait à un niveau onéreux pour la nouvelle usine, aussi bien que pour les associations monopolistes.

A la différence des autres pays où les droits protecteurs douaniers facilitent la formation des cartels :

L'utilisation des avantages des monopoles par les cartels et les trusts ne peut se produire, d'une façon générale, en Grande-Bretagne que si les entreprises concurrentes ne constituent qu'un nombre minime, soit en règle générale pas plus de « quelque deux douzaines de firmes »... L'influence du mouvement de concentration sur l'organisation des monopoles dans la grande industrie apparaît ici avec une netteté cristalline¹.

Il y a un demi-siècle, quand Marx écrivait le *Capital*, la libre concurrence paraissait à l'immense majorité des économistes une « loi de la nature ». La science officielle tenta de tuer par la conspiration du silence l'œuvre de Marx, qui démontrait par une analyse théorique et historique du capitalisme, que la libre concurrence engendre la concentration de la production, laquelle, à son tour, arrivée à un certain degré de son développement, conduit au monopole. Maintenant, le monopole est devenu un fait. Les économistes accumulent des montagnes de

1. HERMANN LEVY : *Monopole, Kartelle und Trusts*, p. 286, 290, 298. Iéna, 1909.

livres pour en décrire les diverses manifestations; ils continuent à déclarer en chœur que « le marxisme est réfuté ». Mais les faits sont têtus, comme dit le proverbe anglais et, qu'on le veuille ou non, on doit en tenir compte. Or, les faits montrent que les différences existant entre les pays capitalistes, par exemple, en matière de protectionnisme ou de libre-échange, ne déterminent que des variations insignifiantes dans la forme des monopoles ou dans la date de leur apparition, tandis que la naissance des monopoles, conséquence de la concentration de la production, est une loi générale et essentielle de l'évolution du capitalisme au stade présent.

Pour l'Europe, on peut établir avec assez de précision le moment où le nouveau capitalisme s'est *définitivement* substitué à l'ancien : c'est le début du XX^e siècle. On lit dans un des travaux récapitulatifs les plus récents sur l'histoire de la « formation des monopoles » :

L'époque antérieure à 1860 fournit quelques exemples de monopoles capitalistes; on y peut découvrir les embryons des formes qui sont devenues maintenant si familières; mais tout cela n'est indéniablement que de la préhistoire. Le vrai début des monopoles modernes se situe, au plus tôt, entre 1860 et 1870. La première période importante de leur développement commence avec la dépression industrielle internationale de 1870 à 1880 et va jusqu'au début de la période 1890-1900... Si l'on examine la question à l'échelle européenne, le développement de la libre concurrence atteint son apogée entre 1860 et 1880. L'Angleterre achevait de construire son organisation capitaliste ancien style. En Allemagne, cette organisation s'attaquait puissamment à l'artisanat et à l'industrie à domicile et commençait à créer ses propres formes d'existence...

La grande subversion commence avec le krach de 1873 ou plus exactement avec la dépression qui le suivit et qui — avec une interruption à peine perceptible aussitôt après 1880 et un *boom* (essor) extrêmement vigoureux mais court vers 1889 — remplit vingt-deux années de l'histoire économique de l'Europe... Pendant la courte période d'essor de 1889-90, on se servit dans une forte mesure du système des cartels pour exploiter la conjoncture. Une politique peu réfléchie fit bondir les prix avec encore plus de rapidité et plus de violence que cela n'aurait peut-être eu lieu en l'absence des cartels et presque toutes ces unions périrent sans gloire, « ensevelies dans la fosse du krach ». Cinq années de mauvaises affaires et de bas prix suivirent, mais l'état d'esprit n'était plus le même dans l'industrie. La dépression n'était plus considérée comme un fait qui va de soi, on n'y voyait plus qu'une pause avant une nouvelle conjoncture favorable.

La formation des cartels entra ainsi dans sa deuxième phase. De phénomènes momentanés qu'ils étaient, les cartels deviennent une des bases de la vie économique tout entière. Ils conquièrent un domaine après l'autre, mais avant tout

l'industrie des matières premières. Déjà au début de la période 1890-1900, ils ont acquis, en constituant le syndicat du coke sur le modèle duquel est organisé ensuite celui du charbon, une technique des cartels qu'on n'a guère dépassée sérieusement. Le grand essor à la fin du XIX^e siècle et la crise de 1900-1903 se déroulent — tout au moins dans l'industrie minière et métallurgique — pour la première fois entièrement sous le signe des cartels. Et si cela paraissait alors comme quelque chose de nouveau, il apparaît maintenant comme une chose qui va de soi, pour l'opinion publique, que d'importants secteurs de la vie économique soient en règle générale retranchés de la libre concurrence¹.

Ainsi, les étapes principales de l'histoire des monopoles sont les suivantes : 1. Années 1860-1880, point culminant du développement de la libre concurrence. Les monopoles ne sont que des embryons à peine visibles. 2. Après la crise de 1873, période de large développement des cartels; cependant ils sont encore l'exception. Ils manquent de stabilité. Ils constituent encore un phénomène passager. 3. Essor de la fin du XIX^e siècle et crise de 1900-1903 : les cartels deviennent une des bases de la vie économique tout entière. Le capitalisme s'est transformé en impérialisme.

Les cartels s'entendent sur les conditions de vente, les échéances, etc. Ils se répartissent les débouchés. Ils fixent la quantité des produits à fabriquer, ainsi que les prix. Ils partagent les bénéfices entre les différentes entreprises, etc.

Le nombre des cartels en Allemagne était estimé à 250 environ en 1896 et à 385 en 1905, englobant 12.000 établissements². Mais tous s'accordent à reconnaître que ces chiffres sont inférieurs à la réalité. Les données précitées de la statistique industrielle allemande de 1907 montrent que même 12.000 des plus importantes entreprises concentrent, à coup sûr, plus de la moitié de la force motrice, vapeur et électricité, du pays. Aux Etats-Unis de l'Amérique du Nord, le nombre des trusts était estimé à 185 en 1900 et à 250 en 1907. La statistique américaine divise toutes les entreprises industrielles en trois catégories, selon qu'elles appartiennent à des particuliers, à des firmes ou à des sociétés. Ces dernières possédaient, en 1904, 23,6 0/0 et, en 1909, 25,9 0/0, soit plus du quart de la totalité

1. TH. VOGELSTEIN : « *Die finanzielle Organisation der kapitalistischen Industrie und die Monopolbildungen* », dans *Grundriss der Sozialökonomik*. VI, Abt., Tubingue 1914. Voir du même auteur : *Organisationsformen der Eisenindustrie und der Textilindustrie in England und Amerika*, t. I, Leipzig, 1910.

2. D^r RIESSER : *Die deutschen Grossbanken und ihre Konzentration im Zusammenhange mit der Entwicklung der Gesamtwirtschaft in Deutschland*, p. 149, 4^e édition, 1912. — R. LIEFMANN : *Kartelle und Trusts und die Weiterbildung der volkswirtschaftlichen Organisation*, p. 25, 2^e édit., 1910.

des établissements industriels. Elles employaient en 1904, 70,6 0/0 et, en 1909, 75,6 0/0, soit les trois quarts du total des ouvriers. Leur production s'élevait respectivement à 10,9 et 16,3 milliards de dollars, soit 73,7 0/0 et 79 0/0 de la somme totale.

Les cartels et les trusts détiennent assez souvent les 7 ou 8 dixièmes de la production totale d'une branche d'industrie. Le Syndicat rhéno-westphalien du charbon, lors de sa fondation en 1893, détenait 86,7 0/0 de la production houillère de la région. En 1910, il en détenait déjà 95,4 0/0¹. Le monopole ainsi créé assure des bénéfices énormes et conduit à la formation d'unités techniques de production d'une ampleur formidable. Le fameux trust du pétrole aux Etats-Unis (la *Standard Oil Company*) a été fondé en 1900.

Son capital s'élevait à 150 millions de dollars. Il fut émis pour 100 millions de dollars d'actions ordinaires et pour 106 millions d'actions privilégiées. Ces dernières reçurent des dividendes de 1900 à 1907 : 48, 48, 45, 44, 36, 40, 40, 40 0/0, soit au total 367 millions de dollars. De 1882 à 1908, sur 889 millions de dollars de bénéfices nets, 606 millions furent distribués en dividendes et le reste versé au fonds de réserve². Toutes les usines du trust de l'acier (*United States Steel Corporation*) occupaient, en 1907, un personnel d'au moins 210.180 ouvriers et employés. La plus importante entreprise de l'industrie minière allemande, la Société minière de Gelsenkirchen (*Gelsenkirchener Bergwerksgesellschaft*) employait, en 1908, 46.048 salariés³.

Déjà, en 1902, le trust de l'acier produisait 9 millions de tonnes d'acier⁴. Sa production constituait, en 1901, 66,3 0/0 et, en 1908, 56,1 0/0 de la production totale de l'acier aux Etats-Unis⁵. Ses extractions de minerai s'élevaient à 43,9 0/0 et 46,3 0/0 au cours des mêmes années.

Le rapport de la commission gouvernementale américaine sur les trusts dit :

La supériorité des trusts sur leurs concurrents réside dans les grandes dimensions de leurs entreprises et dans leur équipement technique remarquable. Le trust du tabac a, depuis sa création, tendu tous ses efforts vers la substitution,

1. D^r FRITZ KESTNER : *Der Organisationzwang. Eine Untersuchung über die Kämpfe zwischen Kartellen und Aussenseitern*, p. 11. Berlin, 1912.

2. R. LIEFMANN : *Beteiligungs- und Finanzierungsgesellschaften. Eine Studie über den modernen Kapitalismus und das Effektenwesen*, p. 212, 1^{re} éd., Iéna, 1909.

3. *Idem*, p. 218.

4. D^r S. TSCHIRSCHKY : *Kartel und Trust*, p. 13, Göttingen, 1903.

5. TH. VOGELSTEIN : *Organisationsformen*, p. 275.

dans les proportions les plus vastes, du travail mécanique au travail manuel. A cet effet, il s'est acquis tous les brevets ayant quelque rapport avec la préparation du tabac et a dépensé pour cela des sommes énormes. Nombre de ces brevets, au début inutilisables, durent tout d'abord être mis au point par les ingénieurs du trust. A la fin de 1906, deux sociétés filiales furent constituées uniquement pour l'acquisition de brevets. C'est dans ce même but que le trust fit construire ses propres fonderies, fabriques de machines et ateliers de réparation. Un de ces établissements, celui de Brooklyn, emploie en moyenne 300 ouvriers; on y expérimente et, si cela est nécessaire, on y perfectionne les inventions concernant la fabrication des cigarettes, des petits cigares, du tabac à priser, des feuilles d'étain pour l'emballage, des boîtes, etc.¹

D'autres trusts emploient des « *developping engineers* » (ingénieurs pour le développement de la technique), dont la tâche est d'inventer de nouveaux procédés de fabrication et de vérifier les améliorations techniques. Le trust de l'acier accorde à ses ingénieurs et ses ouvriers des primes élevées pour toute invention susceptible de perfectionner la technique ou de réduire les frais de production².

Le perfectionnement technique de la grande industrie allemande est organisé pareillement. Il en est ainsi dans l'industrie chimique, qui a pris au cours des dernières décades un développement prodigieux. Dès 1908, le processus de concentration de la production avait fait surgir, dans cette industrie, deux « groupes » principaux qui tendaient à leur manière à se rapprocher du monopole. D'abord, ce furent les « doubles alliances » de deux paires de grandes usines ayant chacune un capital de 20 à 21 millions de marks : d'une part, l'ancienne fabrique Meister à Höchst et Cassella à Francfort-sur-le-Main; de l'autre, la fabrique d'aniline et de soude à Ludwigshafen et l'ancienne usine Bayer à Elberfeld. En 1905, l'un de ces groupes, et en 1908 l'autre, conclurent chacun de leur côté un accord avec une autre grande fabrique. Il en résulta deux « triples alliances », chacune pourvue d'un capital de 40 à 50 millions de marks, qui commencèrent à se « rapprocher », à « s'entendre » sur les prix, etc.³.

La concurrence se transforme en monopole. Il en résulte un progrès immense vers la socialisation de la production. Et notamment dans le domaine du perfectionnement et de l'invention techniques.

1. *Report of the Commission of Corporations on the Tobacco Industry*, p. 266, Washington, 1909. — Cité d'après le livre du D^r PAUL TAFEL : *Die Nordamerikanischen Trusts und ihre Wirkungen auf den Fortschritt der Technik*, p. 48, Stuttgart, 1913.

2. *Idem*, p. 49.

3. RIESER, ouvrage cité, p. 547 et suivantes, 3^e édit. Les journaux annoncent (juin 1916) la création d'un nouveau trust, colosse qui groupe l'industrie chimique d'Allemagne.

Ce n'est plus du tout l'ancienne libre concurrence des patrons dispersés, qui s'ignoraient l'un l'autre et produisaient pour un marché inconnu. La concentration en arrive au point qu'il devient possible de faire l'inventaire approximatif de toutes les sources de matières premières (tels les gisements de minerai de fer) d'un pays et même, ainsi que nous le verrons, de plusieurs pays ou du monde entier. Non seulement on procède à cet inventaire, mais toutes ces sources sont accaparées par de puissants groupements monopolistes. On évalue la capacité d'absorption approximative des marchés, que ces groupements se « partagent » par contrat. Le monopole accapare la main-d'œuvre spécialisée, les meilleurs ingénieurs; il met la main sur les voies et moyens de communication, chemins de fer aux Etats-Unis, sociétés de navigation en Europe et en Amérique. Le capitalisme dans sa phase impérialiste conduit tout droit à la socialisation intégrale de la production. Il entraîne en quelque sorte les capitalistes, en dépit de leur volonté et de leur conscience, vers un nouvel ordre social qui marque une transition de la pleine liberté de concurrence à la pleine socialisation.

La production devient sociale, mais l'appropriation reste privée. Les moyens de production sociaux restent la propriété privée d'un petit nombre d'individus. Le cadre général de la libre concurrence théoriquement reconnue subsiste et le joug exercé par une poignée de monopoleurs sur le reste de la population devient cent fois plus lourd, plus sensible, plus intolérable.

L'économiste allemand Kestner a consacré tout un ouvrage à « la lutte entre les cartels et les « outsiders », c'est-à-dire les employeurs qui n'en font point partie. Il l'a intitulé : *la Contrainte à l'organisation*, alors qu'il eût fallu dire, pour, bien entendu, ne pas farder le capitalisme, la « contrainte à se soumettre aux associations de monopoleurs ». Il serait édifiant de jeter un simple coup d'œil, ne serait-ce que sur la liste des moyens de cette lutte actuelle, moderne, civilisée, moyens auxquels ont recours les unions de monopoleurs pour contraindre à l'« organisation » : 1. La privation de matières premières... (« un des procédés les plus essentiels pour forcer une adhésion au cartel »); 2. La privation de main-d'œuvre par la méthode des « alliances » (c'est-à-dire par l'accord entre les capitalistes et les syndicats ouvriers, afin que ces derniers n'acceptent de travail que dans les entreprises cartellisées); 3. La privation des moyens de transport; 4. La fermeture des débouchés; 5. Les accords avec les acheteurs, par lesquels ceux-ci s'engagent à n'entretenir de relations commerciales qu'avec les cartels; 6. L'aviilissement systématique des prix (pour ruiner « ceux du dehors »), c'est-à-dire les entreprises indépendantes du monopole. Des millions sont dépensés pour vendre, pendant un certain temps, au-dessous du prix de revient : dans l'industrie de l'essence de pétrole on cite des exemples d'abaisse-

ment des prix de 40 à 22 marks, soit une diminution de près de la moitié!); 7. La suppression du crédit; 8. Le boycottage.

Ce n'est déjà plus la concurrence entre les petites et les grandes usines, les entreprises modernes et les entreprises arriérées. C'est l'étouffement par les monopoles de ceux qui ne se soumettent pas à leur joug, à leur despotisme. Voici comment ce processus se reflète dans l'esprit d'un économiste bourgeois :

Même dans l'activité purement économique, écrit Kestner, un certain déplacement se produit de l'activité commerciale au sens ancien du mot, vers la spéculation organisée. Le succès ne va pas au négociant que son expérience technique et commerciale met à même d'apprécier au mieux les besoins des clients, et qui sait découvrir la demande latente et la susciter efficacement, — mais au génie de la spéculation [? !], qui sait calculer à l'avance ou du moins subodorer le développement organique et les possibilités de liaisons entre les différentes entreprises et les banques.

Traduit en clair, cela veut dire que le développement du capitalisme en est arrivé à un point où la production des marchandises, bien que continuant de « régner » et d'être considérée comme la base de l'économie, se trouve en fait ébranlée, et où le gros des bénéficiaires va aux « génies » des combinaisons financières. A la base de ces combinaisons et de ces tripotages il y a la socialisation de la production; mais l'immense progrès réalisé ainsi par l'humanité profite... aux spéculateurs. Nous verrons plus loin comment, « sur cette base », la critique réactionnaire et petite-bourgeoise de l'impérialisme capitaliste rêve d'un retour *en arrière* à la concurrence « libre », « pacifique », « honnête ».

L'élévation continue des prix, conséquence de la formation des cartels, — dit Kestner, — n'a été observée jusqu'ici qu'en ce qui concerne les principaux moyens de production, notamment la houille, le fer, la potasse, et jamais en ce qui concerne les produits fabriqués. L'élévation qui en résulte pour la rentabilité s'est bornée de même à l'industrie des moyens de production. A cette observation il faut ajouter que l'industrie de transformation des matières premières [et non les produits semi-ouvrés], non seulement tire des avantages sous forme de profits élevés, grâce à la constitution de cartels, — cela au détriment de l'industrie de transformation ultérieure des produits semi-ouvrés, — mais a acquis sur cette dernière une certaine *domination* inexistante au temps de la libre concurrence¹.

Le mot que nous avons souligné montre le fond de la question, que les économistes bourgeois reconnaissent si rarement et de si mauvaise grâce, et que les défenseurs actuels de l'opportunisme, K. Kautsky en tête, s'obstinent à éluder et à rejeter. Les rapports de domination et la violence qu'ils comportent,

1. KESTNER, ouvr. cité, p. 254.

voilà ce qu'il y a de typique dans la « phase la plus récente du développement du capitalisme », voilà ce qui devait nécessairement résulter, et ce qui a effectivement résulté de la formation de monopoles économiques tout-puissants.

Citons encore un exemple de la mainmise des cartels. Là où il est possible de s'emparer de la totalité ou des principales sources de matières premières, la formation des cartels et la constitution des monopoles est particulièrement facile. Mais on aurait tort de penser que les monopoles ne surgissent pas dans les autres industries, où il est impossible d'accaparer les sources de matières premières. L'industrie du ciment trouve partout ses matières premières. Mais cette industrie aussi est fortement cartellisée en Allemagne. Les usines se sont groupées dans des syndicats régionaux : de l'Allemagne méridionale, rhéno-westphalien, etc. Les prix sont ceux des monopoles : 230 à 280 marks le wagon, le prix de revient étant de 180 marks ! Les entreprises donnent 12 à 16 0/0 de dividende; mais n'oublions pas que les « génies » de la spéculation moderne savent empocher des bénéfices importants en sus de ce qui est distribué à titre de dividende. Pour supprimer la concurrence dans une industrie aussi lucrative, les monopoleurs ont recours même à des ruses : ils répandent des bruits mensongers sur la mauvaise situation de leur industrie. Ils publient dans les journaux des avis non signés : « Capitalistes, gardez-vous de placer vos capitaux dans l'industrie du ciment. » Enfin ils achètent les usines des *outsiders* (c'est-à-dire non cartellisées) en leur payant des « indemnités » de 60, 80, 150 mille marks¹. Le monopole se fraie sa route partout et par tous les moyens, depuis le « modeste » payement d'une indemnité jusqu'à l'« application », à la façon américaine, du dynamitage au concurrent.

Que les cartels suppriment les crises, c'est là une fable des économistes bourgeois qui s'attachent à farder coûte que coûte le capitalisme. Au contraire, le monopole créé dans certaines industries augmente, aggrave le chaos inhérent à l'ensemble de la production capitaliste. La disproportion entre le développement de l'agriculture et celui de l'industrie, caractéristique du capitalisme en général, s'accroît encore plus. La situation privilégiée de l'industrie la mieux cartellisée, ce qu'on appelle l'industrie *lourde*, surtout celle du charbon et du fer, amène dans les autres branches industrielles une « absence de coordination encore plus sensible », comme le reconnaît Jeidels, auteur d'un des meilleurs ouvrages sur les « rapports des grosses banques allemandes et de l'industrie »².

1. L. ESCHWEGE : « Zement », dans *Die Bank*, t. I, p. 115 et suiv., 1909.

2. O. JEIDELS : *Das Verhältnis der deutschen Grossbanken zur Industrie mit besonderer Berücksichtigung der Eisenindustrie*, p. 271, Leipzig, 1905.

Plus une économie nationale est développée, — écrit Liefmann, défenseur acharné du capitalisme, — plus elle se tourne vers les entreprises hasardeuses ou qui se trouvent à l'étranger, vers celles qui, pour se développer, ont besoin d'une longue période de temps, ou enfin vers celles qui n'ont qu'une importance locale ¹.

L'augmentation du risque tient, en définitive, à l'augmentation prodigieuse du capital, qui déborde en quelque sorte, s'écoule à l'étranger, etc. En même temps, le progrès extrêmement rapide de la technique suscite des éléments toujours plus nombreux de disproportion entre les divers côtés de l'économie nationale, de confusion, de crises. Liefmann est obligé de convenir :

Vraisemblablement d'importantes révolutions dans le domaine technique attendent, une fois de plus, l'humanité dans un avenir prochain ; elles auront un effet aussi sur l'organisation de l'économie nationale... (électricité, aviation). D'ordinaire et en règle générale, en ces périodes de profondes transformations économiques, on voit se développer une spéculation intensive ².

Les crises de toute espèce, le plus souvent économiques, mais non point les seules crises économiques, accroissent à leur tour, dans de fortes proportions, la tendance à la concentration et au monopole. Voici à ce propos quelques réflexions édifiantes de Jeidels sur l'importance de la crise de 1900, crise qui marqua, comme on le sait, un tournant dans l'histoire des monopoles modernes :

La crise de 1900 surprit, en même temps que les entreprises géantes des principales industries, quantité d'entreprises à organisation désuète selon les conceptions actuelles, des entreprises « simples » [c'est-à-dire non combinées], que la vague de la haute conjoncture avait portées à un niveau supérieur. La baisse des prix, la diminution de la demande jetèrent ces entreprises « simples » dans une détresse qui n'atteignit point du tout les entreprises géantes combinées, ou ne les affecta que pour un temps très court. C'est pourquoi la crise de 1900 provoqua une concentration industrielle beaucoup plus forte que les crises précédentes, par exemple celle de 1873 ; cette dernière avait, elle aussi, opéré une sélection des meilleures entreprises, mais étant donné le niveau technique de l'époque, cette sélection ne put assurer le monopole aux entreprises sorties victorieuses de la crise. C'est précisément ce monopole durable et hautement évolué que détiennent grâce à leur technique très complexe, à leur organisation poussée à fond et à la puissance de leur capital, les entreprises géantes des actuelles industries sidérurgique et électrique, et puis, à un degré moindre,

1. LIEFMANN : *Beteiligungs...*, p. 434.

2. *Idem*, p. 466

les entreprises des constructions mécaniques, certaines industries de la métallurgie, des voies de communication, etc.¹.

Le monopole, tel est le dernier mot de la « phase la plus récente du développement du capitalisme ». Mais nous n'aurions de la puissance effective et du rôle des monopoles actuels qu'une notion extrêmement insuffisante, incomplète, réduite, si nous ne tenions compte du rôle des banques.

II

LES BANQUES ET LEUR NOUVEAU RÔLE

Les banques ont pour fonction première, fondamentale, de servir d'intermédiaires dans les paiements. Ce faisant, elles transforment le capital-argent inactif en capital actif, c'est-à-dire générateur de profit, et, réunissant les revenus de toute espèce, les mettent à la disposition de la classe des capitalistes.

Au fur et à mesure que les opérations bancaires se développent et se concentrent dans un petit nombre d'établissements, les banques se transforment et, d'intermédiaires modestes, deviennent de tout-puissants monopoles disposant de la presque totalité du capital-argent de l'ensemble des capitalistes et des petits propriétaires, ainsi que de la plupart des moyens de production et des sources de matières premières d'un pays donné ou de plusieurs pays. Cette transformation de nombreux intermédiaires modestes en une poignée de monopoleurs constitue un des processus essentiels de la transformation du capitalisme en impérialisme capitaliste. Aussi nous arrêterons-nous tout d'abord à la concentration des banques.

En 1907-1908, les dépôts de toutes les banques anonymes d'Allemagne, disposant d'un capital de plus d'un million de marks, s'élevaient à 7 milliards de marks; en 1912-1913, ils atteignaient déjà 9,8 milliards. En cinq ans, ils avaient donc augmenté de 2 milliards 800 millions, soit de 40 0/0. Sur cette somme, 2 milliards 750 millions se répartissaient entre 57 banques avec un capital de plus de 10 millions de marks chacune. La répartition des dépôts entre grandes et petites banques était la suivante² :

1. JEIDELS, p. 108.

2. ALFRED LANSBURGH : « Fünf Jahre deutsches Bankwesens », dans *Die Bank*, n° 8, 1913, p. 728.

POURCENTAGE DES DEPOTS :

	Dans les 9 grandes banques berlinoises	Dans les 48 autres banques, avec un capital de plus de 10 millions de marks	Dans les 115 banques avec un capital de 1 à 10 millions	Dans les petites banques avec un capital de moins de 1 million
1907-1908 ...	47	32,5	16,5	4
1912-1913 ...	49	36	12	3

Les petites banques sont refoulées par les grandes, dont 9 seulement concentrent presque la moitié de tous les dépôts. Et nous ne tenons pas compte ici de bien des éléments, par exemple la transformation de toute une série de petites banques en vraies filiales des grandes, etc. Nous en parlerons plus loin.

A la fin de 1913, Schulze-Gaevernitz évaluait les dépôts des 9 grandes banques berlinoises à 5,1 milliards sur un total de près de 10 milliards de marks. Compte tenu non plus des seuls dépôts, mais de l'ensemble du capital bancaire, le même auteur écrivait :

A la fin de 1909, les neuf grandes banques berlinoises géraient, avec les banques qui leur étaient rattachées, 11,3 milliards de marks, c'est-à-dire environ 83% de l'ensemble du capital bancaire allemand. La *Deutsche Bank* qui, avec les banques rattachées à elle, gère près de 3 milliards de marks, constitue à côté de la direction des chemins de fer de l'Etat, en Prusse, l'accumulation de capitaux la plus grande et aussi la plus décentralisée du vieux monde ¹.

Nous avons souligné l'indication relative aux banques « rattachées », comme constituant une des particularités distinctives les plus importantes de la concentration capitaliste moderne. Les grandes entreprises, les banques surtout, n'absorbent pas seulement les petites; elles se les « rattachent », les subordonnent, les incorporent dans « leur » groupement, dans leur « consortium », pour emprunter un terme technique, par la « participation » à leurs capitaux, par l'achat ou l'échange d'actions, par un système de crédits, etc., etc. Le professeur Liefmann a consacré un grand « ouvrage » de 500 pages envi-

1. SCHULZE-GAEVERNITZ : *Die deutsche Kreditbank*, dans *Grundriss der Sozialökonomik*, Tübingue, 1915, p. 12 et 137.

ron à la description des « sociétés modernes de participation et de financement »¹; malheureusement, il ajoute des réflexions « théoriques » de très mauvais aloi à la documentation brute souvent mal digérée. A quoi aboutit, au point de vue de la concentration, ce système de « participation », c'est ce que montre, mieux que tout, le livre du « financier » Riesser sur les grandes banques allemandes. Mais avant d'en examiner les données, citons un exemple concret du système des « participations ».

Le « groupe » de la *Deutsche Bank* est un des plus importants, sinon le plus important de tous les groupes de grandes banques. Pour embrasser d'un coup d'œil les principaux fils reliant entre elles les banques de ce groupe, il faut distinguer les « participations » au premier, au deuxième et au troisième degré, ou, ce qui revient au même, la dépendance (des banques de moindre importance envers la *Deutsche Bank*) du premier, du deuxième et du troisième degré. On obtient dès lors le tableau suivant² :

La DEUTSCHE BANK	Dépendance du 1 ^{er} degré	Dépendance du 2 ^e degré	Dépendance du 3 ^e degré
participe : Constamment	à 17 banques	dont 9 participent à 34 autres	dont 4 participent à 7 autres
Pour un temps indéterminé	à 5 banques	—	—
De temps à autre	à 8 banques	dont 5 participent à 14 autres	dont 2 participent à 2 autres
AU TOTAL...	à 30 banques	dont 14 participent à 48 autres	dont 6 participent à 9 autres

Au nombre des 8 banques « à dépendance du premier degré » relevant de la *Deutsche Bank* « de temps à autre », trois sont étrangères : une autrichienne (la *Bankverein* de Vienne), et deux russes (la Banque commerciale de Sibérie et la Banque russe du commerce extérieur). Au total, le groupe de la *Deutsche Bank* comprend directement et indirectement, entièrement et partiellement, 87 banques; le montant des capitaux dont dispose le groupe, — capital propre et capital en dépôt — s'évalue à 2 ou 3 milliards de marks.

1. R. LIEFMANN : *Beteiligungs- und Finanzierungsgesellschaften. Eine Studie über den modernen Kapitalismus und das Effektenwesen*. 1. Aufl., 1909, p. 212, Iéna.

2. ALFRED LANSEBURGH : « *Das Beteiligungssystem im deutschen Bankwesen* », dans *Die Bank*, 1910, I, p. 500.

Il est évident qu'une banque placée à la tête d'un groupe de ce genre et passant des accords avec une demi-douzaine d'autres banques, quelque peu inférieures, pour des opérations financières particulièrement importantes et avantageuses telles que les emprunts d'Etat, ne se borne plus au rôle d'« intermédiaire »; elle devient le groupement d'une poignée de monopoleurs.

Avec quelle rapidité la concentration bancaire s'est effectuée en Allemagne à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle, c'est ce que montreront les données suivantes, que nous empruntons, en les abrégeant, à Riesser.

SIX GRANDES BANQUES ALLEMANDES AVAIENT :

	Succursales en Allema- gne	Caisses de dépôts et bu- reaux de change	Participation constante aux banques anonymes allemandes	Total des établisse- ments
1895	16	14	1	42
1900	21	40	8	80
1911	104	276	63	450

On voit ainsi s'étendre rapidement le réseau serré des canaux financiers qui embrassent tout le pays, centralisent tous les capitaux et revenus, transformant des milliers et des milliers d'entreprises éparses en un seul organisme économique capitaliste national, et puis en un organisme capitaliste mondial. La « décentralisation » dont parlait, dans le passage précité, Schulze-Gaevernitz au nom de l'économie politique bourgeoise de nos jours, consiste en fait dans la subordination à un centre unique d'un nombre croissant de formations économiques autrefois relativement « indépendantes » ou plutôt strictement locales. En réalité, il y a *centralisation*, accentuation du rôle, de l'importance, de la puissance des monopoles géants.

Dans les pays capitalistes plus anciens, ce « réseau bancaire » est encore plus dense. En Angleterre (Irlande comprise), il y avait, en 1910, 7.151 succursales de banques. Quatre grandes banques en avaient chacune plus de 400 (de 447 à 689), 4 autres en avaient plus de 200 et 11 plus de 100.

En France, trois banques importantes : Crédit lyonnais, Comptoir national d'escompte et Société générale ont développé leurs opérations et le réseau de leurs succursales de la façon suivante¹ :

1. EUGEN KAUFMANN : *Das französische Bankwesen*, p. 356 et 362, Tubingue, 1911.

Années	NOMBRE DE SUCCURSALES ET DE CAISSES			Capitaux	
	Province	Paris	Total	appartenant aux banques	en dépôt
1870	47	17	64	200	427
1890	192	66	258	265	1.245
1909	1.033	196	1.229	887	4.363

Pour caractériser les « relations » d'une grande banque contemporaine, Riesser donne le nombre de lettres qu'envoie et reçoit la Société d'escompte (*Disconto-Gesellschaft*), une des banques les plus puissantes de l'Allemagne et du monde, dont le capital, en 1914, atteignait 300 millions de marks :

	NOMBRE DE LETTRES	
	reçues	expédiées
1852	6.135	6.292
1870	85.800	87.513
1900	533.102	626.043

Au *Crédit lyonnais*, le nombre des comptes courants est passé de 28.535 en 1875 à 633.539 en 1912¹.

Mieux peut-être que de longs développements, ces simples chiffres montrent comment la concentration des capitaux et l'extension des affaires modifient radicalement l'importance des banques. Les capitalistes dispersés forment un seul capitaliste collectif. En tenant le compte courant de plusieurs capitalistes, la banque semble ne se livrer qu'à des opérations purement techniques, uniquement subsidiaires. Mais quand ces opérations prennent une extension formidable, il en résulte qu'une poignée de monopoleurs se subordonnent les opérations commerciales et industrielles de la société capitaliste tout entière; elle peut, grâce à ses relations bancaires, à l'état des comptes courants et aux opérations financières, connaître d'abord *exactement* la situation des capitalistes isolés, puis les *contrôler*, agir sur eux en élargissant ou restreignant, en facilitant ou entravant le crédit, *déterminer* enfin *entièrement* leur sort, déterminer les revenus de leurs entreprises, les priver de capitaux ou leur permettre d'accroître rapidement leur capital dans de fortes proportions, etc.

Nous venons de mentionner le capital de 300 millions de marks de la *Disconto-Gesellschaft*, de Berlin. Cet accroissement

1. JEAN LESCURE : *l'Épargne en France*, p. 52, Paris, 1914.

des capitaux de la *Disconto-Gesellschaft* fut un des épisodes de la lutte pour l'hégémonie entre les deux plus grandes banques berlinoises, la *Deutsche Bank* et la *Disconto-Gesellschaft*.

En 1870, la première, nouvelle venue, n'avait qu'un capital de 15 millions, alors que celui de la seconde s'élevait à 30 millions. En 1908, la première avait un capital de 200 millions; la seconde, de 170 millions. En 1914, la première élevait son capital à 250 millions, la seconde, en fusionnant avec une autre grande banque de première importance, l'Union de Schaffhouse, élevait le sien à 300 millions. Et, naturellement, cette lutte pour l'hégémonie va de pair avec les « conventions » de plus en plus fréquentes et durables entre les deux banques. Voici les réflexions que suscite ce développement des banques chez des spécialistes en la matière, qui traitent les problèmes économiques d'un point de vue qui ne va jamais au delà de l'esprit de réforme bourgeois, le plus modéré et le plus ponctuel :

D'autres banques suivront la même voie, — écrivait la revue allemande *Die Bank* à propos de l'élévation du capital de la *Disconto-Gesellschaft* à 300 millions, — et les 300 personnes qui aujourd'hui gouvernent l'Allemagne dans le domaine économique, se réduiront avec le temps à 50, 25 ou moins encore. En outre, il n'y a pas lieu d'attendre que le nouveau mouvement de concentration se circoncrive aux banques. Les relations étroites entre les banques conduisent logiquement à un rapprochement des consortiums industriels qu'elles patronnent... un beau jour nous nous réveillerons et nous serons tout étonnés de ne plus voir que des trusts; nous serons placés devant la nécessité de substituer aux monopoles privés les monopoles d'Etat. Et cependant nous n'aurons au fond rien à nous reprocher, si ce n'est d'avoir laissé au développement des choses un libre cours, légèrement accéléré par l'usage des actions¹.

Voilà bien un exemple de l'impuissance du journalisme bourgeois, dont la science bourgeoise ne se distingue que par moins de sincérité et une tendance à voiler le fond des choses, à masquer la forêt par des arbres². « S'étonner » des conséquences de la concentration; « faire des reproches » au gouvernement de l'Allemagne capitaliste ou à la « société » capitaliste (« nous »); redouter que l'emploi des actions « hâte » la concentration, tout comme Tschierschki, spécialiste allemand « en matière de cartels », qui redoute les trusts américains et leur « préfère » les cartels allemands lesquels, prétend-il, ne sont pas capables « de hâter à l'excès, comme le font les trusts, le

1. A. LANSBURGH : « *Die Bank mit den 300 Millionen* », dans *Die Bank* 1914, I, p. 426.

2. Diction russe. (N.R.).

progrès technique et économique »¹ — n'est-ce pas de l'impuissance ?

Mais les faits restent les faits. Il n'y a pas de trusts en Allemagne, il n'y a « que » des cartels; mais l'Allemagne est gouvernée par tout au plus 300 magnats du capital. Et ce nombre diminue sans cesse. En tout état de cause, dans tous les pays capitalistes, et quelles que soient les variétés de la législation bancaire qui les régit, les banques renforcent et accélèrent considérablement le processus de concentration des capitaux et de formation des monopoles.

Les banques créent à l'échelle sociale la forme, mais seulement la forme, d'une comptabilité et d'une répartition générales des moyens de production,

écrivait Marx il y a un demi-siècle dans le *Capital*². Les chiffres que nous avons cités sur le développement du capital bancaire, l'augmentation des comptoirs et succursales des grosses banques, celle de leurs comptes courants, etc., nous montrent, concrètement, cette « comptabilité générale » de toute la classe des capitalistes et même pas seulement des capitalistes, car les banques réunissent, au moins pour un temps, toute sorte de revenus en argent des petits patrons, des employés et de la mince couche supérieure des ouvriers. La « répartition générale des moyens de production », voilà ce qui résulte en apparence du développement des banques modernes, dont les plus importantes, au nombre de 3 à 6 en France et de 6 à 8 en Allemagne, disposent de milliards et de milliards. Mais quant au contenu, cette répartition des moyens de production n'a rien de « général »; elle est privée, c'est-à-dire conforme aux intérêts du grand capital, et, au premier chef, du plus grand capital, du capital monopolisateur, qui opère dans les conditions où les masses de la population ont à peine de quoi se nourrir; où tout le développement de l'agriculture retarde irrémédiablement sur celui de l'industrie, dont une branche, l'« industrie lourde », lève tribut sur toutes les autres.

Les caisses d'épargne et les bureaux de poste commencent à concurrencer les banques dans la socialisation de l'économie capitaliste. Ce sont des établissements plus « décentralisés », c'est-à-dire dont l'influence s'étend sur un plus grand nombre de localités, de coins perdus, sur de plus vastes contingents de la population. Une commission américaine a réuni sur le développement comparé des dépôts en banque et dans les caisses d'épargne, les données ci-après³ :

1. S. TSCHIERSCHKI, ouvr. cité, p. 128.

2. *Capital*, t. XII, p. 239, Costes, 1929. (N.R.)

3. D'après la *National monetary Commission* américaine, *Die Bank*, 1910, I, p. 1.200.

DEPOTS (EN MILLIARDS DE MARKS)

	Angleterre		France		Allemagne		
	En banque	Aux caisses d'épargne	En banque	Aux caisses d'épargne	En banque	Aux sociétés de crédit	Aux caisses d'épargne
1880	8,4	1,6	?	0,9	0,5	0,4	2,6
1888	12,4	2,0	1,5	2,1	1,1	0,4	4,5
1908	23,2	4,2	3,7	4,2	7,1	2,2	13,9

Servant un intérêt de 4 0/0 à 4,25 0/0 sur les dépôts, les caisses d'épargne se voient obligées de chercher pour leurs capitaux des placements « avantageux », de se lancer dans des opérations sur les lettres de change, les hypothèques, etc. Les limites entre les banques et les caisses d'épargne « s'effacent de plus en plus ». Les chambres de commerce de Bochum et d'Erfurt, par exemple, demandent qu'il soit « interdit » aux caisses d'épargne de se livrer à des opérations « purement » bancaires, telles que l'escompte des lettres de change. Elles exigent la limitation de l'activité « bancaire » des bureaux de poste¹. Les manitous de la banque semblent craindre que le monopole d'Etat se glisse furtivement là où on l'attend le moins. Mais il va de soi que cette crainte ne dépasse pas les limites de la concurrence pour ainsi dire entre deux chefs de bureau d'une même chancellerie. Car, d'un côté, ce sont en définitive toujours les *mêmes* magnats du capital bancaire qui disposent en fait des milliards confiés aux caisses d'épargne; d'un autre côté, le monopole d'Etat en société capitaliste n'est qu'un moyen d'élever et d'assurer le revenu des millionnaires prêts de faire faillite dans telle ou telle industrie.

Le remplacement du vieux capitalisme, où régnait la libre concurrence, par un nouveau où règne le monopole, entraîne entre autres une diminution de l'importance de la Bourse. La revue *Die Bank* écrit :

La Bourse a depuis longtemps cessé d'être l'intermédiaire indispensable des échanges qu'elle était autrefois, lorsque les banques ne pouvaient pas encore placer parmi leurs clients la plupart des valeurs émises².

Toute banque est une Bourse. Cet aphorisme contient d'autant plus de vérité que la banque est plus importante et que la concentration fait de plus grands progrès dans les opérations bancaires³.

1. *Die Bank*, 1913, p. 811, 1.022 ; 1914, p. 743.

2. *Die Bank*, 1914, I, p. 316.

3. D^r OSKAR STILLICH : *Geld- und Bankwesen*, p. 169, Berlin 1907.

Si autrefois la Bourse, après 1870, avec ses excès de jeunesse [allusion « délicate » au krach boursier de 1873, aux scandales de la *Gründerzeit* ¹, etc.] avait inauguré l'époque d'industrialisation de l'Allemagne... aujourd'hui les banques et l'industrie peuvent « s'en tirer elles-mêmes ». La domination de nos grandes banques sur la Bourse n'est pas autre chose que l'expression de l'Etat industriel allemand pleinement organisé. Dès lors, si le domaine des lois économiques fonctionnant automatiquement s'en trouve rétréci et le domaine de la réglementation consciente par les banques, grandement élargi, il s'ensuit que la responsabilité incombant à quelques dirigeants, en matière d'économie nationale, augmente dans de vastes proportions. ²

Voilà ce qu'écrit le professeur allemand Schulze-Gaevernitz. Cet apologiste de l'impérialisme allemand, apologiste qui fait autorité chez les impérialistes de tous pays, s'applique à masquer un « détail », à savoir que cette « réglementation consciente » par les banques consista dans le dépouillement du public par une poignée de monopoleurs « pleinement organisés ». Car la tâche du professeur bourgeois n'est pas de mettre à nu tout le mécanisme et de divulguer tous les tripotages des monopoleurs de la banque, mais bien de les rendre moins hideux.

De même Riesser, économiste et « financier » plus compétent encore, s'en tient quitte avec des phrases vides à propos de faits qu'il est impossible de nier :

...La Bourse perd de plus en plus ce caractère absolument indispensable à l'économie tout entière et aux échanges de valeurs : être non seulement le plus précis instrument de mesure, mais aussi un régulateur presque automatique des mouvements économiques convergeant vers elle ³.

En d'autres termes, l'ancien capitalisme, le capitalisme de la libre concurrence, disparaît ainsi que la Bourse, son régulateur absolument indispensable. Un nouveau capitalisme lui succède, il comporte des éléments manifestes de transition, un mélange de la libre concurrence et du monopole. La question se pose d'elle-même : à quoi tend la « transition » du capitalisme actuel ? Or, cette question, les savants bourgeois ont peur de la poser.

Il y a 30 ans, les employeurs soumis à la libre concurrence accomplissaient les 9/10 de l'effort économique qui ne fait pas partie du travail manuel des « ouvriers ». A l'heure présente, ce sont des *fonctionnaires* qui accomplissent les

1. Lénine sous-entend les scandales qui eurent lieu à la suite de l'organisation des sociétés et entreprises par actions frauduleuses avec des fonds provenant de la contribution de guerre payée par la France après sa défaite de 1870-71. (N.R.)

2. SCHULZE-GAEVERNITZ : « *Die deutsche Kreditbank* », dans *Grundriss der Sozialökonomik*, p. 12 et 137. Tub. 1915.

3. RIESSER, ouv. cité, 4^e édit., p. 630.

9/10 de cet effort intellectuel dans l'économie. La banque est à la tête de cette évolution ¹.

Cet aveu de Schulze-Gaevernitz nous amène, une fois de plus, à la question de savoir à quoi tend la transition du capitalisme actuel, — capitalisme dans sa phase impérialiste.

Les quelques banques qui, par la force du processus de concentration, restent à la tête de toute l'économie capitaliste, ont naturellement une tendance de plus en plus marquée à former des accords-monopoles, un *trust des banques*. En Amérique, ce ne sont plus neuf, mais *deux* très grandes banques, celles des milliardaires Rockefeller et Morgan, qui règnent sur un capital de 11 milliards de marks². En Allemagne, l'absorption que nous avons signalée plus haut de l'Union de Schaffhouse par la *Disconto Gesellschaft*, a été appréciée en ces termes par la *Gazette de Francfort*, un des organes qualifiés de la Bourse :

Avec le mouvement de concentration croissante se resserre constamment le cercle auquel on peut, en général, adresser des demandes importantes de crédit, de sorte que la dépendance de la grosse industrie augmente envers un petit nombre de groupes bancaires. La liaison étroite de l'industrie et du monde de la finance restreint la liberté de mouvement des sociétés industrielles sollicitant les capitaux bancaires. Aussi, la grande industrie envisage-t-elle avec des sentiments divers la trustification croissante des banques. En effet, on a pu maintes fois observer des commencements d'accord entre consortiums de grandes banques, accords tendant à limiter leur concurrence ³.

Encore une fois, le dernier mot du développement des banques, c'est le monopole.

Quant à la liaison étroite entre les banques et l'industrie, c'est dans ce domaine que se manifeste peut-être, avec le plus d'évidence, le nouveau rôle des banques. Si une banque escompte les lettres de change pour un industriel, lui ouvre un compte courant, etc., ces opérations considérées à part ne diminuent pas d'un iota l'indépendance de l'employeur en question. Et la banque ne sort pas du rôle modeste d'intermédiaire. Mais si ces opérations se multiplient et se stabilisent, si la banque « réunit » entre ses mains d'énormes capitaux, si la tenue des comptes courants d'une entreprise permet à la banque — et c'est ce qui arrive — de connaître avec toujours plus d'ampleur et de précision la situation économique du client, il en résulte une dépendance de plus en plus complète du capitaliste industriel à l'égard de la banque.

1. *Die Bank*, 1912, 1, p. 435.

2. SCHULZE-GAEVERNITZ : « *Die deutsche Kreditbank* » dans *Grundriss der Sozialökonomik*, p. 12 et 137. Tub. 1915.

3. Cité d'après SCHULZE-GAEVERNITZ dans *Grundriss der Sozialökonomik*, p. 155.

En même temps, on voit pour ainsi dire se développer l'union personnelle des banques et des grosses entreprises industrielles et commerciales, la fusion des unes et des autres par l'acquisition d'actions, par l'entrée des directeurs de banque dans les conseils de surveillance (ou d'administration) des entreprises industrielles et commerciales, et inversement. L'économiste allemand Jeidels a réuni une documentation fort complète sur cette forme de concentration des capitaux et des établissements. Six des plus grandes banques berlinoises étaient représentées par leurs directeurs dans 344 sociétés industrielles et, par les membres de leur conseil d'administration, encore dans 407 : ce qui fait un total de 751 sociétés. Dans 289 de ces dernières, elles avaient soit deux membres, soit la présidence des conseils de surveillance. Ces sociétés s'étendent aux domaines les plus divers du commerce et de l'industrie, aux assurances, aux voies de communication, aux restaurants, aux théâtres, à la production artistique, etc. D'autre part, il y avait (en 1910) dans les conseils de surveillance de ces mêmes six banques, cinquante et un des plus gros industriels, dont un directeur de la firme *Krupp*, celui de la grande compagnie de navigation « *Hapag* » (*Hamburg-Amerika*), etc., etc. De 1895 à 1910, chacune de ces six banques avait participé aux émissions d'actions et d'obligations pour des centaines de sociétés industrielles, soit de 281 à 419¹.

L'« union personnelle » des banques et de l'industrie est complétée par l'« union personnelle » de telles ou telles sociétés et du gouvernement.

Des postes aux conseils de surveillance, écrit Jeidels, sont volontairement offerts à des personnages en renom, de même qu'aux anciens fonctionnaires de l'Etat qui peuvent faciliter [!] [!] considérablement les relations avec les autorités...

On trouve généralement au conseil de surveillance d'une grande banque

Un membre du Parlement ou un membre de la municipalité de Berlin.

L'élaboration et, pour ainsi dire, la mise au point des grands monopoles capitalistes se poursuivent donc à toute vapeur, par tous les moyens « naturels » et « surnaturels ». Il en résulte une division systématique du travail entre quelques centaines de rois de la finance de la société capitaliste moderne.

Parallèlement à cette extension du champ d'activité de certains gros industriels [qui entrent aux conseils d'administration des banques, etc.] et à l'attribution d'une région industrielle déterminée à des directeurs provinciaux, il se produit une certaine spécialisation toujours accrue parmi

1. JEIDELS et RIESSER, ouvr. cités.

les dirigeants des grandes banques. Pareille spécialisation n'est possible que dans les grandes banques en général, et si elles ont des relations étendues dans le monde industriel, en particulier. Cette division du travail se fait dans deux directions : d'une part toutes les relations avec l'industrie sont confiées à un directeur, dont c'est le domaine spécial ; d'autre part, chaque directeur assume la surveillance d'entreprises isolées ou de groupes d'entreprises dont la production et les intérêts sont connexes... [Le capitalisme en est déjà arrivé au *contrôle* organisé sur les différentes entreprises.] La spécialité de l'un est l'industrie allemande, parfois, même uniquement de l'Allemagne occidentale (l'Allemagne occidentale est, au point de vue industriel, la partie la plus développée du pays) ; pour d'autres, les relations avec les Etats et avec l'industrie de l'étranger, les renseignements sur la personnalité des industriels, etc., les affaires de Bourse, etc. En outre, bien souvent, chacun des directeurs de la banque se voit confier la gestion d'une région ou d'une branche industrielle... tel travaille principalement dans les conseils de surveillance des sociétés d'électricité ; tel autre dans les usines chimiques, les brasseries ou les raffineries de sucre ; un autre encore dans les quelques entreprises restées isolées, et, en même temps, dans le conseil de surveillance de sociétés d'assurances... En un mot, il est certain que dans les grandes banques, au fur et à mesure qu'augmentent l'étendue et la diversité des opérations, la division du travail s'accroît entre leurs dirigeants, avec pour but et pour résultat de les élever un peu au-dessus des opérations purement bancaires, de les rendre plus capables de juger, plus compétents dans les questions générales de l'industrie et dans les questions spéciales touchant les diverses branches, de les préparer à agir dans la sphère d'influence industrielle de la banque. Ce système des banques est complété par une tendance à élire dans leurs conseils de surveillance des hommes rompus aux choses de l'industrie, des industriels, anciens fonctionnaires, surtout de ceux qui ont servi dans l'administration des chemins de fer, des mines, etc.¹.

Les établissements de même nature se retrouvent, avec de très légères différences, dans les banques françaises. Le Crédit lyonnais, par exemple, une des trois plus grandes banques françaises, a organisé un *service* spécial *des études financières*, qui emploie, en permanence, plus de cinquante ingénieurs, statisticiens, économistes, juristes, etc., et dont l'entretien coûte de six à sept cent mille francs par an. Ce service est à son tour divisé en huit sections, dont l'une est chargée de recueillir des informations portant spécialement sur les entreprises industrielles ; l'autre, étudie les statistiques générales ; la troisième, les compagnies de chemins de fer et de navigation ; la quatrième, les fonds ; la cinquième, les rapports financiers², etc.

1. JEIDELS, ouvr. cité, p. 157.

2. Article de EUG. KAUFMANN sur les banques françaises dans *Die Bank* 1909, II, p. 351 et suiv.

Il en résulte, d'une part, une fusion de plus en plus complète ou, comme l'a très bien dit N. I. Boukharine, une interpénétration du capital bancaire et du capital industriel, et, de l'autre, la transformation des banques en établissements à « caractère » vraiment « universel ». Sur ce point, nous croyons devoir citer les propres termes de Jeidels, écrivain qui a le mieux étudié la question :

L'examen des relations industrielles dans leur ensemble permet de constater le *caractère universel* des établissements financiers travaillant pour l'industrie. Contrairement aux autres formes de banques, contrairement aux exigences quelquefois formulées dans la littérature, disant que les banques devraient se spécialiser dans un domaine ou dans une industrie déterminée pour ne pas voir le sol se dérober sous leurs pieds, les grandes banques s'efforcent de multiplier le plus possible leurs relations avec les entreprises industrielles selon le lieu, et le genre de production, et de faire disparaître de plus en plus les inégalités que l'on constate dans la répartition des capitaux entre les différentes localités ou branches d'industries, inégalités dont on trouve l'explication dans l'histoire des différentes entreprises... Une tendance consiste à généraliser la liaison avec l'industrie; une autre, à la rendre continue et intensive; toutes les deux sont déjà appliquées dans six grandes banques sinon entièrement, du moins dans de notables proportions et à un degré égal.

On entend assez souvent les milieux industriels et commerciaux se plaindre du « terrorisme » des banques. Faut-il s'étonner de ces plaintes, quand les grandes banques « commandent » de la façon dont voici un exemple. Le 19 novembre 1901, l'une des banques *D* berlinoises (on appelle ainsi les quatre banques puissantes dont le nom commence par la lettre *D*), adressait au conseil d'administration du Syndicat des ciments du Centre-Nord-Ouest allemand la lettre suivante :

Selon la note que votre société a publiée le 18 de ce mois dans le *Journal officiel*, il apparaît qu'il nous faut envisager l'éventualité de voir la prochaine assemblée générale de votre syndicat, fixée au 30 courant, prendre des décisions susceptibles d'amener dans vos entreprises des changements qui ne nous conviennent pas. Aussi sommes-nous, à notre grand regret, dans la nécessité de vous refuser dorénavant le crédit qui vous était accordé... Si cependant l'assemblée générale mentionnée n'adopte rien qui ne nous convienne et si nous recevons aussi à cet égard, pour l'avenir, les garanties désirables, nous nous déclarons tout disposés à négocier avec vous l'ouverture d'un nouveau crédit¹.

A la vérité, ce sont toujours les mêmes plaintes du petit capital opprimé par le gros; seulement, cette fois, c'est tout un syn-

1. D^r OSCAR STILLICH : *Geld- und Bankwesen*, p. 148, Berlin 1907.

dicat qui est tombé dans la catégorie des « petits » ! L'ancienne lutte du petit et du gros capital recommence, mais à un degré de développement nouveau, infiniment supérieur. Il est évident que, disposant de milliards, les établissements des grandes banques sont capables de hâter aussi le progrès technique par des moyens qui ne sauraient être comparés d'aucune façon à ceux d'autrefois. Les banques fondent, par exemple, des sociétés d'études techniques dont les travaux ne profitent, bien entendu, qu'aux entreprises industrielles « amies ». Parmi ces dernières, citons la Société pour l'étude des chemins de fer électriques, le Bureau central des recherches scientifiques et techniques, etc.

Les dirigeants des grandes banques eux-mêmes ne peuvent pas ne pas voir que les conditions d'une nouvelle économie sont en train de se former ; mais ils sont impuissants devant elles.

Quiconque, écrit Jeidels, a observé, au cours des dernières années, le changement de personnel dans la direction et les conseils de surveillance des grandes banques, a dû remarquer que la gestion des affaires passait peu à peu à des hommes qui considèrent comme une tâche indispensable et de plus en plus actuelle pour les grandes banques d'intervenir activement dans le développement général de l'industrie, et qu'entre ces hommes et les anciens directeurs de banques il se produit des désaccords d'ordre professionnel et souvent personnel. Or, il s'agit, au fond, de savoir si en intervenant dans le processus de production industrielle les banques ne souffrent pas dans leurs affaires en tant qu'établissements de crédit, si elles ne sacrifient pas leurs solides principes et un bénéfice sûr à une activité qui n'a rien de commun avec leur rôle d'intermédiaires du crédit et qui les amène sur un terrain où elles sont encore plus exposées que par le passé à l'action aveugle de la conjoncture industrielle. C'est ce qu'affirment nombre d'anciens directeurs de banques ; mais la plupart des jeunes considèrent l'intervention active dans les questions de l'industrie comme une nécessité pareille à celle qui a suscité, en même temps que le développement actuel de la grande industrie moderne, les grandes banques et les affaires bancaires industrielles de nos jours. Les deux parties ne sont d'accord que sur un point : c'est qu'il n'existe pas encore de principes fermes ni de but concret pour la nouvelle activité des grandes banques ¹.

L'ancien capitalisme a fait son temps. Le nouveau constitue une transition. La recherche de « principes fermes » et d'un « but concret » en vue de « concilier » le monopole et la libre concurrence est, évidemment, une tentative vaine. Les aveux des praticiens ne ressemblent guère aux éloges enthousiastes des apologistes officiels du capitalisme « organisé », tels que Schultze-Gaevernitz, Liefmann et autres « théoriciens ».

A quelle époque précisément remonte l'établissement définitif de la « nouvelle activité » des grandes banques ? A cette

1. JEIDELS, p. 184.

question importante, nous trouvons une réponse assez précise chez Jeldels.

Les relations des entreprises industrielles avec leur nouvel objet, leurs formes nouvelles, leurs organes nouveaux, c'est-à-dire les grandes banques à organisation à la fois centralisée et décentralisée, ne sont guère antérieures, en tant que phénomène caractéristique de l'économie nationale, à la période de 1890 à 1900 ; on peut même en un sens faire remonter ce point de départ à l'année 1897, avec ses grandes « fusions » qui introduisent, pour la première fois, la nouvelle forme d'organisation décentralisée pour des raisons de politique industrielle des banques. Ou bien l'on peut même faire remonter ce point de départ à une date encore plus récente, car seule la crise (de 1900) a énormément accéléré et aiguisé le processus de concentration tant dans l'industrie que dans la banque, faisant pour la première fois de cette liaison avec l'industrie, le véritable monopole des grosses banques, en même temps qu'elle la rendait notablement plus étroite et plus intensive ¹.

Ainsi le XX^e siècle marque un tournant, où l'ancien capitalisme fait place au nouveau, où la domination du capital financier se substitue à la domination du capital en général.

III

LE CAPITAL FINANCIER ET L'OLIGARCHIE FINANCIÈRE

Une portion toujours croissante du capital industriel, écrit Hilferding, n'appartient pas aux industriels qui l'utilisent. Ces derniers n'en obtiennent la disposition que par la banque, qui représente à leur égard le propriétaire du capital. D'autre part, force est à la banque de fixer une partie de plus en plus grande de ses capitaux dans l'industrie. Elle devient ainsi dans des proportions de plus en plus grandes un capitaliste industriel. Ce capital bancaire, — c'est-à-dire ce capital-argent, — qui, en réalité, se transforme de la sorte en capital industriel, je l'appelle « capital financier ». Le capital financier est donc le capital dont disposent les banques et que les industriels utilisent ².

Cette définition est incomplète, puisqu'elle passe sous silence un fait de la plus haute importance, savoir la concentration accrue de la production et du capital, au point qu'elle donne et a déjà donné naissance au monopole. Mais tout l'exposé

1. *Ibidem*, p. 181.

2. HILFERDING : *Das Finanzkapital*, 2^e édition, p. 301.

de Hilferding, en général, et plus particulièrement les deux chapitres qui précèdent celui auquel nous empruntons cette définition, soulignent le rôle des *monopoles capitalistes*.

Concentration de la production avec, comme conséquence, les monopoles, fusion ou interpénétration des banques et de l'industrie, voilà l'histoire de la formation du capital financier et le contenu de cette notion.

Il nous reste maintenant à décrire comment la « maîtrise » des monopoles capitalistes devient inévitablement, sous le régime général de la production marchande et de la propriété privée, la domination d'une oligarchie financière. Notons que les représentants de la science bourgeoise allemande, — et pas seulement allemande, — comme Riesser, Schulze-Gaevernitz, Liefmann, etc., sont tous des apologistes de l'impérialisme et du capital financier. Loin de dévoiler le « mécanisme » de la formation de cette oligarchie, ses procédés, la proportion de ses revenus « licites » et « illicites », ses attaches avec le Parlements etc., etc.; ils s'efforcent de les estomper, de les enjoliver. Ces « maudites questions », ils les éludent par des phrases pompeuses autant que vagues, par des appels au « sentiment de responsabilité » des directeurs de banques, par l'éloge du fonctionnaire prussien pour son « sentiment du devoir », par l'analyse sérieuse et détaillée de ridicules projets de loi de « surveillance » et de « réglementation », par des fadaïses théoriques comme cette définition « scientifique » saugrenue du professeur Liefmann :

Le commerce est une activité visant à réunir les biens, à les conserver et à les mettre à la disposition¹...

(Italique et gros caractères dans l'ouvrage du professeur.)

Il en résulte que le commerce a existé chez l'homme primitif ignorant l'échange, et qu'il doit persister en société socialiste!

Mais les faits monstrueux touchant la monstrueuse domination de l'oligarchie financière sont tellement patents que, dans tous les pays capitalistes, en Amérique, en France, en Allemagne, il s'est créé une littérature professant le point de vue *bourgeois*, mais qui donne néanmoins un tableau à peu près véridique et une critique, — petite-bourgeoise, naturellement, — de l'oligarchie financière.

A la base, il y a tout d'abord le « système de participations », dont nous avons déjà dit quelques mots. Voici l'exposé qu'en fait l'économiste allemand Heymann, qui a été un des premiers, sinon le premier, à s'en occuper :

Le dirigeant contrôle la société-mère; celle-ci, les sociétés filiales; celles-ci, à leur tour, les filiales des filiales, etc. On peut donc, sans posséder un très grand capital, avoir

1. R. LIEFMANN, ouvr. cité, p. 476.

la haute main sur d'immenses domaines de la production ; car, si la possession de 50 0/0 du capital est toujours suffisante pour exercer le contrôle, le dirigeant n'a besoin que d'un million pour pouvoir contrôler 8 millions de capital dans les filiales des filiales. Et s'il pousse plus loin cet entrelacs, il arrivera bien à contrôler seize millions, trente-deux, etc.¹.

En réalité, l'expérience montre qu'il suffit de posséder 40 0/0 des actions pour commander aux affaires d'une société par actions² parce qu'un certain nombre de petits actionnaires disséminés n'ont pratiquement aucune possibilité de participer aux assemblées générales, etc. La « démocratisation » de la possession des actions, dont les sophistes bourgeois et les opportunistes « social-démocrates eux aussi » attendent (ou assurent qu'ils attendent) la « démocratisation du capital », le renforcement du rôle et de l'importance de la petite production, et ainsi de suite, n'est en réalité qu'un des moyens d'accroître la puissance de l'oligarchie financière. C'est pourquoi entre autres, dans les pays capitalistes plus avancés ou plus anciens et « expérimentés », la législation permet l'émission de titres de moindre valeur. En Allemagne, le montant d'une action ne peut, au terme de la loi, être inférieur à mille marks, et les magnats allemands de la finance considèrent, d'un œil envieux l'Angleterre où sont autorisées des actions d'une livre sterling (= 20 marks, environ 10 roubles). Siemens, un des plus grands industriels et « rois de la finance » allemande, déclarait au Reichstag, le 7 juin 1900, que « l'action d'une livre sterling est la base de l'impérialisme britannique³ ». Ce négociant a une conception plus profonde, plus « marxiste » de l'impérialisme, que certain écrivain incongru, qui passe pour le fondateur du marxisme russe et qui estime que l'impérialisme est un défaut propre à l'un des peuples⁴...

Mais le « système de participations » ne sert pas seulement à accroître infiniment la puissance des monopoleurs. Il permet de consommer impunément les pires tripotages et de dévaliser le public, car, officiellement, au regard de la loi, les dirigeants de la « société-mère » ne sont pas responsables pour la société filiale, considérée comme « autonome » et par l'intermédiaire de laquelle on peut tout « faire accepter ». Voici un exemple que nous empruntons au fascicule de mai 1914 de la revue allemande *Die Bank* :

La Société anonyme de l'acier à ressort de Cassel qui était, il y a quelques années encore, une des entreprises allemandes donnant le meilleur revenu, a été si mise à mal par des me-

1. HANS GIDEON HEYMANN : *Die gemischten Werke im deutschen Grosseisengewerbe*, p. 269, St. 1904.

2. LIEFMANN, ouvr. cité, p. 258.

3. SCHULZE GAEVERNITZ dans *Gundriss der Sozialökonomik*, V. 2, p. 111.

4. Allusion à G. PLEKHANOV (N.R.)

sures administratives mal entendues que ses dividendes sont tombés de 15 0/0 à zéro. La direction avait, à l'insu des actionnaires, fait à l'une de ses sociétés filiales, la *Hassia*, au capital nominal de quelques centaines de milliers de marks seulement, *une avance de fonds de 6 millions*. De cet engagement qui dépassait presque du triple le capital-actions de la société-mère, celle-ci n'avait aucune trace dans ses bilans. Juridiquement, un pareil silence était parfaitement légitime, et il put durer deux années entières, aucun article de la législation commerciale n'étant violé. Le président du Conseil de surveillance qui, responsable, signalait ces bilans truqués, était et est encore président de la Chambre de commerce de Cassel. Les actionnaires n'eurent connaissance de l'avance faite à la *Hassia* que longtemps après, quand elle s'avéra une erreur [l'auteur aurait bien fait de mettre ce mot entre guillemets] et que les actions de l'acier à ressorts, par suite des ventes des initiés, eurent perdu près de 100 0/0 de leur valeur...

Cet exemple typique de l'équilibrisme auquel on soumet couramment le bilan dans les sociétés par actions nous explique pourquoi leurs conseils d'administration se risquent dans les affaires douteuses, d'un cœur bien plus léger que les particuliers. La technique moderne des bilans non seulement leur ménage la facilité de cacher à l'actionnaire moyen les risques engagés, mais permet aussi aux principaux intéressés de se dérober aux conséquences d'une expérience avortée en vendant à temps leurs actions alors que l'entrepreneur privé paye de ses propres deniers tout ce qu'il fait...

Les bilans de nombreuses sociétés anonymes rappellent ces palimpsestes du moyen âge, dont il fallait d'abord gratter le texte visible pour pouvoir découvrir dessous les signes donnant le sens réel du document¹.

Le procédé le plus simple et, conséquemment, le plus employé pour rendre un bilan indéchiffrable, consiste à diviser l'entreprise unique en plusieurs parties, par la constitution ou l'adjonction de sociétés filiales. L'avantage de ce système selon les buts visés — légaux ou illégaux — est tellement évident que les sociétés importantes qui n'ont pas adopté ce système doivent être désignées aujourd'hui comme des exceptions².

L'auteur cite en exemple un des plus formidables monopoles appliquant le plus largement ce système, la fameuse Société générale d'Electricité (*A. E. G.*, sur laquelle nous reviendrons plus loin). En 1912, on estimait que cette société participait à 175 ou 200 autres sociétés, les dominant, bien entendu, et englobant au total un capital de 1,5 milliard de marks environ³.

1. Palimpseste, parchemin dont on a effacé l'écriture première pour y écrire un nouveau texte.

2. L. ESCHWEGE : « *Tochtergesellschaften* », *Die Bank*, 1914, I, p. 545.

3. KURT HEINIG : « *Der Weg des Elektrotrusts* », *Die Neue Zeit*, 1912, 30. Jahrg., II, p. 484.

Toutes les règles de contrôle et de surveillance, de publication des bilans, d'établissement de schémas précis pour ces derniers, etc., — ce par quoi les professeurs et les fonctionnaires bien intentionnés, c'est-à-dire ayant la bonne intention de défendre et de rendre moins hideux le capitalisme, occupent l'attention du public, — sont ici dépourvues de valeur. Car la propriété privée est sacrée, et l'on ne peut empêcher personne d'acheter, de vendre, d'échanger les actions, de les hypothéquer, etc.

Pour juger du développement que le « système de participations » a pris dans les grandes banques russes, nous nous reportons aux données fournies par E. Agahd qui, employé pendant quinze ans à la Banque russo-chinoise, publia, en mai 1914, un ouvrage dont le titre est un peu vague : *Grandes banques et marché mondial*¹. L'auteur divise les grandes banques russes en deux groupes principaux : a) celles qui appliquent le « système de participations » et b) celles qui sont « indépendantes » (entendant toutefois, arbitrairement, par « indépendance » celle à l'égard des banques étrangères). Le premier groupe, l'auteur le subdivise en trois sous-groupes : 1. participation allemande, 2. anglaise et 3. française. C'est-à-dire : « participation » et domination des plus grandes banques étrangères de la nation envisagée. Les capitaux des banques sont divisés par l'auteur en capitaux à placement « productif » (dans l'industrie et le commerce) et capitaux de « spéculation » (consacrés aux opérations de Bourse et aux opérations financières). S'en tenant au point de vue réformiste petit-bourgeois qui lui est propre, E. Agahd s'imagine qu'on peut, tant qu'existe le capitalisme, distinguer entre ces deux genres de placements et éliminer le dernier.

Voici les données qu'il nous apporte :

ACTIF DES BANQUES (d'après le bilan d'octobre-novembre 1913)
(En millions de roubles)

Groupes de banques russes	Capitaux placés		
	Production	Spéculation	Total
a) 1. 4 banques : Commerciale de St-Petersbourg, Russe, Internationale, Comptoir d'Escompte ...	413,7	859,1	1.272,8
a) 2. 2 banques : Industrielle et commerciale, Russo-anglaise	239,3	169,1	408,4

1. E. AGAHD : *Grossbanken une Weltmarkt. Die wirtschaftliche und politische Bedeutung der Grossbanken im Weltmarkt unter Berücksichtigung ihres Einflusses auf Russlands Volkswirtschaft und die deutsch-russischen Beziehungen*, Berlin 1914.

Groupes de banques russes	Capitaux placés		
	Production	Spéculation	Total
a) 3. 5 banques : Russo-asiatique, Privée de Saint-Pétersbourg, Azov-Don, Union de Moscou, Russo-française de commerce	711,8	661,2	1.373,0
TOTAL (11 banques)	1.364,8	1.689,4	3.054,2
b) 8 banques : Commerciale de Moscou, Volga-Kama, Junker et Cie, Commerciale de Saint-Pétersbourg (anc. Wawelberg), de Moscou (anc. Riabouchinski), Escompte de Moscou, Commerciale de Moscou et Privée de Moscou ...	504,2	391,1	895,3
TOTAL (19 banques)	1.869,0	2.080,5	3.949,5

Ainsi, d'après ces chiffres, des 4 milliards de roubles environ constituant le capital « actif » des grandes banques, plus des trois quarts, plus de 3 milliards, reviennent à des banques qui ne sont au fond que des sociétés filiales de banques étrangères et, en premier lieu, de banques parisiennes (du fameux trio : Union parisienne, Banque de Paris et des Pays-Bas, Société générale) et berlinoises (notamment la *Deutsche Bank* et la *Disconto Gesellschaft*). Deux des banques russes les plus importantes, la Banque russe (Banque russe du commerce extérieur) et la Banque internationale (Banque pour le commerce international de Saint-Pétersbourg) ont, de 1906 à 1913, élevé leurs capitaux de 44 à 98 millions de roubles et leurs fonds de réserve de 15 à 39 millions, « en travaillant aux trois quarts avec des capitaux allemands ». La première appartient au « consortium » de la *Deutsche Bank* et la deuxième à celui de la *Disconto-Gesellschaft*, à Berlin. L'excellent Agahd s'indigne profondément de voir la majorité des actions détenues par les banques berlinoises, ce qui réduit à l'impuissance les actionnaires russes. Et, naturellement, le pays qui exporte ses capitaux recueille le dessus du panier. La *Deutsche Bank*, introduisant à Berlin les actions de la Banque commerciale de Sibérie, les garda une année en portefeuille et les vendit ensuite au cours de 193 pour 100, c'est-à-dire presque au double; elle « gagnait » ainsi un bénéfice de près de 6 millions de roubles, que Hilferding a appelé « bénéfice de constitution ».

1. Le bénéfice de constitution est réalisé généralement par les fondateurs à l'organisation ou à la réorganisation des entreprises capi-

Notre auteur estime à 8.235 millions de roubles, presque 8,25 milliards, la « puissance » totale des plus grandes banques de Pétersbourg; quant à la « participation », ou plus exactement à la domination des banques étrangères, il la fixe aux proportions suivantes : banques françaises, 55 0/0; anglaises, 10 0/0; allemandes, 35 0/0. De cette somme de 8.235 millions de capitaux actifs, 3.687 millions, soit plus de 40 0/0, revient, suivant le calcul de l'auteur, aux syndicats : *Prodougol*, *Prodaméta*, syndicats du pétrole, de la métallurgie et des ciments. La fusion des banques et du capital industriel, grâce à la formation des monopoles capitalistes, a donc fait de grands progrès en Russie également.

Le capital financier, concentré en quelques mains et exerçant le monopole de fait, prélève des bénéfices énormes et toujours croissants sur les constitutions de firmes, les émissions de valeurs, les emprunts d'Etat, etc., affermissant la souveraineté des oligarchies financières et imposant à la société entière un tribut au profit des monopoleurs. Voici, pris entre mille, un exemple, cité par Hilferding, de la « gestion » des trusts américains : en 1887, M. Havemeyer fonda le trust du sucre par la fusion de quinze petites sociétés, dont le capital s'élevait à un total de 6,5 millions de dollars. Convenablement « dilué », selon l'expression américaine, le capital du trust était porté à 50 millions de dollars. Cette « recapitalisation » escomptait les futurs profits du monopole, de même que le

talistes par actions. On émet, par exemple, 100.000 actions à raison de 100 francs chacune pour une somme totale de 10 millions de francs. Les fondateurs peuvent acquérir d'emblée toutes les actions et investir 10 millions dans l'entreprise. Admettons que la moyenne des bénéfices soit de 10 0/0. Alors le capital s'élevant à 10 millions de francs « vaudra » 11 millions de francs et chaque action au lieu de 100 francs sera vendue 110 francs. Si la situation est stable, les fondateurs pourront écouler en Bourse leurs actions au cours élevé, réalisant ainsi un million de francs supplémentaire, laquelle somme constitue le bénéfice de constitution. Les acquéreurs de ces actions, les petits principalement, si la situation empire, devront payer cher leur crédulité. (N.R.)

1. *Prodougol* : nom abrégé du syndicat « Société russe pour le commerce du minéral combustible du bassin du Donetz ». (N.R.)

2. *Prodaméta* : nom abrégé du syndicat « Société pour la vente des articles des usines métallurgiques ». (N.R.)

3. Le « délayage » du capital consiste en ce que le capital réel est évalué à une somme extrêmement exagérée (par exemple, un capital de 5 millions est évalué à 50 millions) et des actions sont émises et vendues pour cette somme. Une telle machination permet aux brasseurs d'affaires de l'entreprise de rafler des quantités d'argent considérables. Pendant un certain temps (jusqu'à la première faillite) ils paient, aux acheteurs de leurs actions les dividendes habituels. Après la faillite, les manitous se remplissent les poches des fonds recueillis par le moyen de la machination décrite plus haut, tandis que la grande masse des actionnaires est ruinée. (N.R.)

trust de l'acier — toujours en Amérique — escompte les futurs profits du monopole en achetant le plus possible de gisements de minerai. En effet, le trust du sucre a imposé ses prix de monopole; ce qui lui procura un bénéfice tel qu'il put payer 10 0/0 de dividendes au capital *sept fois* « dilué », soit *presque* 70 0/0 au capital effectivement versé lors de la fondation du trust! En 1909, le capital de ce trust s'élevait à 90 millions de dollars. En vingt-deux ans, il avait plus que décuplé.

En France, le règne de l'« oligarchie financière » (*Contre l'oligarchie financière en France* — titre du fameux livre de Lysis, qui a connu jusqu'à cinq éditions avant 1908) a revêtu une forme à peine différente. Quatre des plus fortes banques jouissent du « monopole », non relatif, mais « absolu » de l'émission des valeurs. De fait, c'est le « trust des grandes banques ». Et le monopole qu'il exerce assure des bénéfices en conséquence, lors des émissions. Le pays contractant un emprunt ne reçoit généralement pas plus de 90 0/0 du montant de cet emprunt; 10 0/0 reviennent aux banques et aux autres intermédiaires. Le bénéfice des banques sur l'emprunt russo-chinois de 400 millions de francs s'est élevé à 8 0/0; sur l'emprunt russe de 800 millions (1904), à 10 0/0; sur l'emprunt marocain de 62.500.000 francs (1904), à 18,75 0/0. Le capitalisme qui a commencé son développement par l'usure en petit, l'achève par l'usure en grand. « Les Français, dit Lysis, sont les usuriers de l'Europe. » Toutes les conditions de la vie économique sont profondément modifiées par cette transformation du capitalisme. La population, l'industrie, le commerce et les transports maritimes étant frappés de marasme, le « pays » peut s'enrichir par l'usure.

Cinquante personnes représentant un capital de 8 millions de francs peuvent disposer de deux milliards placés dans quatre banques.

Le système des « participations », que nous connaissons déjà, amène au même résultat : la Société générale, une des banques les plus puissantes, émet 64.000 obligations d'une « société filiale », les Raffineries d'Égypte. Le cours de l'émission étant à 150 0/0, la banque gagne du coup 50 centimes du franc. Les dividendes de cette société se sont révélés fictifs, le « public » a perdu de 90 à 100 millions de francs. Un des directeurs de la Société générale faisait partie du Conseil d'administration des Raffineries d'Égypte. Rien d'étonnant si l'auteur est obligé de conclure :

La République française est une monarchie financière ;
l'oligarchie financière s'exerce à fond ; elle domine la presse
et le gouvernement¹.

1. LYSIS : *Contre l'oligarchie financière en France*, p. 11, 12, 26, 39, 40, 48, Paris 1908, 5^e édition.

La rentabilité exceptionnelle de l'émission des valeurs, une des opérations principales du capital financier, joue un rôle très important dans le développement et l'affermissement de l'oligarchie financière :

Il n'y a pas, dans tout le pays, une seule affaire de ce genre qui donne, fût-ce approximativement, des bénéfices aussi élevés que la médiation pour le placement d'un emprunt étranger, dit la revue allemande *Die Bank* ¹.

Il n'est pas une seule opération bancaire qui procure des bénéfices aussi élevés que les émissions.

D'après *l'Economiste allemand*, les bénéfices réalisés sur l'émission de valeurs industrielles ont été, en moyenne :

1895.....	38,6 %	1898.....	67,7 %
1896.....	36,1 %	1899.....	66,9 %
1897.....	66,7 %	1900.....	55,2 %

En dix ans, de 1891 à 1900, l'émission des valeurs industrielles allemandes a fait « gagner » plus d'un milliard ².

Si, dans les périodes d'essor industriel, les bénéfices du capital financier sont infiniment grands, en période de dépression les petites entreprises et les entreprises précaires périssent, tandis que les grandes banques « participent » à leur rachat à vil prix ou à de profitables « assainissements » et « réorganisations ». Dans l'« assainissement » des entreprises en déficit,

Le capital-actions est abaissé, c'est-à-dire que les bénéfices sont répartis sur de moindres capitaux, et, par la suite, calculés en conséquence. Ou encore, si les revenus sont tombés à zéro, on fait appel à un nouveau capital : celui-ci, associé à l'ancien qui est de moindre rapport, devient suffisamment rentable. Remarquons en passant, ajoute Hilferding, que tous ces assainissements et réorganisations ont pour les banques une double importance : d'abord c'est une fructueuse opération et, ensuite, une occasion de prendre en tutelle ces sociétés embarrassées ³.

Un exemple. La société minière anonyme l'Union de Dortmund, fondée en 1872 au capital de 40 millions de marks environ, vit le cours de ses actions s'élever à 170 0/0 après qu'elle eut payé dans sa première année 12 0/0 de dividendes. Le capital financier recueille le dessus du panier, gagnant la bagatelle de quelque 28 millions de marks. Lors de la fondation de cette société, le rôle principal appartenait à la *Disconto-Gesellschaft*, cette même grosse banque allemande qui

1. *Die Bank*, 1913, n° 7, p. 630.

2. STILLICH, ouvr. cité, p. 143 et W. SOMBART : *Die deutsche Volkswirtschaft im 19. Jahrhundert*, 2^e édit., 1909, p. 526, Anlage 8.

3. HILFERDING : *Das Finanzkapital*, 2^e édition, p. 152.

réussit à porter le capital à 300 millions de marks. Mais, dans la suite, les dividendes de l'Union tombèrent à zéro. Les actionnaires durent consentir à faire passer le capital aux « profits et pertes », c'est-à-dire en sacrifier une partie pour ne pas perdre le tout. Et voilà que par une série d'« assainissements », plus de 73 millions de marks disparaissent, en trente ans, des registres de la société « Union ».

A l'heure actuelle, les actionnaires fondateurs de cette société n'ont que 5 0/0 de la valeur nominale de leurs titres. Mais à chaque « assainissement », les banques n'en continuaient pas moins de « gagner ¹ ».

La spéculation sur les terrains situés aux environs des grandes villes en plein développement est aussi, pour le capital financier, une opération extrêmement lucrative. Le monopole des banques fusionne ici avec celui de la rente foncière et celui des voies de communication, car la montée du prix des terrains, la possibilité de les vendre avantageusement par lots, etc., dépendent surtout de la commodité des communications avec le centre de la ville, et ces communications sont précisément aux mains des grandes compagnies liées à ces mêmes banques par le système de participations et la répartition des postes directoriaux. Il se produit alors ce que l'écrivain allemand L. Eschwege, collaborateur de la revue *Die Bank*, qui s'est spécialement livré à l'étude des opérations de vente et d'hypothèque sur les terrains, etc., a appelé le « marais » : spéculation effrénée sur les terrains suburbains, krachs des entreprises de construction, telles que la *Boswan et Knauer*, de Berlin, qui avait ramassé jusqu'à 100 millions de marks par l'intermédiaire de l'« importante et respectable » *Deutsche Bank* qui, s'en tenant bien entendu au système de « participations », c'est-à-dire agissant en secret, dans l'ombre, s'est tirée d'affaire, en ne perdant « que » 12 millions de marks; ensuite, ruine des petits propriétaires et des ouvriers que les firmes de construction illusoire laissent impayés; tripotage avec la « loyale » police et les organes d'administration de Berlin pour prendre en main la délivrance par la municipalité de tous renseignements sur les terrains et d'autorisation de construire, etc., etc.²

Les « mœurs américaines » au sujet desquelles les professeurs européens et les bourgeois bien pensants lèvent si hypocritement les yeux au ciel, sont devenues, à l'époque du capital financier, celles de toute grande ville dans n'importe quel pays.

On parlait à Berlin, au début de 1914, de former éventuellement un « trust des transports », c'est-à-dire une « communauté d'intérêts » de trois entreprises berlinoises de transports :

1. STILLICH, p. 138 et LIEFMANN, p. 51.

2. *Die Bank*, 1913, II, p. 952, L. ESCHWEGE : *Der Sumpf*; *ibid.*, 1912, I, p. 223 et suivantes.

Chemin de fer électrique métropolitain, Société des tramways et Société des omnibus.

Que pareille intention existe, — écrivait *Die Bank*, — on le sait depuis qu'il est apparu que la majorité des actions de la Société des omnibus a été acquise par les deux autres sociétés de transports... On ne saurait suspecter la bonne foi des instigateurs de ces projets qui espèrent, par une régularisation unifiée des transports, réaliser des économies, dont une partie pourrait finalement profiter aussi au public. Mais la question se complique du fait que, derrière le trust en formation, il y a des banques qui, si elles le veulent, peuvent subordonner les moyens de communication dont elles ont le monopole aux intérêts de leur commerce de terrains. Pour se convaincre combien une telle supposition est naturelle, il suffit de se rappeler que, dès la fondation de la société du chemin de fer électrique urbain, les intérêts de la grande banque qui patronnait la fondation du chemin de fer s'y sont trouvés mêlés. Savoir : les intérêts de cette entreprise de transports s'enchevêtraient avec les intérêts du trafic des terrains... La vérité est que la ligne orientale de ce chemin de fer devait desservir les terrains que la banque, une fois la ligne assurée, revendit avec un grand bénéfice pour elle-même et pour quelques participants ¹.

Le monopole, quand il s'est formé et brasse des milliards, pénètre inéluctablement et de façon absolue dans *tous* les domaines de la vie sociale indépendamment du régime politique et de toutes autres « questions de détail ». La littérature économique allemande a l'habitude de louer servilement l'intégrité des fonctionnaires prussiens, non sans faire allusion au Panama français et à la corruption politique américaine. Mais la vérité est que *même* la littérature bourgeoise, consacrée aux affaires bancaires de l'Allemagne, est contrainte constamment de dépasser de loin les opérations essentiellement bancaires et de parler, par exemple, de « l'attraction exercée par les banques » sur les fonctionnaires qui, de plus en plus fréquemment, passent au service de ces dernières.

Mais où en est l'intégrité du fonctionnaire d'Etat qui aspire, dans son for intérieur, à une bonne petite place à la Behrenstrasse ? [C'est là que se trouve à Berlin le siège central de la *Deutsche Bank*.]

L'éditeur de la *Bank*, Alfred Lansburgh, écrivait en 1909 un article : « La signification économique du byzantinisme », traitant notamment du voyage de Guillaume II en Palestine et

De sa conséquence immédiate, le chemin de fer de Bagdad², cette fatale grande œuvre de l'esprit d'entreprise

1. « *Verkehrstrust* », *Die Bank*, 1914. I, p. 89.

2. « *Der Zug zur Bank* », *Die Bank*, 1909, I, p. 79.

3. Bagdad, ville sur le Tigre dans l'actuel Irak (anciennement Mésopotamie). L'Allemagne projeta la construction d'une grande voie

allemand, qui a plus fait pour l' « encerclement » que tous nos péchés politiques pris ensemble ¹.

(On entend par encerclement la politique d'Edouard VII, tendant à isoler l'Allemagne dans le cercle d'une alliance impérialiste antiallemande.) En 1912, le collaborateur déjà mentionné de cette revue, Eschwege, publiait un article intitulé : « La ploutocratie et les fonctionnaires », dans lequel il dévoilait, entre autres, le cas du fonctionnaire allemand Völker, qui, membre de la Commission des cartels, se signala par son énergie, et, au bout de quelque temps, se trouva être détenteur d'une bonne petite place lucrative dans le plus grand cartel, le Syndicat de l'acier. Des cas analogues qui ne sont point un effet du hasard, obligeaient l'écrivain bourgeois à reconnaître que

...Dès aujourd'hui la liberté économique garantie par la Constitution allemande, dans bien des domaines de la vie économique nationale, n'est plus qu'une phrase vide de sens.

et que la domination de la ploutocratie une fois établie,

même la liberté politique la plus large ne peut empêcher que nous ne devenions un peuple d'hommes privés de liberté².

Pour ce qui est de la Russie, nous nous bornerons à un exemple. Il y a quelques années, la nouvelle a parcouru toute la presse, annonçant que Davydov, directeur de la chancellerie du crédit, abandonnait son poste d'Etat pour entrer au service d'une grande banque; celle-ci lui accordait des émoluments qui, d'après le contrat, devaient en quelques années se monter à plus d'un million de roubles. La chancellerie du crédit est une institution dont la tâche est « d'unifier l'activité de tous les établissements de crédit de l'Etat », et qui accorde aux banques des capitaux des subsides allant de 800 à 1.000 millions de roubles³.

Il est propre au capitalisme, en règle générale, d'établir une séparation entre la propriété du capital et son application dans l'industrie, entre le capital-argent et le capital industriel ou productif, entre le rentier ne vivant que du revenu qu'il tire du capital-argent, et l'industriel ainsi que tous ceux qui participent directement à la gestion des capitaux. L'impérialisme ou la domination du capital financier est ce degré suprême du

ferrée, connue sous le nom des « trois B » : Berlin-Byzance (Constantinople)-Bagdad. C'est ce projet qu'a en vue Lénine en parlant de la construction du chemin de fer de Bagdad. Ce dernier devait servir à renforcer la domination de l'Allemagne en Asie mineure et en Mésopotamie, et ouvrir la voie à son influence économique aux Indes et en Egypte, ce qui menaçait la domination de l'Angleterre dans ces pays. (N.R.)

1. *Der Zug zur Bank*, p. 301.

2. *Idem*, 1912, II, p. 825; 1913, I, p. 902.

3. E. AGAHD, p. 202.

capitalisme, quand cette séparation atteint des proportions formidables. La suprématie du capital financier sur toutes les autres formes du capital signifie l'hégémonie du rentier et de l'oligarchie financière, la situation à part pour un petit nombre d'Etats financièrement « puissants » parmi tous les autres. Quelles proportions prend le développement de ce processus ? On peut en juger par la statistique des émissions, c'est-à-dire de la mise en circulation de valeurs de toute sorte.

Dans le *Bulletin de l'Institut international de statistique*¹ A. Neymarck publiait sur les émissions de valeurs dans le monde entier des données très amples, complètes et susceptibles d'être comparées, — données maintes fois reproduites plus tard par fragments dans les publications économiques.

Voici les chiffres pour quatre décades :

TOTAL DES EMISSIONS EN MILLIARDS DE FRANCS
PAR DECADE

1871-1880	76,1
1881-1890	64,5
1891-1900	100,4
1901-1910	197,8

Entre 1870 et 1880, la somme des émissions a augmenté dans le monde entier, notamment par les emprunts, conséquence de la guerre franco-prussienne et de l'époque de la « *Gründerzeit* » qui la suivit en Allemagne. D'une façon générale, pendant les trois dernières décades du XIX^e siècle, les émissions n'augmentent qu'assez lentement. Mais au cours de la première décade du XX^e siècle, la progression est formidable, près du double en dix ans. Le début du XX^e siècle marque donc un tournant en ce qui concerne non seulement l'extension des monopoles (cartels, syndicats, trusts), ce dont nous avons déjà parlé, mais aussi le développement du capital financier.

M. Neymarck évalue à 815 milliards de francs environ le total des valeurs émises, dans le monde entier, en 1910. Défalcation faite des sommes répétées, il abaisse ce total à 575 ou 600 milliards, qui se répartissent comme suit entre les pays (le montant étant supposé égal à 600 milliards) :

MONTANT DES VALEURS EN 1910
(En milliards de francs)

Angleterre	142	Hollande	12,5
Etats-Unis	132	Belgique	7,5
France	110	Espagne	7,5
Allemagne	95	Suisse	6,25
Russie	31	Danemark	3,75
Autriche-Hongrie	24	Suède, Norvège, Rouma- nie, etc.	2,5
Italie	14		
Japon	12		
TOTAL			600

1. *Bulletin de l'Institut international de statistique*, t. XIX, liv. II, La

Ces chiffres, on le voit immédiatement, font ressortir avec relief les quatre pays capitalistes les plus riches, disposant chacun d'environ 100 à 150 milliards de valeurs. Deux de ces quatre pays — l'Angleterre et la France — sont les pays capitalistes les plus anciens et, ainsi que nous le verrons, les plus riches en colonies; les deux autres — les Etats-Unis et l'Allemagne — sont les plus avancés par la rapidité du développement et le degré d'extension des monopoles capitalistes dans l'industrie. Ensemble, ces quatre pays possèdent 479 milliards de francs, soit près de 80 0/0 du capital financier mondial. Ainsi, presque tout le reste de l'univers est plus ou moins le débiteur et le tributaire de ces pays, banquiers internationaux, de ces quatre « piliers » du capital financier mondial.

Il importe d'examiner à part le rôle que joue l'exportation des capitaux dans la création du réseau international de dépendances et de relations du capital financier.

IV

L'EXPORTATION DES CAPITAUX

Ce qui caractérisait l'ancien capitalisme, où régnait en plein la libre concurrence, c'était l'exportation des *marchandises*. Ce qui caractérise le capitalisme actuel, où règnent les monopoles, c'est l'exportation des *capitaux*.

Le capitalisme, c'est la production marchande à son plus haut degré de développement, où la main-d'œuvre elle-même devient marchandise. L'extension des échanges tant nationaux qu'internationaux surtout, est un des traits distinctifs du capitalisme. Le développement inégal et saccadé des entreprises, des industries et des différents pays, est inévitable en régime capitaliste. Devenue capitaliste la première, l'Angleterre, adoptant la liberté du commerce, vers le milieu du XIX^e siècle, prétendit au rôle d'« atelier du monde entier », de fournisseur d'articles manufacturés de tous les pays, qui devaient, en échange, la ravitailler en matières premières. Mais ce monopole, l'Angleterre commença à le perdre dès le dernier quart de ce siècle. D'autres pays se défendant par des tarifs douaniers « protecteurs », devenaient à leur tour des Etats capitalistes indépendants. Au seuil du XX^e siècle, on voit se constituer un autre genre de monopoles : tout d'abord des associations monopolistes capitalistes dans tous les pays à capitalisme évolué; ensuite la situation de monopole de quelques pays très

Haye, 1912. Les données sur les petits Etats (2^e colonne), sont celles de 1902, augmentées de 20 %.

riches, dans lesquels l'accumulation des capitaux atteint d'immenses proportions. Il se produit un énorme « excédent de capitaux » dans les pays avancés.

Certes, si le capitalisme pouvait développer l'agriculture qui, aujourd'hui, retarde partout considérablement sur l'industrie, s'il pouvait élever le niveau de vie des masses de la population qui, partout, malgré un progrès technique vertigineux, est condamnée à ne pas manger à sa faim et à végéter dans l'indigence, il ne pourrait même être question d'excédent de capitaux. Les critiques petits-bourgeois du capitalisme servent à tout propos cet « argument ». Mais alors le capitalisme ne serait pas le capitalisme, car l'inégalité de son développement et la situation des masses à moitié affamées sont les conditions et prémisses essentielles, inévitables, de ce mode de production. Tant que le capitalisme reste le capitalisme, l'excédent de capitaux est consacré non pas à élever le niveau de vie des masses dans un pays donné, — car il en résulterait une diminution des profits capitalistes, mais à augmenter ces profits par l'exportation de capitaux à l'étranger, dans les pays arriérés. Là, les profits sont habituellement élevés, car les capitaux y sont peu nombreux, le prix de la terre relativement minime, les salaires bas, les matières premières à bon marché. Les possibilités d'exportation de capitaux proviennent de ce qu'un certain nombre de pays arriérés sont d'ores et déjà entraînés dans l'orbite du capitalisme mondial; que de grandes lignes de chemins de fer ont été construites ou sont en voie de construction dans ces pays, où se trouvent réunies les conditions élémentaires du développement industriel, etc. La nécessité de l'exportation des capitaux est due à la « maturité excessive » du capitalisme dans certains pays, où les placements « avantageux » (l'agriculture étant arriérée, les masses misérables) font défaut au capital.

Voici les données approximatives sur l'importance des capitaux placés à l'étranger par trois principaux pays¹ :

CAPITAUX PLACÉS A L'ÉTRANGER

(En milliards de francs)

Années	Angleterre	France	Allemagne
1862	3,6	—	—
1872	15	10 (1869)	—
1882	22	15 (1860)	?
1893	42	20 (1890)	?
1902	62	27-37	12,5
1914	75-100	60	44

1. HOBSON : *Imperialism*, p. 58, Londres 1902. — RIESSER, ouv. cité, p. 395 et 404. — P. ARNDT, dans *Weltwirtschaftliches Archiv*, t. VII, p. 35, 1916. — NEYMARCK dans le *Bulletin*. — HILFERDING : *Das Finanzkapital*, p. 437. — LLOYD GEORGE, discours à la Chambre des Communes, prononcé le 4 mai 1915 (d'après le *Daily Telegraph* du

Ce tableau montre que l'exportation des capitaux n'atteignit un développement prodigieux qu'au début du XX^e siècle. Avant la guerre, les capitaux investis à l'étranger par trois principaux pays étaient de 175 à 200 milliards de francs. Au taux modeste de 5 0/0, ils devaient rapporter 8 à 10 milliards par an. C'était là une base solide pour l'oppression et l'exploitation impérialiste de la plupart des pays et peuples du monde, pour le parasitisme capitaliste d'une poignée d'Etats opulents!

Comment se répartissent ces capitaux placés à l'étranger, entre les différents pays? Où vont-ils? A cette question on ne peut donner qu'une réponse approximative qui, pourtant, est de nature à mettre en lumière certains rapports et liens généraux de l'impérialisme moderne.

CONTINENTS ENTRE LESQUELS SONT REPARTIS
(APPROXIMATIVEMENT) LES CAPITAUX EXPORTES
(AUX ENVIRONS DE 1910) :

(En millions de marks)

	Angleterre	France	Allemagne	Total
Europe	4	23	18	45
Amérique	37	4	10	51
Asie, Afrique, Australie .	29	8	7	44
TOTAL	70	35	35	140

Pour l'Angleterre, ce sont en premier lieu ses possessions coloniales, très grandes en Amérique également (Canada, par exemple, sans parler de l'Asie, etc.). Les formidables exportations de capitaux sont le plus étroitement liées aux immenses colonies, dont nous dirons plus loin l'importance pour l'impérialisme. Autre chose est la France. Ici, les capitaux placés à l'étranger le sont surtout en Europe et notamment en Russie (10 milliards de francs au moins). Principalement des *emprunts*, emprunts d'Etat, et non des capitaux investis dans des entreprises industrielles. A la différence de l'impérialisme anglais qui est colonisateur, l'impérialisme français peut être appelé usurier. En Allemagne c'est une troisième variété : ses colonies sont peu considérables et ses capitaux placés à l'étranger se répartissent le plus également entre l'Europe et l'Amérique.

5 mai 1915). — B. HARMS : *Probleme der Weltwirtschaft*, p. 235 et suivantes, Iéna, 1912. — D^r SIEGMUND SCHILDER : *Entwicklungs-tendenzen der Weltwirtschaft*, t. I, p. 150, Berlin, 1912. — GEORGE PAISH : « *Great Britain's capital investments, ...* », dans le *Journal of the Royal statistic society*, vol. LXXIV, 1910-11, p. 167 et suivantes. — GEORGES DIOURITCH : *L'Expansion des banques allemandes à l'étranger, ses rapports avec le développement économique de l'Allemagne*, p. 84, Paris, 1909.

Les exportations de capitaux influent, en l'accélérant puissamment, sur le développement du capitalisme dans les pays où elles sont dirigées. Si donc ces exportations sont susceptibles d'amener un certain arrêt dans le développement des pays exportateurs, ce ne peut être qu'au prix du développement en largeur et en profondeur du capitalisme dans le monde entier.

Presque toujours les pays exportateurs de capitaux ont la possibilité d'obtenir certains « avantages », dont la nature fait la lumière sur l'originalité de l'époque du capital financier et des monopoles. Voici, par exemple, ce qu'on lisait en octobre 1913, dans la revue berlinoise *Die Bank* :

Une comédie digne du burin d'un Aristophane se joue depuis peu sur le marché financier international. De nombreux Etats étrangers, de l'Espagne aux Balkans, de la Russie à l'Argentine, au Brésil et à la Chine, formulent sur les grands marchés financiers, ouvertement ou sous le manteau, des demandes d'emprunts dont certaines sont extraordinairement pressantes. A la vérité, la situation n'est guère favorable sur les marchés financiers et les perspectives politiques ne sont pas toujours radieuses. Et cependant aucun des marchés financiers n'ose refuser les emprunts étrangers, craignant que le voisin la préviennne, consente l'emprunt, en s'assurant ainsi services pour services. Dans les transactions internationales de cette sorte, le prêteur, en effet, obtient toujours quelque chose : soit un avantage lors de la conclusion d'un traité de commerce, une base houillère, la construction d'un port, une grasse concession ou une commande de canons¹.

Le capital financier a créé l'époque des monopoles. Et les monopoles apportent en tous lieux leurs principes : l'utilisation des « relations » pour des transactions avantageuses se substitue sur le marché public à la concurrence. Rien de plus ordinaire que d'exiger, avant d'accorder un emprunt, qu'une partie en soit dépensée en achats de produits dans le pays prêteur, surtout en commandes d'armements, de bateaux, etc. La France, en ces deux dernières décades (1890-1910), a souvent recouru à ce procédé. L'exportation des capitaux vers l'étranger devient ainsi un moyen d'encourager l'exportation des marchandises. Les transactions entre des entreprises particulièrement importantes revêtent, dans ces circonstances, un caractère tel que, pour employer cet « euphémisme » de Schilder², « elles confinent à la corruption ». Krupp en Allemagne, Schneider en France, Armstrong en Angleterre, nous offrent le modèle de ces firmes étroitement liées à des banques géantes et au gouvernement, qu'il n'est pas facile d'« éviter » lors de la conclusion d'un emprunt.

1. *Die Bank*, 1913, II, p. 1024.

2. SCHILDER, ouv. cité, p. 346, 350 et 371.

La France, créditrice de la Russie, a « fait pression » sur cette dernière, dans le traité de commerce du 16 septembre 1905¹, en se faisant accorder certains avantages jusqu'en 1917. Elle fit de même à l'occasion du traité de commerce qu'elle signa avec le Japon le 19 août 1911². La guerre douanière entre l'Autriche et la Serbie³, qui dura, sauf une interruption de sept mois, de 1906 à 1911, avait été partiellement déterminée par la concurrence de l'Autriche et de la France dans le ravitaillement de la Serbie en matériel de guerre. En janvier 1912, Paul Deschanel déclarait à la Chambre que les firmes françaises avaient, de 1908 à 1911, fourni à la Serbie pour 45 millions de francs de matériel de guerre.

Un rapport du consul austro-hongrois à Sao-Paulo (Brésil), déclare :

La construction des chemins de fer brésiliens est réalisée principalement avec les capitaux français, belges, britanniques et allemands. Les pays intéressés s'assurent, au cours des opérations financières liées à la construction des voies ferrées, les commandes de matériaux de construction.

1. *Le traité de commerce de la France avec la Russie* (29 (16) septembre 1905) fut conclu au moment précis où l'autocratie tsariste, face à la première révolution russe qui se développait, s'était vue obligée, afin de renforcer ses positions et d'écraser la révolution, de faire en France un appel de fonds considérable. Le traité prévoyait une grosse importation des marchandises françaises en Russie. La liste des marchandises françaises importées en Russie dépassait du triple environ celle des marchandises russes admises en France. La Russie exportait vers la France exclusivement des matières premières (blé, cuir, bois, naphte) ; la France, des produits fabriqués (denrées alimentaires, parfumerie, automobiles, etc.). Les droits d'entrée sur les marchandises françaises étaient relativement inférieurs aux droits d'entrée sur les marchandises russes. (N. R.)

2. *Le traité commercial de la France avec le Japon* du 1^{er} septembre 1911 fut conclu manifestement à l'avantage de la France, attendu que les Français bénéficiaient de privilèges aussi dans toutes les colonies japonaises, tandis que les Japonais n'en bénéficiaient que dans une seule colonie de France (en Algérie), laquelle, par surcroît, n'achète pas la soie exportée par le Japon. (N. R.)

3. *La guerre douanière* est une lutte économique acharnée entre deux ou plusieurs pays, qui consiste à hausser le droit d'entrée sur les marchandises venant d'un autre pays. Ces conflits peuvent aboutir à la fermeture des frontières. La guerre douanière est l'annonciatrice redoutable de la guerre entre les pays capitalistes.

La guerre douanière entre l'Autriche et la Serbie commença dans la première moitié de 1906. Le prétexte formel en fut l'accord intervenu entre la Serbie et la Bulgarie, qui heurtait les intérêts de l'Autriche ; celle-ci protesta et ferma la frontière, ce qui atteignit fort les intérêts de la bourgeoisie commerçante et des propriétaires fonciers de Serbie qui écoulaient du bétail en Autriche.

Dans la seconde moitié de 1906, la lutte reprit. L'Autriche exigeait l'ouverture du marché serbe pour son industrie de guerre. (N. R.)

Le capital financier étend ainsi, au sens littéral du mot, pourrait-on dire, ses rets sur tous les pays du monde. Les banques qui se fondent dans les colonies et y établissent des succursales jouent, en l'occurrence, un rôle important. Les impérialistes allemands considèrent avec envie les « vieux » pays colonisateurs qui, à cet égard, ont assuré leur avenir de façon particulièrement « avantageuse ». L'Angleterre avait, en 1904, 50 banques coloniales avec 2.279 succursales (en 1910, elle en avait 72 avec 5.449 succursales); la France en avait 20 avec 136 succursales; la Hollande 16 avec 68 succursales, alors que l'Allemagne n'en avait « en tout et pour tout » que 13 avec 70 succursales¹. Les capitalistes américains jalourent, de leur côté, leurs confrères anglais et allemands :

En Amérique du Sud — écrivaient-ils, navrés, en 1915 — cinq banques allemandes ont 40 succursales, et cinq anglaises en ont 70... L'Angleterre et l'Allemagne ont, au cours des vingt-cinq dernières années, investi en Argentine, au Brésil et en Uruguay, environ 4 milliards de dollars, ce qui les fait participer à 46 0/0 dans le commerce de ces trois pays².

Les pays exportateurs de capitaux se sont, au sens figuré du mot, partagé le monde. Mais le capital financier a conduit au partage direct du globe.

V

LE PARTAGE DU MONDE ENTRE LES GROUPEMENTS CAPITALISTES

Les groupements capitalistes monopolistes — cartels, syndicats, trusts — se partagent tout d'abord le marché intérieur en s'assurant la possession, plus ou moins absolue, de toute la production d'un pays donné. Mais, en régime capitaliste, le marché intérieur est nécessairement lié au marché extérieur. Il y a longtemps que le capitalisme a créé le marché mondial. Au fur et à mesure que grandissait l'exportation des capitaux et que s'étendaient, à tous égards, les relations avec l'étranger et les colonies, ainsi que les « zones d'influence » des plus grandes associations de monopoleurs, les choses allaient « na-

1. RIESSER, ouv. cité, 4^e édit., p. 375, et DIOURITCH, ouv. cité, p. 283.

2. *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. LIX, mai 1915, p. 301. Dans cette même publication, le fameux statisticien Paish estime la somme du capital exporté par l'Angleterre, l'Allemagne, la France, la Belgique et la Hollande à 40 milliards de dollars, soit 200 milliards de francs.

turellement » vers une entente internationale de ces dernières entre elles, vers la formation de cartels internationaux.

Ce nouveau degré de concentration universelle du capital et de la production est incomparablement plus élevé que les précédents. Voyons comment se forme ce super-monopole.

L'industrie de l'électricité est la plus caractéristique pour les progrès modernes de la technique, pour le capitalisme à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e. Elle s'est surtout développée dans les deux pays capitalistes nouveaux les plus avancés, les Etats-Unis et l'Allemagne. En Allemagne, la concentration dans ce domaine a été particulièrement accélérée par la crise de 1900. Les banques, déjà suffisamment soudées alors à la production, aggravèrent au plus haut point et précipitèrent pendant cette crise la chute des entreprises relativement peu importantes, ainsi que leur absorption par les grandes entreprises.

En refusant tout secours aux entreprises qui avaient le plus grand besoin de capitaux, écrit Jeidels, les banques provoquent un essor vertigineux, puis la faillite inéluctable des sociétés qui ne leur sont pas assez étroitement rattachées¹.

Résultat : après 1900, la concentration alla à pas de géant. Jusqu'en 1900, il y avait eu dans l'industrie électrique 7 ou 8 « groupes » formés chacun de plusieurs sociétés, au total 28; chacun était soutenu par des banques au nombre de 2 à 11. Vers 1908-1912, tous ces groupes avaient fusionné en un ou deux. Voici comment :

GROUPEMENTS DANS L'INDUSTRIE ELECTRIQUE

(jusqu'en 1900)

Felten et Guillaume	Lah- meyer	Union A.E.G.	Siemens et Halske	Schuckert et Cie	Berg- mann	Kummer 1900
Felten et Lahmeyer		A.E.G. (Soc. gén. d'élec- tricité.)	Siemens et Halske-Schuckert		Berg- mann	Krach en 1900

(en 1912)

A.E.G. (Soc. gén. d'électric.) Siemens et Halske-Schuckert

(Collaboration étroite depuis 1908)

La fameuse A. E. G. (Société générale d'électricité), ainsi grandie, domine 175 à 200 sociétés (selon le système des « participations ») et dispose au total d'un capital de 1,5 milliard de marks. Ses représentations directes seules, à l'étranger, sont

1. JEIDELS, ouvrage cité, p. 232.

au nombre de 34, dont 12 sociétés par actions, dans plus de 10 Etats. Dès 1904, les capitaux investis par l'industrie électrique allemande à l'étranger, étaient évalués à 233 millions de marks, dont 62 millions en Russie. Inutile de dire que la Société générale d'électricité est une immense entreprise « combinée » (ses sociétés industrielles seules sont au nombre de 16), fabriquant les articles les plus variés, depuis les câbles et isolateurs jusqu'aux automobiles et aux avions.

Mais la concentration en Europe a été de même un élément constitutif du processus de concentration en Amérique. Voici comment cela s'est fait :

GENERAL ELECTRIC C°

Etats-Unis :	La compagnie Thomson-Houston fonde une firme pour l'Europe.	La Compagnie Edison fonde pour l'Europe la Société française Edison, qui transmet ses brevets à une société allemande.
Allemagne :	Société d'électricité union	Société générale d'électricité (A.E.G.)

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ (A.E.G.)

Ainsi se sont constituées deux « puissances » de l'industrie électrique. « Il n'y a pas sur terre d'autres sociétés d'électricité qui en soient entièrement indépendantes », écrit Heinig dans son article « Les voies du trust de l'électricité ». Quant au chiffre d'affaires et à l'étendue des entreprises des deux « trusts », les chiffres suivants en donnent une idée, encore que très incomplète :

	Années	Chiffres d'affaires en millions de marks	Nombre d'employés	Bénéfices nets en millions de marks
Amérique : General electric C° (G.E.C.)	1907	252	28.000	35,4
	1910	298	32.000	45,6
Allemagne : Société générale d'électricité (A.E.G.)	1907	216	30.700	14,5
	1911	362	60.800	21,7

Et voilà qu'en 1907, entre les trusts américain et allemand, intervient un accord sur le partage du monde. La concurrence cesse entre eux. La G.E.C. « reçoit » les Etats-Unis et le Canada. L'A.E.G. « obtient » l'Allemagne, l'Autriche, la Russie, la Hollande, le Danemark, la Suisse, la Turquie, les Balkans. Des accords spéciaux, naturellement secrets, règlent les statuts des « sociétés filiales », qui pénètrent dans de nouveaux do-

maines de l'industrie et de « nouveaux » pays, lesquels formellement ne sont pas encore partagés. Un échange d'expériences et d'inventions s'institue¹.

On conçoit toute la difficulté de la concurrence contre ce trust, unique en réalité et mondial, qui dispose d'un capital de plusieurs milliards et a des « succursales », des représentations, des agences, des relations, etc., sur tous les points du globe. Mais ce partage du globe entre deux trusts puissants n'exclut point un *nouveau partage*, au cas où le rapport des forces viendrait à changer par suite d'inégalité de développement, de guerres, de faillites, etc.

L'industrie du pétrole fournit un exemple édifiant d'une tentative de partage, de lutte pour ce partage.

Le marché mondial du pétrole, écrit en 1905 Jeidels, est encore aujourd'hui partagé entre deux grands groupes financiers : la *Standard Oil Co.*, de Rockefeller, et les maîtres du pétrole russe de Bakou, Rothschild et Nobel. Les deux groupes sont étroitement liés. Mais, depuis plusieurs années, leur monopole est menacé par cinq ennemis² : 1. l'épuisement des ressources pétrolières américaines ; 2. la concurrence de la firme Mantachev de Bakou ; 3. les sources de pétrole en Autriche et 4. en Roumanie ; 5. les sources transocéaniques, notamment dans les colonies hollandaises (les riches firmes Samuel et Shell, également liées au capital anglais). Les trois derniers groupes d'entreprises tiennent aux grandes banques allemandes, la puissante *Deutsche Bank* en tête. Ces banques ont systématiquement et de façon autonome développé l'industrie du pétrole, par exemple en Roumanie, pour avoir « leur propre » point d'appui. En 1907, la somme des capitaux étrangers placés dans l'industrie roumaine du pétrole se montait à 185 millions de francs, dont 74 millions étaient de provenance allemande³.

Ce fut alors ce qu'on appelle, dans la littérature économique, la « lutte pour le partage du monde ». D'une part, le trust du pétrole Rockefeller, voulant *tout* avoir, fonda en Hollande, *même* une société filiale ; il se mit à accaparer les sources pétrolières des Indes néerlandaises, cherchant ainsi à atteindre son ennemi principal, le trust hollando-britannique de la *Shell*. De leur côté, la *Deutsche Bank* et autres banques berlinoises cherchèrent à « garder » la Roumanie et à l'associer à la Russie contre Rockefeller. Ce dernier disposait de capitaux infiniment supérieurs et d'une excellente organisation pour le transport du pétrole et sa livraison aux consommateurs. La lutte devait se terminer, et elle se termina en 1907 par la défaite totale de la *Deutsche Bank*, qui se trouva placée dans l'alternative de liqui-

1. RIESSER, ouvr. cité ; DIOURITCH, ouvr. cité, p. 239 ; KURT HEINIG, ouvr. cité.

2. JEIDELS, p. 193.

3. DIOURITCH, ouvr. cité, p. 245.

der ses « intérêts de pétrole » en perdant des millions, ou de se soumettre. Elle adopta ce dernier parti; elle conclut avec le « trust du pétrole » un contrat fort désavantageux pour la *Deutsche Bank*, par lequel cette dernière s'engageait à « ne rien entreprendre qui pût nuire aux intérêts américains ». Une clause cependant prévoyait l'annulation du contrat au cas où l'Allemagne introduirait, par voie législative, le monopole d'Etat sur le pétrole.

Alors commence la « comédie du pétrole ». Un des rois de la finance allemande, von Gwinner, directeur de la *Deutsche Bank*, déclenche, par l'intermédiaire de son secrétaire privé Stauss, une campagne d'agitation pour la régie des pétroles. L'appareil formidable de la plus grande banque berlinoise, avec ses vastes « relations » est mis en branle. La presse ne tarit pas de clameurs « patriotiques » contre le « joug » du trust américain, et le 15 mars 1911, le Reichstag adopte, presque à l'unanimité, une motion invitant le gouvernement à présenter un projet de monopole pour le pétrole. Le gouvernement se saisit de cette idée « populaire », et la *Deutsche Bank*, qui voulait duper son commanditaire américain et améliorer sa situation à l'aide du monopole d'Etat, paraissait gagner la partie. Déjà les magnats allemands du pétrole escomptaient des bénéfices fabuleux, qui ne devaient le céder en rien à ceux des sucriers russes. Mais, premièrement, les grandes banques allemandes se brouillèrent au sujet du partage du butin. La *Disconto-Gesellschaft* dévoilà les visées intéressées de la *Deutsche Bank*; ensuite, le gouvernement prit peur à l'idée d'engager la lutte avec Rockefeller, car il était fort douteux que l'Allemagne réussît à se procurer du pétrole en dehors de ce dernier (la production roumaine étant peu importante). Enfin (1913), l'Allemagne dut assigner un milliard destiné aux préparatifs de la guerre. Le projet de monopole fut remis. Le trust du pétrole Rockefeller sortait de la lutte momentanément vainqueur.

La revue berlinoise *Die Bank* disait à ce propos que l'Allemagne ne pourrait combattre le trust du pétrole qu'en instituant le monopole du courant électrique, et en transformant la force hydraulique en électricité à bon marché.

Mais, ajoutait l'auteur de l'article, le monopole du courant électrique viendra au moment où les producteurs en auront besoin, c'est-à-dire quand l'industrie électrique sera au seuil d'une nouvelle faillite; quand les géantes centrales électriques si coûteuses, construites aujourd'hui partout par les « consortiums » privés de l'industrie électrique, et pour lesquelles ces consortiums se voient dès maintenant attribuer des monopoles partiels par les villes, les Etats, etc., ne pourront plus travailler à profit. Dès lors il faudra avoir recours aux forces hydrauliques. Mais on ne pourra pas les transformer, aux frais de l'Etat, en électricité à bon marché; il faudra une fois de plus les remettre à un « monopole privé

contrôlé par l'Etat », l'industrie privée ayant déjà conclu une série de marchés et s'étant réservé de fortes récompenses... Il en fut ainsi du monopole des potasses ; il en fut ainsi de celui du pétrole ; il en sera ainsi du monopole de l'électricité. Nos socialistes d'Etat, qui se laissent aveugler par de beaux principes, devraient enfin comprendre qu'en Allemagne les monopoles n'ont jamais eu pour but ni pour résultat d'avantager les consommateurs, ou même de procurer à l'Etat une partie des bénéfices d'entreprise ; qu'ils ont toujours servi à assainir, aux frais de l'Etat, l'industrie privée à la veille de faire faillite¹.

Voilà les aveux précieux que sont obligés de faire les économistes bourgeois d'Allemagne. Ils montrent nettement que les monopoles privés et les monopoles d'Etats se confondent à l'époque du capital financier, les uns et les autres n'étant que des chaînons de la lutte impérialiste entre les plus grands monopoleurs pour le partage du monde.

Dans la marine marchande, le développement prodigieux de la concentration a également abouti au partage du monde. En Allemagne, on voit au premier plan deux puissantes sociétés, la *Hambourg-Amerika* et le *Nord-Deutsche Lloyd*, ayant chacune un capital de 200 millions de marks (actions et obligations) et possédant des bateaux à vapeur d'une valeur de 185 à 189 millions de marks. D'autre part, en Amérique, le 1^{er} janvier 1903, s'est formé le trust dit de Morgan, la Compagnie internationale du commerce maritime, qui réunit neuf compagnies de navigation américaines et anglaises et dispose d'un capital de 120 millions de dollars (480 millions de marks). Dès 1903, les colosses allemands et ce trust anglo-américain passaient entre eux un accord pour le partage du monde, en relation avec le partage des bénéfices. Les sociétés allemandes renonçaient à concurrencer leur rival dans les transports entre l'Angleterre et l'Amérique. Les ports avaient été « répartis » exactement ; un comité mixte de contrôle fut créé, etc. Le contrat était conclu pour vingt ans, avec cette prudente réserve qu'il serait dénoncé en cas de guerre².

Extrêmement édifiante aussi est l'histoire de la création du cartel international du rail. C'est en 1884, au moment d'une grave dépression industrielle, que les usines de rails anglaises, belges et allemandes firent une première tentative pour constituer ce cartel. Elles s'entendirent pour ne pas se concurrencer sur le marché intérieur des pays touchés par l'accord, et se partagèrent le marché extérieur comme suit : Angleterre, 66 0/0 ; Allemagne, 27 0/0 ; Belgique, 7 0/0. L'Inde fut attribuée entièrement à l'Angleterre. Contre une firme anglaise restée en dehors du cartel, une lutte commune fut engagée, dont les frais furent récupérés par un pourcentage prélevé sur les ventes

1. *Die Bank*, 1912, I, 1032 ; 1912, II, 629 ; 1913, I, 388.

2. RIESSER, ouv. cité, p. 125.

effectuées en commun. Mais lorsqu'en 1886 deux firmes anglaises sortirent du cartel, celui-ci s'effondra. Fait caractéristique : l'entente ne put se réaliser dans les périodes ultérieures d'essor industriel.

Au début de 1904, un syndicat de l'acier est fondé en Allemagne. En novembre 1904, le cartel international du rail est renouvelé comme suit : Angleterre, 53,5 0/0; Allemagne, 28,83 0/0; Belgique, 17,67 0/0. La France s'y ajoute avec 4,8 0/0, 5,8 0/0 et 6,4 0/0 respectivement pour la première, la deuxième et la troisième année au delà de 100 0/0, soit pour un total de 104,8 0/0, etc. En 1905, la *Steel Corporation* américaine adhère au cartel, puis l'Autriche et l'Espagne.

Pour l'instant, écrivait Vogelstein en 1910, le partage du monde est achevé et les grands consommateurs, les chemins de fer de l'Etat en premier lieu, puisque le monde est déjà partagé et qu'on n'a pas tenu compte de leurs intérêts, peuvent habiter comme le poète dans les cieux de Jupiter ¹.

Mentionnons encore le syndicat international du zinc fondé en 1909 et qui partagea exactement le volume de la production entre cinq groupes d'usines : allemandes, belges, françaises, espagnoles, anglaises; puis le trust international des poudres, dont Liefmann dit que c'est

...une étroite alliance parfaitement moderne, entre toutes les fabriques allemandes d'explosifs, qui, avec des fabriques françaises et américaines d'explosifs, organisées de la même manière, se sont en quelque sorte partagé entre elles le monde entier ².

Au total Liefmann comptait en 1897 près de quarante cartels internationaux, auxquels participait l'Allemagne, et une centaine environ vers 1910.

Certains écrivains bourgeois (auxquels s'est joint K. Kautsky, qui a pleinement renié sa position marxiste, de 1909 par exemple) estimaient que les cartels internationaux, une des expressions les plus accusées de l'internationalisation du capital, permettaient d'espérer que la paix régnerait entre les peuples en régime capitaliste. Au point de vue de la théorie, cette opinion est parfaitement absurde; en pratique, c'est un sophisme et un mode de défense malhonnête du pire opportunisme. Les cartels internationaux montrent à quel point se sont développés aujourd'hui les monopoles capitalistes, et quel est l'objet de la lutte entre les groupements capitalistes. Ce dernier point est essentiel; seul il nous révèle le sens historique et économique des événements, car les formes de la lutte peuvent changer et changent constamment pour des raisons diverses, relativement

1. VOGELSTEIN : *Organisationsformen...*, p. 100.

2. LIEFMANN : *Kartelle und Trusts*, 2^e édition, p. 161.

temporaires et particulières, alors que l'essence de la lutte, son contenu de classe, ne saurait vraiment changer tant que les classes existent. On comprend qu'il est de l'intérêt de la bourgeoisie allemande, par exemple, à laquelle s'est en somme rallié Kautsky dans ses développements théoriques (nous y reviendrons plus loin), de voiler le contenu de la lutte économique actuelle (pour le partage du monde), afin d'e souligner tantôt l'une, tantôt l'autre forme de cette lutte. C'est, d'ailleurs, l'erreur que commet Kautsky. Il s'agit évidemment, non de la bourgeoisie allemande, mais de la bourgeoisie universelle. Les capitalistes se partagent le monde, non pas en raison de leur scélérateuse particulière, mais parce que le degré de concentration déjà atteint les oblige à s'engager dans cette voie — afin de réaliser des bénéfices; et ils le partagent proportionnellement « aux capitaux », aux « forces » en présence; car il ne saurait y avoir d'autre système de partage en régime de production marchande et de capitalisme. Mais les forces changent avec le développement économique et politique. Pour l'intelligence des événements, il faut savoir quels problèmes sont résolus par le changement du rapport des forces. Quant à savoir si ces changements sont « purement » économiques ou *extra-économiques* (par exemple, militaires), c'est là une question secondaire qui ne peut modifier en rien l'opinion fondamentale sur l'actuelle époque du capitalisme. Substituer à la question du contenu des luttes et des transactions entre groupements capitalistes, la question de la forme de ces luttes et de ces transactions (aujourd'hui pacifiques, demain non pacifiques, après-demain encore non pacifiques), c'est s'abaisser au rôle de sophiste.

L'époque du capitalisme actuel nous montre qu'il s'établit entre les associations capitalistes certains rapports basés sur le partage économique du monde et que, parallèlement et conséquemment, certains rapports s'établissent entre associations politiques, entre Etats, — basés sur le partage territorial du monde, sur la lutte pour les colonies, la « lutte pour le territoire économique ».

VI

LE PARTAGE DU MONDE ENTRE LES GRANDES PUISSANCES

Dans son livre : *l'Extension territoriale des colonies européennes*, le géographe A. Supan¹ donne le bilan suivant de cette extension pour la fin du XIX^e siècle :

1. A. SUPAN : *Die territoriale Entwicklung der europäischen Kolonien*, 1906, p. 254.

POURCENTAGE DES TERRITOIRES APPARTENANT
AUX PUISSANCES COLONIALES EUROPEENNES
ET AUX ETATS-UNIS

	1876	1900	Différence
Afrique	10,8	90,4	+ 79,6
Polynésie	56,8	98,9	+ 42,1
Asie	51,5	56,6	+ 5,1
Australie	100	100	—
Amérique	27,5	27,2	— 0,3

Le trait caractéristique de cette période, conclut-il, c'est donc le partage de l'Afrique et de la Polynésie. Comme il n'y a plus, en Asie et en Amérique, de territoires inoccupés, c'est-à-dire n'appartenant à aucun Etat, il faut élargir la conclusion de Supan et dire que le trait caractéristique de la période envisagée, c'est le partage définitif du globe, définitif non en ce sens qu'un *nouveau partage* est impossible, — de nouveaux partages étant au contraire possibles, inévitables, — mais en ce sens que la politique coloniale des pays capitalistes a *achevé* la conquête des territoires inoccupés sur notre planète. Pour la première fois, le monde s'est trouvé être partagé si bien qu'à l'avenir les territoires ne pourront faire l'objet *que* de nouveaux partages, c'est-à-dire qu'ils passeront d'un « possesseur » à un autre, au lieu de passer de l'état de terre sans maître à l'état de terre possédée par un « maître ».

Nous traversons donc une singulière époque de politique coloniale universelle, étroitement liée à l'« étape actuelle du développement capitaliste », à celle du capital financier. Aussi importe-t-il avant tout d'examiner plus en détail les faits pour bien comprendre la situation actuelle, et ce qui la distingue des époques précédentes. Tout d'abord, deux questions pratiques se posent ici : y a-t-il accentuation de la politique coloniale, aggravation de la lutte pour les colonies justement à l'époque du capital financier ? Et comment le monde est-il actuellement partagé en fait ?

Dans son *Histoire de la colonisation*¹ l'écrivain américain Morris tente d'établir les chiffres relatifs aux possessions coloniales de l'Angleterre, de la France et de l'Allemagne, à diverses

1. HENRY C. MORRIS : *The History of colonization*, vol. II, p. 38; vol. I, p. 419; vol. II, p. 304, N.-Y. 1900.

périodes du XIX^e siècle. Voici en abrégé les chiffres qu'il obtient :

POSSESSIONS COLONIALES

Années	Angleterre		France		Allemagne	
	Superficie (En millions de milles carrés.)	Population (En millions)	Superficie (En millions de milles carrés.)	Population (En millions)	Superficie (En millions de milles carrés.)	Population (En millions)
1815-1830	?	126,4	0,02	0,5	—	—
1860	2,5	309	0,2	3,4	—	—
1880	7,7	267,9	0,7	7,5	—	—
1899	9,3	145,1	3,7	56,4	1	14,7

Pour l'Angleterre, la période d'accentuation des conquêtes coloniales est prodigieuse entre 1860 et 1880, et très intense dans les dernières vingt années du XIX^e siècle. Pour la France et l'Allemagne, c'est surtout ces deux décades qui comptent. On a vu plus haut que le capitalisme antérieur aux monopoles, capitalisme à libre concurrence prédominante, atteint la limite de son développement entre 1860 et 1880; or, l'on voit maintenant que *c'est précisément au lendemain de cette période* que commence l'« essor » prodigieux des conquêtes coloniales, que la lutte pour le partage territorial du monde devient infiniment âpre. Le fait est donc hors de doute, que le passage du capitalisme à sa phase des monopoles, au capital financier, *est lié à l'aggravation de la lutte pour le partage du monde.*

Dans son ouvrage sur l'impérialisme, Hobson distingue la période 1884-1900 comme celle de l'« expansion » intense des principaux Etats européens. D'après ses calculs, l'Angleterre a acquis, pendant cette période, un territoire de 3,7 millions de milles carrés, avec une population de 57 millions d'habitants; la France, 3,6 millions de milles carrés avec une population de 36,5 millions d'habitants; l'Allemagne, un million de milles carrés avec une population de 16,7 millions d'habitants; la Belgique, 900.000 milles carrés avec 30 millions d'habitants; le Portugal, 800.000 milles carrés avec 9 millions d'habitants. La chasse aux colonies menée par tous les Etats capitalistes à la fin du XIX^e siècle, et surtout après 1880, est un fait universellement connu dans l'histoire de la diplomatie et de la politique extérieure.

A l'apogée de la libre concurrence en Angleterre, entre 1840 et 1860, les dirigeants politiques bourgeois du pays étaient *contre* la politique coloniale, considérant l'émancipation des colonies, leur détachement complet de l'Angleterre, comme une

chose inévitable et salutaire. Dans un article sur « L'impérialisme britannique actuel »¹, publié en 1898, M. Berr indique qu'un homme d'Etat anglais comme Disraeli, aussi enclin à la politique impérialiste, déclarait en 1852 : « Les colonies sont des meules pendues à notre cou ». Mais à la fin du XIX^e siècle, les hommes du jour en Grande-Bretagne étaient Cecil Rhodes et Joseph Chamberlain, qui prêchaient ouvertement l'impérialisme et en appliquaient la politique avec le plus grand cynisme!

Il n'est pas sans intérêt de constater qu'alors déjà ces dirigeants politiques de la bourgeoisie anglaise voyaient nettement la liaison entre les racines pour ainsi dire purement économiques et socialo-politiques de l'impérialisme contemporain. Chamberlain prêchait l'impérialisme comme une « politique authentique, sage et économe », en signalant surtout la concurrence que font à l'Angleterre sur le marché mondial l'Allemagne, l'Amérique et la Belgique. Le salut est dans les monopoles, disaient les capitalistes en fondant des cartels, des syndicats et des trusts. Le salut est dans les monopoles, reprenaient les chefs politiques de la bourgeoisie en se hâtant d'accaparer les parties du monde non encore partagées. Le journaliste Stead raconte que Cecil Rhodes, son ami intime, lui disait en 1895, à propos de ses conceptions impérialistes :

J'étais hier à East-End [quartier ouvrier de Londres] et j'ai assisté à une réunion de sans-travail. J'y ai entendu des discours forcenés. Ce n'était qu'un cri : Du pain ! Du pain ! Je revivais toute la scène en revenant et me sentais de plus en plus convaincu de l'importance de l'impérialisme... Mon idée la plus chère, c'est la solution du problème social, à savoir : pour sauver les quarante millions d'habitants du Royaume-Uni d'une guerre civile meurtrière, nous, politiques coloniaux, devons acquérir des terres nouvelles pour y installer l'excédent de notre population, où nous puissions trouver de nouveaux débouchés pour les produits de nos fabriques et de nos mines. L'Empire, ai-je toujours dit, est une question de ventre. Si vous voulez éviter la guerre civile, il vous faut devenir impérialistes².

Ainsi parlait, en 1895, Cecil Rhodes, millionnaire, roi de la finance, le principal fauteur de la guerre anglo-boer. Or, sa défense de l'impérialisme est simplement un peu grossière, cynique; quant au fond, elle ne se distingue pas de la « théorie » de MM. Maslov, Sudekum, Potressov, David, du fondateur du marxisme russe³, etc., etc. Cecil Rhodes était un social-chauvin un peu plus loyal...

Pour donner un tableau aussi précis que possible du partage territorial du monde et des changements survenus sur ce point au cours des dernières décades, nous profiterons des données

1. *Die Neue Zeit*, XVI^e année, I, 1898, p. 302.

2. *Idem*, p. 304.

3. Plékhanov. (N. R.)

fournies par Supan dans l'ouvrage déjà cité, sur les possessions coloniales de toutes les puissances du monde. Supan considère les années 1876 et 1900. Nous prendrons pour terme de comparaison l'année 1876, fort heureusement choisie, car c'est vers cette époque que l'on peut, somme toute, considérer comme achevé le développement du capitalisme antérieur au monopole, en Europe occidentale, et l'année 1914, en remplaçant les chiffres de Supan par ceux, plus récents, des *Tableaux de géographie et de statistique* de Hubner. Supan n'étudie que les colonies; nous croyons utile, pour que le tableau du partage du monde soit complet, d'y ajouter des renseignements sommaires aussi sur les pays non coloniaux et semi-coloniaux, parmi lesquels nous comptons la Perse, la Chine et la Turquie. A l'heure présente, la Perse est presque entièrement une colonie; la Chine et la Turquie sont en voie de le devenir.

Voici donc les résultats que nous obtenons :

POSSESSIONS COLONIALES DES GRANDES PUISSANCES

(En millions de kilomètres carrés et en millions d'habitants)

PAYS	COLONIES				MÉTROPOLE		TOTAL	
	1876		1914		1914		1914	
	km ²	hab.						
Angleterre	22,5	251,9	33,5	393,5	0,3	46,5	33,8	440
Russie	17	15,9	17,4	33,2	5,4	136,2	22,8	169,4
France	0,9	6	10,6	55,5	0,5	39,6	11,1	95,1
Allemagne	—	—	2,9	12,3	0,5	64,9	3,4	72,2
Etats-Unis	—	—	0,3	9,7	9,4	97	0,7	106,7
Japon	—	—	0,3	19,2	0,4	81,5	9,7	77,2
TOTAL POUR SIX GRANDES PUISSANCES	40,4	273,3	65	523,4	16,5	53	960,6	437,2
Colonies des autres puissances (Belgique, Hollande, etc.) .							9,9	45,3
Semi-colonies (Perse, Chine, Turquie)							14,5	361,2
Autres pays							28	289,9

SUPERFICIE ET POPULATION TOTALES DE LA TERRE 133,9 1.657

Ce tableau nous montre clairement qu'au seuil du XX^e siècle, le partage du monde est « achevé ». Après 1876, les possessions coloniales s'étendent dans d'immenses proportions : elles passent de 40 à 65 millions de kilomètres carrés, c'est-à-dire qu'elles deviennent une fois et demie plus importantes pour les six plus grandes puissances. L'augmentation est de 25 millions de kilomètres carrés, c'est-à-dire une fois et demie plus consi-

dérable que la superficie des métropoles (16,5 millions). Trois puissances n'avaient en 1876 aucune colonie, et une quatrième, la France, n'en avait presque pas. En 1914, ces quatre puissances ont 14,1 millions de kilomètres carrés de colonies, soit une superficie une fois et demie plus grande que celle de l'Europe, avec une population de près de 100 millions d'habitants. L'inégalité de l'expansion coloniale est très grande. Si l'on compare, par exemple, la France, l'Allemagne et le Japon, pays dont la superficie et la population ne diffèrent pas très sensiblement, on constate que le premier de ces pays s'est approprié presque trois fois plus de colonies (pour la superficie) que les deux autres pris ensemble. Mais, par son capital financier, la France était peut-être, au début de la période envisagée, aussi plusieurs fois plus riche que l'Allemagne et le Japon réunis. Outre les causes strictement économiques et sur leur base, la situation géographique et d'autres facteurs encore, influent sur le développement des possessions coloniales. Si importants qu'aient été, au cours des dernières décades, le nivellement du monde, l'égalisation des conditions économiques et de vie qui se sont produits dans les différents pays sous la pression de la grande industrie, des échanges et du capital financier, il n'en subsiste pas moins des différences notables. Parmi les six grandes puissances nommées plus haut, l'on voit d'une part de jeunes Etats capitalistes (Amérique, Allemagne, Japon) progresser avec une extrême rapidité, et de l'autre, d'anciens pays capitalistes (France, Angleterre) se développer, en ces derniers temps, avec beaucoup plus de lenteur que les précédents. Enfin, dans le pays économiquement le plus arriéré (Russie), l'impérialisme capitaliste moderne est enveloppé, pour ainsi dire, d'un réseau particulièrement serré de rapports pré-capitalistes.

A côté des possessions coloniales des grandes puissances, nous avons placé les colonies de faible étendue des petits Etats. Ces colonies sont pour ainsi dire l'objet immédiat d'un « nouveau partage » possible et probable des colonies. La plupart de ces petits Etats ne conservent leurs colonies que grâce aux antagonismes d'intérêts, aux conflits, etc. des grandes puissances qui empêchent celles-ci de s'entendre sur le partage du butin. Pour ce qui est des Etats semi-coloniaux, ils nous offrent l'exemple des formes transitoires que l'on trouve dans tous les domaines de la nature et de la société. Le capital financier est une force si puissante, si décisive, pourrait-on dire, dans toutes les relations économiques et internationales, qu'il est capable de se soumettre et se soumet effectivement même des Etats jouissant d'une complète indépendance politique. Nous en verrons l'exemple tout à l'heure. Mais il va de soi que ce qui donne au capital financier les plus grandes « commodités » et les plus grands avantages, c'est une soumission entraînant pour les pays, les peuples qu'il soumet, la perte de leur indépendance

politique. Les pays semi-coloniaux sont typiques à cet égard comme tenant le « milieu ». On conçoit que la lutte autour de ces pays à demi assujettis devait s'envenimer particulièrement à l'époque du capital financier, alors que le reste du monde était déjà partagé.

La politique coloniale et l'impérialisme ont existé déjà avant la phase contemporaine du capitalisme, et même avant le capitalisme. Rome, fondée sur l'esclavage, faisait une politique coloniale et réalisait l'impérialisme¹. Mais les raisonnements d'« ordre général » sur l'impérialisme, éliminant ou reléguant à l'arrière-plan la différence essentielle des formations économiques et sociales, dégèrent infailliblement en banalités creuses ou en rodomontades, comme la comparaison de la « Grande Rome » et de la « Grande-Bretagne »². Même la politique coloniale du capitalisme dans ses phases antérieures se distingue foncièrement de la politique coloniale du capital financier.

Ce qui caractérise essentiellement le capitalisme actuel, c'est la domination des monopoles constitués par les plus gros entrepreneurs. Ces monopoles sont surtout solides lorsqu'ils accaparent dans leurs seules mains *toutes* les sources de matières premières. On a vu avec quelle ardeur les unions capitalistes internationales s'efforcent d'arracher à l'adversaire toute possibilité de concurrence, de rafler par exemple les gisements de fer ou de pétrole, etc. Seule la possession des colonies donne de complètes garanties de succès aux monopoles contre tous les hasards de la lutte avec leurs rivaux, même au cas où ces derniers s'aviseraient de se défendre par une loi établissant le monopole d'Etat. Plus le développement du capitalisme est élevé, plus le manque de matières premières se fait sentir, plus la concurrence est âpre, plus la chasse aux sources de matières premières dans l'univers entier est fiévreuse, et plus la lutte pour la conquête des colonies est acharnée.

On peut risquer même, écrit Schilder, cette affirmation qui, à d'aucuns, paraîtra peut-être paradoxale ; savoir : que l'accroissement de la population urbaine et industrielle pourrait

1. L'impérialisme de la Rome antique, qui mena une politique de conquête et soumit par les armes à sa domination toute une série de pays d'Europe, d'Asie et d'Afrique, se distingue de la politique d'expansion de l'impérialisme contemporain en ce que dans la Rome ancienne cette politique était celle de la grosse propriété terrienne et du capital commercial, dont la domination se basait sur l'exploitation des esclaves. Tandis que, dans la période de l'impérialisme, c'est la politique du capital financier, c'est-à-dire du capital bancaire et industriel conjugué et soudé, dont la domination est basée sur l'exploitation du salariat. (N. R.)

2. C. P. LUCAS : *Greater Rome and Greater Britain*, Oxford, 1912, ou EARL OF CROMER : *Ancien and Modern Imperialism*, Londres, 1910.

être entravé dans un avenir plus ou moins rapproché beaucoup plus par manque de matières premières industrielles que par manque de produits alimentaires.

C'est ainsi que le manque de bois dont le prix monte sans cesse se fait sentir de plus en plus, comme celui du cuir, comme celui des matières premières nécessaires à l'industrie textile.

Les unions d'industriels s'efforcent d'équilibrer l'agriculture et l'industrie dans les limites de l'économie mondiale ; on peut signaler, à titre d'exemple, l'Union internationale des associations de filateurs de coton, qui existe depuis 1904 dans plusieurs grands pays industriels, et l'Union européenne des associations de filateurs de lin, fondée sur le même modèle en 1910¹.

Naturellement, les réformistes bourgeois et, parmi eux, les kautskistes actuels surtout, essayent d'atténuer l'importance de ces faits en disant qu'« on pourrait » se procurer des matières premières sur le marché libre sans politique coloniale « coûteuse et dangereuse », et qu'« on pourrait » augmenter fortement l'offre de matières premières par une « simple » amélioration de l'agriculture en général. Mais ces déclarations tournent à l'apologie de l'impérialisme, dont elles servent à masquer la hideur ; car elles partent de l'oubli de la particularité essentielle du capitalisme contemporain : les monopoles. Le marché libre recule de plus en plus dans le passé ; les syndicats et les trusts monopolistes le restreignent de jour en jour. Quant à la « simple » amélioration des conditions de l'agriculture, elle se réduit à améliorer la situation des masses, à hausser les salaires et à diminuer les bénéfices. Mais existe-t-il ailleurs que dans l'imagination des doucereux réformistes, des trusts capables de se préoccuper de la situation des masses, et non de la conquête des colonies ?

Le capital financier ne s'intéresse pas uniquement aux sources de matières premières déjà connues. Il se préoccupe aussi des sources possibles ; car de nos jours, la technique se développe avec une rapidité incroyable, et les terres aujourd'hui impropres peuvent demain être mises en valeur par de nouveaux procédés (qu'une grande banque, par exemple, peut trouver en organisant une expédition d'ingénieurs, d'agronomes, etc.) à condition que l'on y engage des capitaux suffisants. Il en est de même pour les recherches de richesses minérales, les nouveaux procédés de traitement et d'utilisation des matières premières, etc., etc. D'où la tendance inévitable du capital financier à élargir son territoire économique, et même son territoire en général. De même que les trusts capitalisent leur avoir en l'estimant deux ou trois fois sa valeur, en escomptant leurs bénéfices « possibles » dans l'avenir (et non leurs

1. SCHILDER, ouvr. cité, p. 38 et 42.

bénéfices actuels) et les résultats ultérieurs du monopole, de même le capital financier a généralement tendance à mettre la main sur le plus de terres possible, quelles qu'elles soient, où qu'elles soient, et par quelque moyen que ce soit, dans l'espoir d'y découvrir des matières premières et par crainte de rester en arrière dans la lutte forcenée pour le partage des derniers morceaux du monde non encore partagés, ou le repartage des morceaux déjà partagés.

Les capitalistes anglais mettent tout en œuvre pour développer dans *leur* colonie d'Égypte la culture du coton qui, en 1904, sur 2,3 millions d'hectares de terre cultivée en occupait 0,6 million, soit plus d'un quart. Les Russes font de même dans *leur* colonie du Turkestan. En effet, les uns et les autres peuvent ainsi battre plus facilement leurs concurrents étrangers, arriver plus aisément à la monopolisation des sources de matières premières, à la formation d'un trust textile plus économique et plus avantageux, à production « combinée », qui embrasserait à lui seul *toutes* les phases de la production et du traitement du coton.

L'exportation des capitaux a également intérêt à favoriser la conquête des colonies, car il est plus facile sur le marché colonial — et parfois possible uniquement sur ce marché — d'éliminer un concurrent par les moyens du monopole, de s'assurer une commande, d'affermir les « relations » nécessaires, etc.

La superstructure extra-économique qui s'érige sur les bases du capital financier, la politique et l'idéologie de ce dernier renforcent la tendance aux conquêtes coloniales. « Le capital financier veut non pas la liberté, mais la domination », dit fort justement Hilferding. Et un écrivain bourgeois français, développant et complétant en quelque sorte les idées ci-dessus exposées de Cecil Rhodes¹, écrit qu'il convient d'ajouter aux causes économiques de la politique coloniale d'aujourd'hui les causes sociales.

Par suite de la complexité et des difficultés croissantes de la vie, pesant non seulement sur les masses ouvrières, mais aussi sur les classes moyennes, l'impatience, la colère, la haine s'accroissent dans tous les pays de vieille civilisation, menaçant la tranquillité publique. L'énergie, sortie de l'ornière d'une classe, a besoin d'un emploi, d'un débouché au dehors du pays, pour qu'il ne se produise pas d'explosion à l'intérieur².

Dès l'instant qu'il est question de politique coloniale à l'époque de l'impérialisme capitaliste, il est à noter que le capital financier et la politique internationale conforme, qui se réduit

1. Voir p. 71 (N.R.)

2. WAHL : *la France aux colonies* ; cité par HENRI RUSSIER : *le Partage de l'Océanie*, p. 165, Paris, 1905.

à la lutte des grandes puissances pour le partage économique et politique du monde, créent pour les Etats diverses formes *transitoires* de dépendance. Caractéristiques pour l'époque ne sont pas seulement les deux groupes principaux de pays : possesseurs de colonies et pays colonisés, mais encore les formes variées de pays dépendants qui, nominalement, jouissent de l'indépendance politique, mais qui, en réalité, sont pris dans les filets d'une dépendance financière et diplomatique. Nous avons déjà indiqué une de ces formes : les semi-colonies. En voici une autre dont l'Argentine, par exemple, nous offre le modèle.

L'Amérique du Sud, et surtout l'Argentine — écrit Schulze-Gaevernitz dans son ouvrage sur l'impérialisme britannique — est dans une telle dépendance financière de Londres qu'on pourrait presque l'appeler une colonie commerciale de l'Angleterre¹.

Les capitaux placés par la Grande-Bretagne en Argentine étaient évalués par Schilder, d'après les informations du consul austro-hongrois de Buenos-Aires, en 1909, à 8 milliards 750 millions de francs. On se représente sans peine quelles solides relations le capital financier — et sa fidèle « amie » la diplomatie — assure de ce fait à l'Angleterre avec la bourgeoisie d'Argentine, avec les milieux dirigeants de toute sa vie économique et politique.

Le Portugal nous offre l'exemple d'une forme quelque peu différente de la dépendance financière et diplomatique, coïncidant avec l'indépendance politique. Le Portugal est un Etat souverain, indépendant. Mais, en fait, il est depuis plus de deux cents ans, depuis la guerre de la succession d'Espagne (1700-1714), sous le protectorat britannique. L'Angleterre a défendu le Portugal et ses possessions coloniales pour fortifier ses propres positions dans la lutte contre ses adversaires, l'Espagne et la France. Elle a reçu, en échange, des avantages commerciaux, des privilèges pour ses exportations de marchandises et surtout de capitaux vers le Portugal et ses colonies, le droit d'user des ports et des îles du Portugal, de ses câbles télégraphiques, etc., etc.². De tels rapports se sont toujours exercés entre petits et grands Etats. Mais à l'époque de l'impérialisme capitaliste, ils deviennent un système général, font partie intégrante de l'ensemble des rapports régissant le « partage du monde » ; ils forment les anneaux de la chaîne des opérations du capital financier mondial.

1. SCHULZE-GAEVERNITZ : *Britischer Imperialismus und englischer Freihandel zu Beginn des 20-ten Jahrhunderts*, Leipzig, 1906, p. 318. — SARTORIUS VON WALTERSHAUSEN tient le même langage dans son livre : *Das Volkswirtschaftliche System der Kapitalanlage im Auslande*, Berlin 1907, p. 46.

2. SCHILDER, ouvr. cité, I, p. 160 et 161.

Pour en finir avec la question du partage du monde, il nous faut noter encore ceci. La littérature américaine, au lendemain de la guerre hispano-américaine, et la littérature anglaise, après la guerre anglo-boer, n'ont pas été seules à poser très nettement et ouvertement la question du partage du monde, à la fin même du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle. La littérature allemande qui a le plus « jalousement » observé l'« impérialisme britannique », n'a pas été seule non plus à juger systématiquement ce fait. Dans la littérature bourgeoise française également, la question est posée d'une façon assez nette et large, dans la mesure où cela est concevable du point de vue bourgeois. Référons-nous à l'historien Driault, qui, dans son livre *Problèmes politiques et sociaux de la fin du XIX^e siècle*, au chapitre des grandes puissances et du partage du monde, écrivait :

Au cours des dernières années, tous les territoires libres sur la terre, à l'exception de la Chine, ont été occupés par les puissances de l'Europe et de l'Amérique du Nord. Il s'est déjà produit à ce sujet plusieurs conflits et déplacements d'influence présageant dans un avenir prochain des conflits beaucoup plus graves. Car il faut se hâter. Les nations qui ne se sont pas pourvues, risquent de ne jamais recevoir leur part et de ne point participer à l'exploitation gigantesque de la terre, qui sera un des faits essentiels du siècle prochain [c'est-à-dire du XX^e]. C'est pourquoi toute l'Europe et l'Amérique ont été embrasées ces temps derniers par la fièvre des expansions coloniales, par l'« impérialisme » qui est le trait le plus caractéristique, le plus remarquable de la fin du XIX^e siècle.

Et l'auteur ajoutait :

Dans ce partage du monde, dans cette course acharnée aux richesses et aux grands marchés, les forces relatives des empires fondés au XIX^e siècle sont en complète disproportion avec la place tenue en Europe par les nations qui les ont fondés. Les puissances prépondérantes en Europe, celles qui décident des destinées du continent, ne sont pas également prépondérantes dans le monde entier. Et comme la puissance coloniale, l'espoir de disposer de richesses encore ignorées, influera évidemment sur les forces relatives des puissances européennes, la question coloniale, l'« impérialisme » si vous voulez, qui a déjà transformé la vie politique de l'Europe, la modifiera de plus en plus¹.

1. J.-E. DRIAULT: *Problèmes politiques et sociaux*, p. 299, Paris, 1907.

VII

L'IMPERIALISME,
STADE PARTICULIER DU CAPITALISME

Il nous faut maintenant essayer de donner un bilan, de faire le résumé de ce qui a été dit plus haut de l'impérialisme. L'impérialisme a surgi comme le développement et la continuation directe des propriétés essentielles du capitalisme en général. Mais le capitalisme n'est devenu impérialisme capitaliste qu'à un degré défini, très élevé de son développement, quand certaines des qualités essentielles du capitalisme ont commencé à se transformer en leurs antinomies; quand sur toute la ligne se sont formés et révélés les éléments d'une époque de transition du capitalisme à une structure économique et sociale supérieure. Ce qu'il y a d'essentiel au point de vue économique dans ce processus, c'est la substitution des monopoles capitalistes à la libre concurrence capitaliste. La libre concurrence est le trait essentiel du capitalisme et de la production marchande en général; le monopole est exactement le contraire de la libre concurrence; mais nous avons vu cette dernière se convertir sous nos yeux en monopole, créant la grande production, éliminant la petite, remplaçant la grande par une plus grande encore, poussant la concentration de la production et du capital, au point qu'elle a fait et qu'elle fait surgir le monopole : cartels, syndicats, trusts et, fusionnant avec eux, les capitaux d'une dizaine de banques brassant des milliards. En même temps, les monopoles n'éliminent pas la libre concurrence, dont ils sont issus; ils existent au-dessus et à côté d'elle, engendrant ainsi des contradictions particulièrement aiguës et violentes, des frottements, des conflits. Le monopole est la transition du capitalisme à un ordre supérieur.

S'il était nécessaire de définir, aussi brièvement que possible, l'impérialisme, il faudrait dire que l'impérialisme est le stade monopoliste du capitalisme. Cette définition embrasserait l'essentiel, car d'une part, le capital financier est le résultat de la fusion du capital de quelques grandes banques monopolistes avec le capital de groupements industriels monopoliseurs; et de l'autre, le partage du monde est la transition de la politique coloniale, s'étendant sans obstacle aux régions que ne s'est encore appropriées aucune puissance capitaliste, à la politique coloniale de la possession monopolisée des territoires du globe, entièrement partagé.

Mais les trop courtes définitions, bien que commodes, parce qu'elles résument l'essentiel, sont cependant insuffisantes, puisqu'il faut en dégager des traits fort importants du phénomène à définir. Aussi, sans oublier ce qu'il y a de conventionnel et de relatif dans toutes les définitions en général, qui ne peuvent jamais embrasser les liens multiples d'un phénomène en plein développement, devons-nous donner de l'impérialisme une définition qui en embrasse les cinq caractères fondamentaux :

1. Concentration de la production et du capital parvenue à un degré de développement si élevé, qu'elle a créé les monopoles dont le rôle est décisif dans la vie économique;

2. Fusion du capital bancaire et du capital industriel, et création, sur la base de ce « capital financier », d'une oligarchie financière;

3. L'exportation des capitaux, à la différence de l'exportation des marchandises, acquiert une importance particulière;

4. Formation d'unions internationales capitalistes monopolistes se partageant le monde, et

5. Achèvement du partage territorial du globe par les plus grandes puissances capitalistes.

L'impérialisme est le capitalisme arrivé à un stade de développement où s'est affirmée la domination des monopoles et du capital financier; où l'exportation des capitaux a acquis une importance de premier plan; où le partage du monde a commencé entre les trusts internationaux et où s'est achevé le partage de tout le territoire du globe entre les plus grands pays capitalistes.

Nous verrons plus loin l'autre définition que l'on peut et doit donner de l'impérialisme, si l'on envisage non seulement les notions fondamentales purement économiques (auxquelles se borne la définition citée), mais aussi la place historique que tient la phase actuelle du capitalisme par rapport au capitalisme en général; ou bien encore le rapport de l'impérialisme et des deux tendances essentielles dans le mouvement ouvrier. Ce qu'il faut noter tout de suite, c'est que l'impérialisme compris dans le sens indiqué représente indéniablement une phase particulière du développement du capitalisme. Pour permettre au lecteur de se faire de l'impérialisme une idée suffisamment fondée, nous nous sommes appliqués à citer le plus souvent possible l'opinion des économistes *bourgeois*, obligés de reconnaître les faits établis, particulièrement indiscutables, de l'économie capitaliste moderne. Nous avons, dans le même but, apporté des statistiques détaillées permettant de voir jusqu'à quel point précis s'est développé le capital bancaire, etc., en quoi précisément s'est exprimé le passage de la quantité à la qualité, du capitalisme évolué à l'impérialisme. Inutile de dire, évidemment, que toutes les limites sont, dans la nature et dans la société, conventionnelles et mobiles; qu'il serait absurde de

discuter, par exemple, la question de savoir dans quelle année ou décade se place l'instauration « définitive » de l'impérialisme.

Mais discuter sur la définition de l'impérialisme, il le faut surtout avec K. Kautsky, le principal théoricien marxiste de l'époque de ce qu'on appelle la II^e Internationale, c'est-à-dire des vingt-cinq années comprises entre 1889 et 1914.

Kautsky s'est résolument élevé, en 1915 et même dès novembre 1914, contre les idées fondamentales exprimées dans notre définition de l'impérialisme, en déclarant qu'il faut entendre par impérialisme non une « phase » ou un degré de l'économie, mais une politique, une politique déterminée, « préférée » du capital financier; qu'on ne saurait « identifier » l'impérialisme avec le « capitalisme contemporain »; que s'il faut entendre par impérialisme « tous les phénomènes du capitalisme contemporain », — cartels, protectionnisme, domination des financiers, politique coloniale, — alors la question de la nécessité de l'impérialisme pour le capitalisme se réduira à « la plus plate tautologie », car alors « il va de soi que l'impérialisme est une nécessité vitale pour le capitalisme », etc. Nous exprimerons avec le plus d'exactitude la pensée de Kautsky en citant sa définition de l'impérialisme, dirigée en droite ligne contre l'essence des idées que nous exposons (attendu que les objections venant du camp des marxistes allemands, qui ont professé ce genre d'idées pendant toute une suite d'années, sont depuis longtemps connues de Kautsky, comme les objections d'un courant déterminé du marxisme).

La définition de Kautsky porte :

L'impérialisme est un produit du capitalisme industriel hautement développé. Il consiste dans la tendance de chaque nation capitaliste industrielle à s'assujettir et à s'annexer des régions *agraires* toujours plus grandes [l'italique est de Kautsky], quelles que soient les nations qui les habitent.

Cette définition ne vaut absolument rien; elle est unilatérale, c'est-à-dire qu'elle fait ressortir arbitrairement la seule question nationale (bien qu'importante au plus haut degré en elle-même et dans ses rapports avec l'impérialisme), en la rattachant de façon arbitraire et *inexacte* au *seul* capital industriel dans les pays qui s'annexent d'autres nations; elle met en avant d'une façon non moins arbitraire et *inexacte* l'annexion des régions *agraires*.

L'impérialisme est une tendance aux annexions; voilà à quoi se réduit la partie *politique* de la définition de Kautsky. Elle est juste, mais très incomplète, car, politiquement, l'impérialisme est, en général, une tendance à la violence et à la réac-

1. *Die Neue Zeit*, 1914, II (32^e année), p. 909, 11 septembre 1914. Voir également 1915, II, p. 107 et suivantes.

tion. Mais ce qui nous intéresse ici, c'est le côté économique de la question, touché par Kautsky *lui-même* dans sa définition. Les inexactitudes dans la définition de Kautsky sautent aux yeux. Ce qui est caractéristique pour l'impérialisme ce n'est point le capital industriel, mais justement le capital financier. Ce n'est pas par hasard, qu'en France, le développement particulièrement rapide du capital financier, coïncidant avec l'affaiblissement du capital industriel, a provoqué dès les années 1880-1890 une aggravation extrême de la politique annexionniste (coloniale). L'impérialisme se distingue justement par sa tendance à annexer non seulement les régions agraires, mais même les régions les plus industrielles (la Belgique est convoitée par l'Allemagne, la Lorraine par la France); car, premièrement, le partage du monde étant achevé, on est amené, au cas d'un nouveau partage, à tendre la main vers n'importe quelles terres; deuxièmement, ce qui est essentiel pour l'impérialisme, c'est la rivalité de plusieurs grandes puissances tendant à l'hégémonie, c'est-à-dire à la conquête de territoires, non pas tant pour elles-mêmes que pour affaiblir l'adversaire et saper son hégémonie (la Belgique est surtout nécessaire à l'Allemagne comme point d'appui contre l'Angleterre; l'Angleterre a surtout besoin de Bagdad¹ comme point d'appui contre l'Allemagne, etc.).

Kautsky se réfère plus spécialement — et à maintes reprises — aux Anglais qui ont, paraît-il, établi la signification purement politique du mot « impérialisme » dans son sens à lui, Kautsky. Prenons l'ouvrage de Hobson, *l'Impérialisme*, paru en 1902 :

Le nouvel impérialisme se distingue de l'ancien : premièrement, en ce qu'il substitue aux tendances d'un seul Empire croissant la théorie et la pratique d'Empires rivaux, guidés chacun par les mêmes aspirations à l'expansion politique et au profit commercial ; deuxièmement, en ce qu'il marque la prépondérance des intérêts financiers ou relatifs aux investissements de capitaux, sur les intérêts commerciaux².

Nous voyons que Kautsky a de fait absolument tort d'alléguer l'opinion des Anglais en général (à moins de se référer aux impérialistes vulgaires ou aux apologistes directs de l'impérialisme). Nous voyons que Kautsky qui prétend continuer à défendre le marxisme, fait en réalité un pas en arrière, comparativement au *social-libéral* Hobson, qui, lui, tient plus exacte-

1. Parlant de l'importance de Bagdad pour l'Angleterre, comme point d'appui contre l'Allemagne, Lénine fait allusion à son importance pour la lutte de l'impérialisme britannique de l'époque contre les projets d'expansion de l'Allemagne par rapport à l'Asie mineure, à la presqu'île persique, aux Indes et à l'Égypte, et notamment contre la réalisation du plan allemand de construction du chemin de fer de Bagdad. (N. R.)

2. HOBSON : *Imperialism*, p. 324, Londres, 1902.

ment compte de deux particularités « historiques concrètes » (Kautsky, dans sa définition, se moque précisément du caractère historique concret!) de l'impérialisme moderne : 1. la concurrence de *plusieurs* impérialismes et 2. la suprématie du financier sur le commerçant. Or, s'il s'agit surtout de l'annexion d'un pays agraire par un pays industriel, le rôle prédominant du commerçant se trouve ainsi affirmé.

La définition de Kautsky n'est pas seulement fautive et non marxiste. Comme nous le verrons plus loin, elle sert de base à tout un système de vues rompant sur toute la ligne avec la théorie marxiste, avec la pratique marxiste. Le débat sur les mots, soulevé par Kautsky, n'est pas du tout sérieux : doit-on appeler la nouvelle phase du capitalisme « impérialisme » ou « phase du capital financier » ? Appelez-la comme vous voudrez; cela n'a pas d'importance. L'essentiel, c'est que Kautsky détache la politique de l'impérialisme de son économie; il prétend que les annexions sont la politique « préférée » du capital financier, et il oppose à cette politique une autre politique bourgeoise soi-disant possible, toujours sur la base du capital financier. Il en résulte que les monopoles, dans l'économie, sont compatibles avec une façon d'agir en politique, qui ne serait ni monopolisatrice, ni violente, ni conquérante. Il en résulte que le partage territorial du monde, achevé précisément à l'époque du capital financier et qui fait la base de l'originalité des formes actuelles de la rivalité entre les plus grands Etats capitalistes, est compatible avec une politique non impérialiste. Ainsi, Kautsky estompe, émousse les contradictions les plus fondamentales de la phase actuelle du capitalisme, au lieu d'en dévoiler la profondeur. Résultat : au lieu du marxisme, c'est du réformisme bourgeois.

Kautsky discute avec Cunow, apologiste allemand de l'impérialisme et des annexions, dont le raisonnement, cynique autant que vulgaire, est celui-ci : l'impérialisme, c'est le capitalisme actuel; le développement du capitalisme est inévitable et progressif; donc l'impérialisme est progressif; donc il faut se prosterner devant lui et chanter ses louanges! C'est quelque chose dans le genre de la caricature que les populistes faisaient des marxistes russes aux années 1894-1895. Si les marxistes, disaient-ils, considèrent le capitalisme en Russie comme un phénomène inévitable et un facteur de progrès, ils doivent ouvrir un débit de boisson et s'occuper d'implanter le capitalisme! Kautsky objecte à Cunow : Non, l'impérialisme n'est pas le capitalisme contemporain; ce n'est qu'une des formes de sa politique; et nous pouvons et devons combattre cette politique, combattre l'impérialisme, les annexions, etc.

La réplique semble parfaitement plausible. Or, en fait, elle équivaut à une propagande plus subtile, mieux masquée (et, partant, plus dangereuse) de la réconciliation avec l'impéria-

lisme; car la « lutte » contre la politique des trusts et des banques, si elle ne touche pas aux bases de leur économie, n'est que réformisme et pacifisme bourgeois, et se réduit à des souhaits bien intentionnés et inoffensifs. Eluder les contradictions existantes, en oublier les plus essentielles au lieu d'en dévoiler toute la profondeur, voilà ce qu'est la théorie de Kautsky qui n'a rien de commun avec le marxisme. On conçoit qu'une telle « théorie » ne serve qu'à défendre l'idée de l'unité avec les Cunow!

Du point de vue purement économique, écrit Kautsky, il n'est pas impossible que le capitalisme traverse encore une phase nouvelle, où la politique des cartels serait étendue à la politique extérieure, la phase de l'ultra-impérialisme¹, c'est-à-dire de sur-impérialisme, de l'union et non de la lutte des impérialismes du monde entier, la phase de la cessation des guerres en régime capitaliste, la phase de « l'exploitation de l'univers en commun » par le capital financier uni à l'échelle internationale².

Nous aurons à nous arrêter plus loin sur cette « théorie de l'ultra-impérialisme », pour montrer d'une façon détaillée à quel point elle brise résolument et sans retour avec le marxisme. Pour l'instant, conformément au plan général de cet exposé, il nous faut jeter un coup d'œil sur les données économiques précises relatives à cette question. « Du point de vue purement économique », l'« ultra-impérialisme » est-il possible ou bien est-ce là une ultra-niaiserie?

Si, par point de vue purement économique, on entend une « pure » abstraction, tout ce qu'on peut dire se ramène à la thèse que voici : le développement va vers les monopoles et, par conséquent, vers un monopole universel, vers un trust mondial unique. C'est incontestable, mais aussi absolument vide de contenu, comme l'indication disant que « l'évolution va » vers la production des denrées alimentaires dans les laboratoires. En ce sens, la « théorie » de l'ultra-impérialisme est une absurdité pareille à ce que serait la « théorie de l'ultra-agriculture ».

Mais si l'on parle des conditions « purement économiques » de l'époque du capital financier, comme d'une époque historique concrète se situant au début du XX^e siècle, la meilleure réponse aux abstractions mortes sur l'« ultra-impérialisme » (servant uniquement au plus réactionnaire des buts : détourner l'attention des profondes contradictions existantes), c'est de leur opposer la réalité économique concrète, de l'économie mondiale actuelle. Les propos de Kautsky absolument vides de contenu sur l'ultra-impérialisme ne font entre autres qu'en-

1. *Die Neue Zeit*, 1914 2 (32^e année), p. 921, du 11 septembre 1914. Voir également 1915, 2, p. 107 et suivantes.

2. *Die Neue Zeit*, 30 avril 1915, I, p. 144.

courager l'idée profondément erronée et portant l'eau au moulin des apologistes de l'impérialisme, que la domination du capital financier *affaiblit* prétendument les inégalités et les contradictions de l'économie mondiale, alors qu'en réalité elle les *renforce*.

R. Calwer a tenté, dans son opuscule intitulé *Introduction à l'économie mondiale* de résumer les données essentielles purement économiques, qui permettent de se faire une idée précise des rapports internes de l'économie mondiale à la limite des XIX^e et XX^e siècles. Il divise le monde en cinq « principales régions économiques » : 1. d'Europe centrale (toute l'Europe, Russie et Angleterre exceptées); 2. britannique; 3. russe; 4. d'Asie orientale; 5. américaine, comprenant les colonies dans les « régions » des Etats auxquels elles appartiennent, en « laissant de côté » un petit nombre de pays non répartis par régions, comme par exemple la Perse, l'Afghanistan, l'Arabie en Asie, le Maroc et l'Abyssinie en Afrique, etc.

Voici, en abrégé, les données économiques qu'il rapporte sur ces régions :

Principales régions économiques du monde	Superficie (en millions de km. carrés)	Population (En millions d'habitants)	Voies de communication		Com- merce	Industrie		
			Voies ferrées (En milliers de km.)	Flotte marchande (En millions de tonnes)		Importation et ex- portation (En mil- liards de marks)	Houille (En mil- lions de tonnes)	Fonte (En millions de tonnes)
1. Région d'Eu- rope centrale	27,6 (23,6) ²	388 (146)	204	8	41	251	15	26
2. Britannique	28,9 (28,6) ²	398 (355)	140	11	25	249	9	51
3. Russe	22	131	63	1	3	16	3	7
4. D'Asie orien- tale	12	389	8	1	2	8	0,02	2
5. Américaine	30	148	379	6	14	245	14	19

On voit donc trois régions à capitalisme hautement évolué (puissant développement des voies de communication, du commerce et de l'industrie) : celles d'Europe centrale, britannique et américaine. Parmi elles, trois Etats dominant le monde : l'Allemagne, l'Angleterre, les Etats-Unis. Leur rivalité impérialiste et la lutte qu'ils se livrent revêtent une acuité extrême, du fait que l'Allemagne dispose d'une région insignifiante et

1. R. CALWER : *Einführung in die Weltwirtschaft*, Berlin, 1906.

2. Les chiffres entre parenthèses se rapportent aux colonies.

possède peu de colonies; la création d'une « Europe centrale » est encore une question d'avenir, et s'élabore au travers d'une lutte à outrance. Pour le moment, le signe distinctif de l'Europe tout entière, c'est le morcellement politique. Dans les régions britannique et américaine au contraire, la concentration politique est très forte, mais la disproportion est énorme entre les immenses colonies de l'une et les colonies insignifiantes de l'autre. Or, aux colonies, le capitalisme commence seulement à se développer. La lutte pour l'Amérique du Sud s'envenime.

Dans les deux autres régions : Russie et Asie orientale, le capitalisme est peu développé. Dans la première, la densité de la population est extrêmement faible, dans la seconde extrêmement forte; dans la première, la concentration politique est grande; dans la seconde, elle n'existe pas. Le partage de la Chine commence à peine, et la lutte pour ce pays entre le Japon, les Etats-Unis, etc., va s'intensifiant.

Comparez à cette réalité, à la variété prodigieuse des conditions économiques et politiques, à la disproportion extrême dans la rapidité du développement des différents pays, etc., à la lutte acharnée que se livrent les Etats impérialistes, — la petite fable bête de Kautsky sur l'ultra-impérialisme « pacifique ». N'est-ce pas là une tentative réactionnaire d'un petit bourgeois effrayé cherchant à se dérober à la réalité menaçante? Les cartels internationaux, dans lesquels Kautsky voit l'embryon de l'« ultra-impérialisme » (de même que la fabrication de tablettes de laboratoire « peut » être proclamée embryon de l'ultra-agriculture), ne nous fournissent-ils pas l'exemple d'un partage *et d'un repartage* du monde, de la transition du partage pacifique au partage non pacifique, et inversement? Le capital financier d'Amérique et des autres pays, qui partageait paisiblement le monde avec la participation de l'Allemagne, par exemple dans le syndicat international du rail ou le trust international de la marine marchande, ne procède-t-il pas maintenant à un *repartage* sur la base des nouveaux rapports de forces qui changent d'une façon absolument *non* pacifique?

Le capital financier et les trusts n'affaiblissent pas, mais renforcent les différences entre le rythme de développement des divers éléments de l'économie mondiale. Or, le rapport des forces s'étant modifié, où peut être, *en régime capitaliste*, la solution des contradictions, si ce n'est dans la force? Les statistiques de chemins de fer offrent des données remarquablement précises sur les différents rythmes de développement du capitalisme et du capital financier dans l'économie mondiale¹.

1. *Statistisches Jahrbuch für das deutsche Reich*, 1915; *Archiv für Eisenbahnwesen*, 1892. Pour l'année 1890, nous avons dû nous conten-

Voici quels changements sont intervenus au cours des dernières décades du développement impérialiste dans le réseau ferroviaire :

	1890	1913	
	(En milliers de kilomètres)		
Europe	224	346	+ 122
Etats-Unis d'Amérique	268	411	+ 143
Colonies	82	210	+ 128
Etats indépendants ou semi-indépendants d'Asie et d'Amérique	43	137	+ 94
		125	347
			+ 222
TOTAL	617	1.104	

Le développement des voies ferrées a donc été le plus rapide dans les colonies et les Etats indépendants (ou semi-indépendants) d'Asie et d'Amérique. Or, il est de toute notoriété qu'ici le capital financier de quatre ou cinq grands Etats capitalistes règne en maître. 200.000 kilomètres de nouvelles voies ferrées dans les colonies et les autres pays d'Asie et d'Amérique représentent plus de 40 milliards de marks de capitaux nouvellement placés à des conditions particulièrement avantageuses, avec des garanties spéciales de rendement, des commandes de bon rapport aux aciéries, etc., etc.

C'est dans les colonies et les pays transocéaniques que le capitalisme croît avec le plus de rapidité. De *nouvelles* puissances impérialistes (Japon) y apparaissent. La lutte des impérialistes mondiaux s'aggrave. Le tribut prélevé par le capital financier sur les entreprises coloniales et transocéaniques, particulièrement avantageuses, augmente. Lors du partage de ce « butin », une part exceptionnelle tombe aux mains de pays qui ne tiennent pas toujours la première place pour le rythme du développement des forces productives. La longueur totale des voies ferrées dans les pays les plus importants (considérés avec leurs colonies) était :

	en 1890	en 1913	
	(En milliers de kilomètres)		
Etats-Unis	268	413	+ 145
Empire britannique	107	208	+ 101
Russie	32	78	+ 46
Allemagne	43	68	+ 25
France	41	63	+ 22
TOTAL POUR LES 5 PUISSANCES	491	830	+ 339

ter d'approximations en ce qui concerne la répartition des chemins de fer aux colonies.

Environ 80 0/0 des chemins de fer existants sont donc concentrés entre les mains des cinq plus grandes puissances. Mais la concentration de la *propriété* de ces chemins de fer, celle du capital financier, est infiniment plus grande encore, les millionnaires anglais et français, par exemple, étant possesseurs d'une quantité énorme d'actions et d'obligations de chemins de fer américains, russes et autres.

Grâce à ses colonies, l'Angleterre a accru « son » réseau ferré de 100.000 kilomètres, soit quatre fois plus que l'Allemagne. Or, il est de notoriété publique que le développement des forces productives et notamment de la production de la houille et du fer, a été pendant cette période incomparablement plus rapide en Allemagne qu'en Angleterre et, à plus forte raison, qu'en France et en Russie. En 1892, l'Allemagne produisait 4,9 millions de tonnes de fonte et l'Angleterre, 6,8; en 1912, elle en produisait déjà 17,6 et l'Angleterre 9 millions, c'est-à-dire qu'elle avait une formidable supériorité sur l'Angleterre ! La question se pose : y avait-il, *sur le terrain du capitalisme*, un moyen autre que la guerre de remédier à la disproportion entre le développement des forces productives et l'accumulation des capitaux, d'une part, et le partage des colonies et des « zones d'influence » par le capital financier de l'autre ?

VIII

LE PARASITISME ET LA PUTREFACTION DU CAPITALISME

Maintenant nous avons à examiner encore un autre trait essentiel de l'impérialisme, celui auquel on accorde généralement trop peu d'importance dans la plupart des jugements portés sur ce sujet. Un des défauts du marxiste Hilferding, c'est qu'il a fait un pas en arrière par rapport au non-marxiste Hobson. Nous voulons parler du parasitisme propre à l'impérialisme.

Comme nous l'avons vu, la principale base économique de l'impérialisme est le monopole. Ce monopole est capitaliste, c'est-à-dire né du capitalisme, et, dans les conditions générales de ce dernier, de la production marchande, de la concurrence, est en contradiction permanente et sans issue avec ces conditions générales. Néanmoins, comme tout monopole, le monopole capitaliste engendre infailliblement une tendance à la stagnation et à la

1. Voir également EDGAR CRUMMOND : « *The economic relations of the british and german Empires* », dans le *Journal of the Royal Statistical Society*, juillet 1914, p. 777 et suivantes.

putréfaction. La fixation, même temporaire, des prix de monopole fait disparaître jusqu'à un certain point les stimulants du progrès technique et, par conséquent, de tout autre progrès, de tout mouvement en avant; elle engendre aussi la possibilité économique de freiner artificiellement le progrès technique. Un exemple : en Amérique, un certain Owens invente une machine qui doit révolutionner la fabrication des bouteilles. Le cartel allemand des fabricants de bouteilles achète les brevets de Owens et les garde dans ses tiroirs, retardant leur utilisation. Certes, un monopole, en régime capitaliste, ne peut jamais supprimer complètement et pour très longtemps la concurrence sur le marché mondial (c'est là, entre autres, une des raisons de l'absurdité de la théorie de l'ultra-impérialisme). Il est évident que la possibilité de réduire les frais de la production et d'augmenter les bénéfices en introduisant des améliorations techniques pousse aux transformations. Mais la *tendance* à la stagnation et à la putréfaction propre au monopole continue à agir de son côté et, dans certaines branches d'industrie, dans certains pays, il lui arrive de prendre pour un temps le dessus.

Le monopole de la possession de colonies particulièrement vastes, riches ou avantageusement situées, agit dans le même sens.

Poursuivons. L'impérialisme est une immense accumulation de capital-argent dans un petit nombre de pays, accumulation qui atteint, comme nous l'avons vu, 100 à 150 milliards de francs en titres. D'où le développement extraordinaire de la classe ou, plus exactement, de la couche des rentiers, c'est-à-dire des gens qui vivent de la « tonte des coupons », des gens tout à fait isolés de la participation à une entreprise quelconque, des gens dont l'oisiveté est la profession. L'exportation des capitaux, une des bases économiques essentielles de l'impérialisme, accroît encore l'isolement complet de la couche des rentiers envers la production, donne un cachet de parasitisme à l'ensemble du pays vivant de l'exploitation du travail de quelques pays et colonies transocéaniques.

En 1893, écrit Hobson, le capital britannique placé à l'étranger s'élevait à 15% environ de la richesse du Royaume-Uni¹.

Rappelons que vers 1915 ce capital était environ deux fois et demie plus élevé.

L'impérialisme agressif, poursuit Hobson, qui coûte si cher aux contribuables et représente si peu de chose pour l'industriel et le négociant... est une source de grands profits pour le capitaliste qui cherche à placer son capital... [en anglais, cette notion est exprimée par un seul mot : *Investor*, « placeur », rentier].

Le revenu annuel total que retire la Grande-Bretagne de son commerce extérieur et colonial, importations et exportations,

1. HOBSON, p. 59 et 60.

tations, est estimé par le statisticien Giffen à 18 millions de livres sterling (environ 170 millions de roubles) pour 1899, calculés à raison de 2,5% sur un chiffre d'affaires de 800 millions de livres sterling.

Si grande que soit cette somme, elle ne suffit pas à expliquer l'impérialisme agressif de la Grande-Bretagne. Ce qui l'explique, c'est la somme de 90 à 100 millions de livres sterling qui représente le revenu du capital « investi », le revenu de la couche des rentiers.

Le revenu des rentiers est *cinq* fois plus élevé que celui qui provient du commerce extérieur, et cela dans le pays le plus « commerçant » du monde! Telle est l'essence de l'impérialisme et du parasitisme impérialiste.

Aussi la notion « Etat-rentier » (*Rentnerstaat*) ou Etat-usurier, devient-elle d'un emploi courant dans la littérature économique traitant de l'impérialisme. L'univers est divisé en une poignée d'Etats usuriers et en une majorité prodigieuse d'Etats débiteurs.

Parmi les placements de capitaux à l'étranger, écrit Schulze-Gaevernitz, viennent au premier rang ceux qui vont aux pays politiquement dépendants ou alliés: l'Angleterre prête à l'Egypte, au Japon, à la Chine, à l'Amérique du Sud. En cas de besoin, sa flotte de guerre joue le rôle d'huissier. La puissance politique de l'Angleterre la préserve de l'indignation de ses débiteurs¹.

Dans son ouvrage sur le *Système économique de placement de capitaux à l'étranger*, Sartorius von Waltershausen prend comme modèle d'« Etat-rentier » la Hollande; il montre que l'Angleterre et la France, elles aussi, sont en train de le devenir². Schilder considère que cinq Etats industriels sont maintenant des « Etats créditeurs nettement caractérisés »: l'Angleterre, la France, l'Allemagne, la Belgique et la Suisse. Il ne fait pas figurer la Hollande dans cette liste, uniquement parce qu'elle est « peu industrielle »³. Les Etats-Unis ne sont créditeurs qu'envers l'Amérique.

L'Angleterre, écrit Schulze-Gaevernitz, se transforme peu à peu d'Etat industriel en Etat créateur. Malgré l'accroissement absolu de la production et de l'exportation industrielles, on voit augmenter l'importance relative qu'ont pour l'ensemble de l'économie nationale les revenus provenant des intérêts et dividendes, des émissions, commissions et spéculations. A mon avis, c'est précisément ce fait qui constitue la base économique de l'essor impérialiste. Le cré-

1. SCHULZE-GAEVERNITZ: *Britischer Imperialismus*, p. 320 et suivantes.

2. SART. VON WALTERSHAUSEN: *Das Volkswirtschaftliche System*, etc., vol. IV, Berlin, 1907.

3. SCHILDER, p. 393.

diteur est plus solidement lié au débiteur que le vendeur à l'acheteur ¹.

En ce qui concerne l'Allemagne, l'éditeur de la revue berlinoise *Die Bank*, A. Lansburgh, écrivait en 1911 dans un article intitulé : « L'Allemagne, Etat-rentier » :

On se moque volontiers, en Allemagne, de la tendance des Français à se faire rentiers. Mais on oublie que, en ce qui concerne la bourgeoisie, la situation en Allemagne devient de plus en plus analogue à celle de la France ².

L'Etat-rentier est l'Etat du capitalisme parasitaire, pourrissant; et ce fait ne peut manquer d'influer sur les conditions sociales et politiques du pays en général, sur les deux tendances essentielles du mouvement ouvrier en particulier. Pour mieux le montrer, laissons la parole à Hobson, le témoin le plus « sûr », car on ne saurait le soupçonner de partialité envers l'« orthodoxie marxiste »; d'autre part, il est Anglais; il connaît bien la situation des affaires dans le pays le plus riche en colonies, en capital financier et en expérience impérialiste.

Décrivant, sous l'impression encore fraîche de la guerre anglo-boer, la collusion de l'impérialisme et des intérêts des « financiers », les bénéfices croissants que ceux-ci retirent des adjudications des fournitures de guerre, etc., Hobson écrivait :

Les dirigeants de cette politique nettement parasitaire sont les capitalistes; mais les mêmes causes agissent également sur des catégories spéciales d'ouvriers. Dans nombre de villes, les industries-maîtresses dépendent des commandes du gouvernement; l'impérialisme des centres de la métallurgie et des constructions navales dépend de ce fait dans une mesure assez importante.

Des circonstances de deux ordres affaiblissent, selon l'auteur, la puissance des anciens Empires : 1. le « parasitisme économique » et 2. le recrutement d'une armée parmi les peuples dépendants.

La première est la coutume du parasitisme économique en vertu de laquelle l'Etat dominant utilise ses provinces, ses colonies et les pays dépendants pour enrichir sa classe gouvernante et corrompre ses classes inférieures, afin qu'elles se tiennent tranquilles.

Pour qu'une semblable corruption, quelle qu'en soit la forme, soit économiquement possible, il faut — ajoutons-nous pour notre part, — des profits élevés, des profits de monopole.

Quant à la seconde circonstance, Hobson écrit :

1. SCHULZE-GAEVERNITZ : *Britischer Imperialismus*, p. 320 et suivantes.

2. *Die Bank*, 1911, I, p. 11.

Un des symptômes les plus singuliers de la cécité de l'impérialisme, c'est l'insouciance avec laquelle la Grande-Bretagne, la France et les autres nations impérialistes s'engagent dans cette voie. La Grande-Bretagne est allée plus loin que tous les autres. La plupart des batailles par lesquelles nous avons conquis notre Empire des Indes ont été livrées par nos troupes formées d'indigènes. Dans l'Inde, comme plus récemment aussi en Egypte, de nombreuses armées permanentes sont placées sous le commandement des Britanniques ; presque toutes nos guerres de conquête en Afrique, l'Afrique du Sud exceptée, ont été faites pour notre compte par les indigènes.

La perspective du partage de la Chine provoque chez Hobson l'appréciation économique que voici :

Une grande partie de l'Europe occidentale pourrait alors prendre l'aspect et le caractère qu'ont maintenant telles parties de ces pays : le sud de l'Angleterre, la Riviera, les régions de l'Italie et de la Suisse les plus fréquentées des touristes et peuplées de gens riches, à savoir d'une petite poignée de riches aristocrates recevant des dividendes et des pensions du lointain Orient, avec un groupe un peu plus nombreux d'employés professionnels et de commerçants, et avec un nombre plus important de domestiques et d'ouvriers occupés aux transports et dans l'industrie travaillant à la finition des articles manufacturés. Quant aux principales branches d'industrie, elles disparaîtraient et la grande masse des produits alimentaires, des articles semi-ouvrés, affluerait d'Asie et d'Afrique comme un tribut... Telles sont les possibilités que nous offre une plus large alliance des Etats d'Occident, une fédération européenne des grandes puissances : celle-ci, loin de faire avancer la civilisation universelle, pourrait constituer un immense danger de parasitisme occidental ; détacher un groupe de nations industrielles avancées, dont les classes supérieures recevraient un énorme tribut de l'Asie et de l'Afrique et entretenir, à l'aide de ce tribut, de grandes masses apprivoisées d'employés et de serviteurs, non plus occupés à produire en masse des produits agricoles et industriels, mais rendant des services privés ou accomplissant, sous le contrôle d'une nouvelle aristocratie financière, des travaux industriels de second ordre. Que ceux qui sont prêts à rejeter purement et simplement cette théorie [il aurait fallu dire cette perspective] comme ne méritant pas d'être examinée, méditent sur les conditions économiques et sociales des régions de l'Angleterre méridionale actuelle, qui en sont déjà arrivées à cette situation. Qu'ils réfléchissent à l'extension considérable de ce système, qui deviendrait possible si la Chine était soumise au contrôle économique de pareils groupes de financiers, de « placeurs de capitaux », de leurs fonctionnaires politiques et de leurs employés de commerce et d'industrie, qui drainent les profits du plus grand réservoir potentiel que le monde ait jamais connu, afin de les consommer en Europe. Certes, la situation est trop complexe, le jeu des forces mondiales trop difficile à escompter pour rendre très probable cette prévi-

sion — ou toute autre — de l'avenir, dans une seule direction. Mais les influences qui régissent l'impérialisme de l'Europe occidentale, à l'heure actuelle, s'orientent dans cette direction, et si elles ne rencontrent pas de résistance, si elles ne sont pas détournées d'un autre côté, elles agiront dans le sens justement d'un pareil achèvement de ce processus¹.

L'auteur a parfaitement raison : si les forces de l'impérialisme ne rencontraient pas de résistance, elles aboutiraient justement à ce résultat. La signification des « Etats-Unis d'Europe », dans la situation actuelle, impérialiste, a reçu, ici, une juste appréciation. Il eût fallu ajouter seulement que, à l'intérieur du mouvement ouvrier également, les opportunistes momentanément vainqueurs dans la plupart des pays « agissent », avec système et continuité, justement dans ce sens. L'impérialisme, qui signifie le partage du monde et l'exploitation non pas uniquement de la Chine, et procure des bénéfices de monopole élevés à une poignée de pays très riches, crée la possibilité économique de corrompre la couche supérieure du prolétariat; par là même, il alimente l'opportunisme, lui donne corps et le consolide. Mais ce qu'il ne faut pas oublier, ce sont les forces dressées contre l'impérialisme en général et l'opportunisme en particulier, forces que, naturellement, il n'est pas donné de distinguer au social-libéral Hobson.

L'opportuniste allemand Gerhard Hildebrand, qui en son temps fut exclu du Parti pour avoir défendu l'impérialisme et pourrait aujourd'hui être le chef du parti dit « social-démocrate » d'Allemagne, complète fort bien Hobson en préconisant la formation des « Etats-Unis de l'Europe occidentale » (sans la Russie) pour l'action « commune »... contre les nègres africains, contre le « grand mouvement islamique », pour l'entretien d'« une armée et d'une flotte puissantes contre la coalition sino-japonaise »², etc.

La description que Schulze-Gaevernitz fait de l'« impérialisme britannique » nous révèle les mêmes traits de parasitisme. Le revenu national de l'Angleterre a à peu près doublé de 1865 à 1898, tandis que le revenu « provenant de l'étranger » a, dans le même temps, augmenté de *neuf fois*. Si le « mérite » de l'impérialisme est d'« habituer le nègre au travail » (on ne saurait se passer de la contrainte), le « danger » de l'impérialisme consiste en ce que

l'Europe se déchargera du travail manuel — d'abord du travail de la terre et dans les mines, et puis du travail industriel plus grossier — sur l'humanité de couleur, et s'en tiendra elle-même au rôle de rentier, en préparant peut-

1. HOBSON, p. 103, 205, 144, 335, 386.

2. GERHARD HILDEBRAND : *Die Erschütterung der Industrieherrschaft und des Industriesozialismus*, p. 229 et suiv., 1910.

être ainsi l'émancipation économique et ensuite l'émancipation politique des races de couleur.

En Angleterre, une quantité de terre toujours plus grande, enlevée à l'agriculture, est affectée au sport et à l'amusement des riches. En ce qui concerne l'Ecosse — pays le plus aristocratique pour la chasse et autres sports, — on dit d'elle que

« elle vit de son passé et de M. Carnegie » (le milliardaire américain).

Rien que pour les courses et la chasse au renard, l'Angleterre dépense annuellement 14 millions de livres sterling. Le nombre des rentiers de ce pays s'élève à un million environ. La proportion des producteurs y est en baisse, comme il ressort du tableau suivant :

ANNEES	Population de l'Angleterre (en millions d'habitants)	Ouvriers des principales industries (en millions)	Par rapport à la population
1851	17,9	4,1	23%
1901	32,5	4,9	15%

Et parlant de la classe ouvrière anglaise, l'investigateur bourgeois de « l'impérialisme britannique du début du XX^e siècle » est obligé d'établir systématiquement une différence entre la « couche supérieure » des ouvriers et la « couche inférieure prolétarienne proprement dite ». La première fournit la masse des coopérateurs et des syndiqués, des membres de sociétés sportives et des nombreuses sectes religieuses. C'est à son niveau qu'est adapté le droit de vote qui, en Angleterre, « est encore suffisamment limité pour qu'en soit exclue la couche inférieure prolétarienne proprement dite »!! Pour présenter sous un jour plus favorable la condition de la classe ouvrière anglaise, on ne parle généralement que de cette couche supérieure, qui ne forme qu'une *minorité* du prolétariat : par exemple,

la question du chômage intéresse surtout Londres et la couche inférieure prolétarienne, dont les hommes politiques font peu de cas...

Il aurait fallu dire : dont les politiciens bourgeois et les opportunistes « socialistes » font peu de cas.

Parmi les particularités de l'impérialisme qui se rattachent au groupe de phénomènes dont nous parlons, il faut mention-

1. SCHULZE-GAEVERNITZ : *Britischer Imperialismus*, p. 320 et suivantes.

ner la diminution de l'émigration des pays impérialistes et l'accroissement de l'immigration vers ces pays des ouvriers venus des pays plus arriérés, où les salaires sont plus bas. L'émigration anglaise, remarque Hobson, tombe à partir de 1884 : elle atteignait cette année-là 242.000 personnes et 169.000 en 1900. L'émigration allemande atteint son maximum entre 1881 et 1890 : 1.453.000 émigrants ; au cours des deux décades suivantes, elle tombait respectivement à 544.000 et 341.000. Par contre, augmentait le nombre des ouvriers venus en Allemagne d'Autriche, d'Italie, de Russie, etc. D'après le recensement de 1907, il y avait en Allemagne 1.342.294 étrangers, dont 440.800 ouvriers industriels et 257.329 travailleurs agricoles¹. En France les travailleurs de l'industrie minière sont « en grande partie » des étrangers : Polonais, Italiens, Espagnols². Aux Etats-Unis, les immigrants de l'Europe orientale et méridionale occupent les emplois les plus mal payés, tandis que les ouvriers américains donnent la proportion la plus forte de surveillants et d'ouvriers exécutant les travaux les mieux rétribués³. L'impérialisme tend à créer, parmi les ouvriers également, des catégories privilégiées et à les détacher de la grande masse du prolétariat.

A noter qu'en Angleterre la tendance de l'impérialisme à diviser les ouvriers, à renforcer parmi eux l'opportunisme, à provoquer la décomposition momentanée du mouvement ouvrier, est apparue bien avant la fin du XIX^e et le début du XX^e siècle. Car deux traits distinctifs essentiels de l'impérialisme — possession de vastes colonies et monopole du marché mondial, — s'y sont manifestés dès la seconde moitié du XIX^e siècle. Marx et Engels ont, méthodiquement, pendant des dizaines d'années, observé de près cette liaison de l'opportunisme dans le mouvement ouvrier avec les particularités impérialistes du capitalisme anglais. Ainsi Engels écrivait à Marx le 7 octobre 1858 :

En réalité, le prolétariat anglais s'embourgeoise de plus en plus, et il semble bien que cette nation, bourgeoise entre toutes, veuille en arriver à avoir, à côté de sa bourgeoisie, une aristocratie bourgeoise et un prolétariat bourgeois. Evidemment, de la part d'une nation qui exploite l'univers entier c'est, jusqu'à un certain point, logique.

Près d'un quart de siècle plus tard, dans une lettre du 11 août 1881, il parle des pires trade-unions anglaises

qui se laissent diriger par des hommes que la bourgeoisie a achetés ou tout au moins payés.

1. *Statistik des Deutschen Reichs*, t. 211.

2. HENGER : *Die Kapitalsanlage der Franzosen*, Stuttgart, 1913.

3. HOURWICH : *Immigration and Labor*, New-York, 1913.

Dans une lettre à Kautsky (12 septembre 1882), Engels écrivait :

Vous me demandez ce que pensent les ouvriers anglais de la politique coloniale ? La même chose que ce qu'ils pensent de la politique en général... Ici, point de parti ouvrier ; il n'y a que des radicaux conservateurs et libéraux ; quant aux ouvriers, ils jouissent en toute tranquillité avec eux du monopole colonial de l'Angleterre et de son monopole sur le marché mondial¹.

Engels a exposé la même thèse dans la préface ² à la deuxième édition de la *Situation des classes laborieuses en Angleterre*, (1892).

Voilà donc, nettement indiquées, les causes et les conséquences. Les causes : 1. l'exploitation du monde par l'Angleterre ; 2. son monopole sur le marché mondial ; 3. son monopole colonial. Les conséquences : 1. l'embourgeoisement d'une partie du prolétariat anglais ; 2. une partie de ce prolétariat se laisse diriger par des hommes que la bourgeoisie a achetés ou tout au moins payés. L'impérialisme du début du XX^e siècle a achevé le partage du globe entre une poignée d'Etats, dont chacun exploite aujourd'hui (pour en retirer du surprofit) une partie du « monde entier » à peine moindre que celle qu'exploitait l'Angleterre en 1858 ; dont chacun détient, — grâce aux trusts, aux cartels, au capital financier, à ses rapports de crédeur à débiteur, — le monopole sur le marché mondial ; dont chacun jouit, dans une certaine mesure, d'un monopole colonial (nous avons vu que, sur 75 millions de kilomètres carrés, superficie de toutes les colonies du monde, 65 millions, c'est-à-dire 86 0/0, sont concentrés aux mains de six grandes puissances ; 61 millions de kilomètres carrés, soit 81 0/0, sont détenus par trois puissances).

Ce qui distingue la situation actuelle, c'est l'existence de conditions économiques et politiques qui devaient forcément rendre l'opportunisme encore plus incompatible avec les inté-

1. KARL MARX et F. ENGELS : *Correspondance*. — K. KAUTSKY : *Sozialismus und Kolonialpolitik*, p. 79, Berlin, 1907 ; brochure écrite aux temps infiniment lointains où Kautsky était encore marxiste.

2. Dans cette préface, Engels écrivait entre autres :

Aussi longtemps qu'a duré le monopole industriel de l'Angleterre, la classe ouvrière anglaise a, jusqu'à un certain point, participé aux avantages de ce monopole. Ces avantages se répartissaient entre les ouvriers de façon fort inégale ; la minorité privilégiée en absorbait une grosse part, mais il revenait parfois aussi quelque chose à la grande masse... Avec l'effondrement du monopole, la classe ouvrière anglaise perdra sa situation privilégiée.

F. ENGELS : *La Situation des classes laborieuses en Angleterre*, t. I, p. XXXV-XXXVI. Ed. Costes. (N.R.)

rêts généraux et vitaux du mouvement ouvrier : d'embryon, l'impérialisme est devenu un système prédominant; les monopoles capitalistes ont pris la première place dans l'économie et la politique; le partage du monde a été effectué jusqu'au bout; d'autre part, au lieu du monopole sans partage de l'Angleterre, c'est maintenant la lutte d'un petit nombre de puissances impérialistes pour la participation au monopole, lutte qui caractérise tout le début du XX^e siècle. L'opportunisme ne peut plus triompher aujourd'hui complètement dans le mouvement ouvrier d'un pays pendant des dizaines d'années, comme il a vaincu en Angleterre dans la seconde moitié du XIX^e siècle. Mais dans une série de pays, il a atteint sa pleine maturité; il l'a dépassée et s'est décomposé, ayant fusionné en tous points, sous la forme du social-chauvinisme, avec la politique bourgeoise¹.

IX

LA CRITIQUE DE L'IMPÉRIALISME

La critique de l'impérialisme, nous la concevons au sens large du mot, comme l'attitude des différentes classes de la société envers la politique de l'impérialisme, attitude en rapport avec leur idéologie commune.

D'une part, les proportions gigantesques du capital financier concentré dans quelques mains et créant un réseau extraordinairement vaste et serré de rapports et relations, qui soumet à son pouvoir la masse non seulement des moyens et petits, mais même des très petits capitalistes et patrons; d'autre part, la lutte toujours plus âpre contre d'autres groupements nationaux de financiers pour le partage du monde et la domination sur les autres pays, déterminent le passage en bloc des classes possédantes à l'impérialisme. Engouement « général » pour les perspectives de l'impérialisme, sa défense acharnée, la tendance à le maquiller de toutes les manières, — tel est le signe des temps. L'idéologie impérialiste pénètre également dans la classe ouvrière, qui n'est pas séparée des autres classes par une muraille de Chine. Si les chefs de l'actuel parti dit « social-démocrate » d'Allemagne sont traités à juste titre de « social-impérialistes », c'est-à-dire de socialistes en paroles et d'impérialistes en fait, il convient de dire que, déjà en 1902, Hobson a

1. Le social-chauvinisme russe des Potressov, des Tchkhénkéli, des Maslov et autres, sous sa forme ouverte aussi bien que sous sa forme voilée (MM. Tchkhéïdzé, Skobélev, Axelrod, Martov, etc.), est de même issu d'une variété russe de l'opportunisme, notamment du courant de liquidation.

Dans une lettre à Kautsky (12 septembre 1882), Engels écrivait :

Vous me demandez ce que pensent les ouvriers anglais de la politique coloniale ? La même chose que ce qu'ils pensent de la politique en général... Ici, point de parti ouvrier ; il n'y a que des radicaux conservateurs et libéraux ; quant aux ouvriers, ils jouissent en toute tranquillité avec eux du monopole colonial de l'Angleterre et de son monopole sur le marché mondial¹.

Engels a exposé la même thèse dans la préface ² à la deuxième édition de la *Situation des classes laborieuses en Angleterre*, (1892).

Voilà donc, nettement indiquées, les causes et les conséquences. Les causes : 1. l'exploitation du monde par l'Angleterre ; 2. son monopole sur le marché mondial ; 3. son monopole colonial. Les conséquences : 1. l'embourgeoisement d'une partie du prolétariat anglais ; 2. une partie de ce prolétariat se laisse diriger par des hommes que la bourgeoisie a achetés ou tout au moins payés. L'impérialisme du début du XX^e siècle a achevé le partage du globe entre une poignée d'États, dont chacun exploite aujourd'hui (pour en retirer du surprofit) une partie du « monde entier » à peine moindre que celle qu'exploitait l'Angleterre en 1858 ; dont chacun détient, — grâce aux trusts, aux cartels, au capital financier, à ses rapports de créancier à débiteur, — le monopole sur le marché mondial ; dont chacun jouit, dans une certaine mesure, d'un monopole colonial (nous avons vu que, sur 75 millions de kilomètres carrés, superficie de toutes les colonies du monde, 65 millions, c'est-à-dire 86 0/0, sont concentrés aux mains de six grandes puissances ; 61 millions de kilomètres carrés, soit 81 0/0, sont détenus par trois puissances).

Ce qui distingue la situation actuelle, c'est l'existence de conditions économiques et politiques qui devaient forcément rendre l'opportunisme encore plus incompatible avec les inté-

1. KARL MARX et F. ENGELS : *Correspondance*. — K. KAUTSKY : *Sozialismus und Kolonialpolitik*, p. 79, Berlin, 1907 ; brochure écrite aux temps infiniment lointains où Kautsky était encore marxiste.

2. Dans cette préface, Engels écrivait entre autres :

Aussi longtemps qu'a duré le monopole industriel de l'Angleterre, la classe ouvrière anglaise a, jusqu'à un certain point, participé aux avantages de ce monopole. Ces avantages se répartissaient entre les ouvriers de façon fort inégale ; la minorité privilégiée en absorbait une grosse part, mais il revenait parfois aussi quelque chose à la grande masse... Avec l'effondrement du monopole, la classe ouvrière anglaise perdra sa situation privilégiée.

F. ENGELS : *La Situation des classes laborieuses en Angleterre*, t. I, p. XXXV-XXXVI. Ed. Costes. (N.R.)

rêts généraux et vitaux du mouvement ouvrier : d'embryon, l'impérialisme est devenu un système prédominant; les monopoles capitalistes ont pris la première place dans l'économie et la politique; le partage du monde a été effectué jusqu'au bout; d'autre part, au lieu du monopole sans partage de l'Angleterre, c'est maintenant la lutte d'un petit nombre de puissances impérialistes pour la participation au monopole, lutte qui caractérise tout le début du XX^e siècle. L'opportunisme ne peut plus triompher aujourd'hui complètement dans le mouvement ouvrier d'un pays pendant des dizaines d'années, comme il a vaincu en Angleterre dans la seconde moitié du XIX^e siècle. Mais dans une série de pays, il a atteint sa pleine maturité; il l'a dépassée et s'est décomposé, ayant fusionné en tous points, sous la forme du social-chauvinisme, avec la politique bourgeoise¹.

IX

LA CRITIQUE DE L'IMPERIALISME

La critique de l'impérialisme, nous la concevons au sens large du mot, comme l'attitude des différentes classes de la société envers la politique de l'impérialisme, attitude en rapport avec leur idéologie commune.

D'une part, les proportions gigantesques du capital financier concentré dans quelques mains et créant un réseau extraordinairement vaste et serré de rapports et relations, qui soumet à son pouvoir la masse non seulement des moyens et petits, mais même des très petits capitalistes et patrons; d'autre part, la lutte toujours plus âpre contre d'autres groupements nationaux de financiers pour le partage du monde et la domination sur les autres pays, déterminent le passage en bloc des classes possédantes à l'impérialisme. Engouement « général » pour les perspectives de l'impérialisme, sa défense acharnée, la tendance à le maquiller de toutes les manières, — tel est le signe des temps. L'idéologie impérialiste pénètre également dans la classe ouvrière, qui n'est pas séparée des autres classes par une muraille de Chine. Si les chefs de l'actuel parti dit « social-démocrate » d'Allemagne sont traités à juste titre de « social-impérialistes », c'est-à-dire de socialistes en paroles et d'impérialistes en fait, il convient de dire que, déjà en 1902, Hobson a

1. Le social-chauvinisme russe des Potressov, des Tchkhénkéli, des Maslov et autres, sous sa forme ouverte aussi bien que sous sa forme voilée (MM. Tchkhéïdzé, Skobélev, Axelrod, Martov, etc.), est de même issu d'une variété russe de l'opportunisme, notamment du courant de liquidation.

signalé l'existence en Angleterre des « impérialistes fabiens », appartenant à la « Société des fabiens¹ » opportuniste.

Les savants et les publicistes bourgeois défendent généralement l'impérialisme sous une forme un peu voilée; ils en dissimulent l'entière domination, les racines profondes; ils s'efforcent de faire ressortir, au premier plan, des particularités, des détails secondaires, s'attachant à détourner l'attention de l'essentiel par de futiles projets de « réformes », tels que la surveillance policière des trusts et des banques, etc. Plus rares sont les impérialistes avoués, cyniques qui ont la hardiesse de reconnaître ce qu'il y a d'absurde dans l'idée d'une réforme des traits essentiels de l'impérialisme.

Un exemple. Dans les *Archives de l'économie mondiale*, les impérialistes allemands s'appliquent à suivre avec attention les mouvements de libération nationale dans les colonies, surtout non allemandes, comme bien l'on pense. Ils signalent l'effervescence et les protestations qui se produisent dans l'Inde anglaise, le mouvement du Natal (Afrique du Sud), dans les Indes néerlandaises, etc. L'un d'eux, dans une note à propos d'une publication anglaise donnant le compte rendu de la conférence des nations et races assujetties, tenue du 28 au 30 juin 1910 et réunissant les représentants des divers peuples d'Asie, d'Afrique et d'Europe soumis à la domination étrangère, apprécie les discours prononcés à cette conférence :

On nous dit qu'il faut combattre l'impérialisme, que les Etats dominants doivent reconnaître pour les peuples assujettis le droit à l'indépendance, et qu'un tribunal international doit surveiller l'exécution des traités conclus entre les grandes puissances et les peuples faibles. La conférence ne va pas plus loin que ces souhaits innocents. Nous n'y voyons pas trace de la compréhension de cette vérité que l'impérialisme est indissolublement lié au capitalisme dans sa forme actuelle et que, par conséquent [!], la lutte directe contre l'impérialisme est sans espoir, à moins que l'on se borne à combattre certains excès particulièrement révoltants².

Etant donné que le redressement réformiste des bases de l'impérialisme est une duperie, un « souhait innocent »; étant donné que les représentants bourgeois des nations opprimées ne vont pas « plus loin » en avant, le représentant bourgeois de la nation oppressive va « plus loin » en arrière vers une adulation servile de l'impérialisme, adulation masquée sous des prétentions « scientifiques ». Belle « logique », en vérité!

1. Les *fabiens* : membres de la Société des fabiens, organisation d'intellectuels bourgeois qui se donne pour tâche de détourner les ouvriers de la lutte de classe en prêchant les réformes et la pénétration progressive dans le socialisme, sous le capitalisme. (N.R.)

2. *Weltwirtschaftliches Archiv*, vol. II, p. 193.

Est-il possible de modifier par des réformes les bases de l'impérialisme ? Faut-il aller de l'avant pour accentuer et approfondir les antagonismes qu'il engendre, ou en arrière pour les atténuer ? Telles sont les questions fondamentales de la critique de l'impérialisme. Les particularités politiques de l'impérialisme sont : la réaction sur toute la ligne et le renforcement de l'oppression nationale, conséquence du joug de l'oligarchie financière et de l'élimination de la libre concurrence. Cela étant, l'impérialisme se heurte, dès le début du XX^e siècle, à une opposition démocratique petite-bourgeoise à peu près dans tous les pays impérialistes. La rupture de Kautsky et du vaste courant international kautskiste avec le marxisme consiste, précisément, en ce que Kautsky, non seulement n'a pas songé et n'a pas su tenir tête à cette opposition petite-bourgeoise réformiste, économiquement réactionnaire quant au fond, mais il a, au contraire, fusionné pratiquement avec elle.

Aux Etats-Unis, la guerre impérialiste de 1898 contre l'Espagne suscita l'opposition des « antiimpérialistes », des derniers mohicans de la démocratie bourgeoise. Ils qualifiaient cette guerre de « criminelle », considéraient l'annexion de territoires étrangers comme une violation de la Constitution, dénonçaient la « déloyauté des chauvins » à l'égard du chef des indigènes aux Philippines, Aguinaldo (auquel les Américains avaient d'abord promis l'indépendance de son pays pour, ensuite, y débarquer des troupes américaines et annexer les Philippines), citaient les paroles de Lincoln :

Quand un blanc se gouverne lui-même, il y a *self-government* ; quand il se gouverne lui-même et en même temps gouverne les autres, ce n'est plus du *self-government*, c'est du despotisme¹.

Mais aussi longtemps que toute cette critique craignait de reconnaître la liaison indissoluble entre l'impérialisme et les trusts, et partant entre l'impérialisme et les fondements du capitalisme, aussi longtemps qu'elle n'osait s'unir aux forces engendrées par le grand capitalisme et son développement, elle demeurait un « souhait innocent ».

Telle est aussi la position fondamentale de Hobson dans sa critique de l'impérialisme. Hobson a devancé Kautsky, en s'insurgeant contre l'« impérialisme inéluctable » et en invoquant la nécessité « d'élever la capacité de consommation » de la population (en régime capitaliste!) C'est aussi le point de vue petit-bourgeois qu'adoptent dans leur critique de l'impérialisme, de l'omnipotence des banques, de l'oligarchie financière, etc., les auteurs maintes fois cités par nous : Agahd, A. Landburgh, L. Eschwege, etc.; parmi les écrivains français, Victor Bérard, auteur d'un livre superficiel, *l'Angleterre et*

1. J. PATOUILLET : *l'Impérialisme américain*, p. 272, Dijon, 1904.



l'impérialisme, paru en 1900. Sans prétendre le moins du monde au marxisme, ils opposent tous à l'impérialisme la libre concurrence et la démocratie; ils condamnent le projet du chemin de fer de Bagdad qui mène à des conflits et à la guerre, formulent des « souhaits innocents » pour la paix, etc. Il n'est pas jusqu'au statisticien des émissions internationales, A. Neymarck, qui, totalisant les centaines de milliards de francs que représentaient les valeurs « internationales », s'exclamait en 1912 :

Est-il possible d'admettre que la paix puisse être rompue?... que l'on risque, en présence de ces chiffres énormes, de provoquer une guerre¹ ?

Une telle naïveté de la part des économistes bourgeois n'est pas étonnante; au surplus, il leur est *avantageux* de feindre la naïveté et de parler « sérieusement » de la paix sous l'impérialisme. Mais qu'est-il resté du marxisme de Kautsky lorsque, en 1914, 1915 et 1916, il se place au même point de vue que les réformistes bourgeois et affirme que « tout le monde est d'accord » (impérialistes, pseudo-socialistes et social-pacifistes) sur la paix? Au lieu d'analyser et de montrer la profondeur des contradictions impérialistes, nous ne voyons que le « désir innocent » réformiste, d'esquiver, d'éluder ces contradictions.

Un spécimen de la critique économique de l'impérialisme par Kautsky. Il examine les statistiques de 1872 et 1912 sur l'exportation et l'importation anglaises en Egypte; il s'avère qu'elles se sont développées plus faiblement que l'ensemble des exportations et importations de l'Angleterre. Et Kautsky de conclure :

Nous n'avons aucune raison de supposer que, sans l'occupation militaire de l'Egypte, il [le commerce de l'Angleterre avec l'Egypte] se fût moins accru par le simple poids des facteurs économiques. C'est par la démocratie pacifique et non par les méthodes violentes de l'impérialisme que les tendances du capital à l'expansion peuvent être le mieux favorisées².

Ce raisonnement de Kautsky, repris sur tous les tons par son héraut d'armes en Russie (et camoufleur russe des social-chauvins), M. Spectator, constitue le fond de la critique kautskiste de l'impérialisme; aussi mérite-t-il un examen plus détaillé. Commençons par une citation de Hilferding, dont Kautsky a maintes fois, notamment en avril 1915, déclaré que les conclusions sont « unanimement adoptées par tous les théoriciens socialistes ».

1. *Bulletin de l'Institut international de statistique*, t. XIX, livre II, p. 225.

2. KAUTSKY : *Nationalstaat, imperialistischer Staat und Staatenbund*, p. 72, 70, Nürnberg, 1915.

Ce n'est pas l'affaire du prolétariat, écrit Hilferding, d'opposer à la politique capitaliste plus progressive, la politique dépassée de l'époque du libre-échange et de l'hostilité envers l'Etat. La réponse du prolétariat à la politique économique du capital financier, à l'impérialisme, ne peut pas être le libre-échange, mais seulement le socialisme. Ce n'est pas le rétablissement de la libre concurrence, devenu maintenant un idéal réactionnaire, qui peut être aujourd'hui le but de la politique prolétarienne, mais uniquement l'abolition complète de la concurrence par la suppression du capitalisme¹.

Kautsky a rompu avec le marxisme en défendant, pour l'époque du capital financier, un « idéal réactionnaire », la « démocratie pacifique », le « simple poids des facteurs économiques », car cet idéal qui *objectivement* rétrograde du capitalisme monopoliste au capitalisme non monopoliste, est une duperie réformiste.

Le commerce avec l'Egypte (ou avec toute autre colonie ou semi-colonie) se fût mieux « développé » sans occupation militaire, sans impérialisme, sans capital financier. Qu'est-ce à dire? Que le capitalisme se développerait plus rapidement si la libre concurrence n'était restreinte ni par les monopoles en général, ni par les « liens » ou le joug (c'est-à-dire encore le monopole) du capital financier, ni par la possession exclusive de colonies par certains pays?

Les développements de Kautsky ne sauraient avoir un autre sens; or, ce « sens » est un non-sens. Admettons l'affirmative, c'est-à-dire que la libre concurrence, sans monopole d'aucune sorte, puisse développer plus rapidement le capitalisme et le commerce. Mais plus le développement du commerce et du capitalisme est rapide, plus la concentration de la production et du capital qui engendre le monopole est forte. Or, les monopoles sont déjà nés, — précisément issus de la libre concurrence! Si même les monopoles freinent aujourd'hui le développement, ce ne peut être un argument en faveur de la libre concurrence, qui n'est plus possible depuis qu'elle a engendré les monopoles.

Tournez et retournez les raisonnements de Kautsky, vous n'y trouverez rien d'autre qu'esprit réactionnaire et réformisme bourgeois.

Si l'on corrige ce raisonnement et que l'on dise avec Spectator : le commerce des colonies anglaises se développe aujourd'hui moins vite avec la métropole qu'avec les autres pays, cela non plus ne sauvera pas Kautsky. En effet, c'est aussi le monopole, c'est aussi l'impérialisme, mais ceux d'autres pays (Amérique, Allemagne) qui l'emportent sur l'Angleterre. On sait que les cartels ont amené des tarifs protecteurs d'un type

1. HILFERDING : *Das Finanzkapital*, p. 504.

nouveau, original; comme l'a noté Engels dans le tome III du *Capital*, on protège précisément les produits susceptibles d'être exportés. On sait également que les cartels et le capital financier ont un système qui leur est propre, celui de l'« exportation à vil prix », le « dumping », comme disent les Anglais; à l'intérieur du pays, le cartel vend ses produits au prix fort, fixé par le monopole; à l'étranger, il les vend trois fois meilleur marché pour briser les genoux à un concurrent, étendre au maximum sa propre production, etc. Si l'Allemagne développe son commerce avec les colonies anglaises plus rapidement que l'Angleterre elle-même, cela ne prouve qu'une chose, c'est que l'impérialisme allemand est plus jeune, plus fort, mieux organisé que l'impérialisme anglais, qu'il lui est supérieur; mais cela ne prouve nullement la « suprématie » du commerce libre. Car cette lutte oppose non le commerce libre au protectionnisme, à la dépendance coloniale, mais deux impérialismes rivaux, deux monopoles, deux groupements du capital financier. La suprématie de l'impérialisme allemand sur l'impérialisme anglais est plus forte que la muraille des frontières coloniales ou des tarifs douaniers protecteurs; en tirer « argument » *en faveur* de la liberté du commerce et de la « démocratie pacifique », est une platitude; c'est oublier les traits et propriétés essentiels de l'impérialisme; c'est substituer au marxisme le réformisme petit-bourgeois.

Fait intéressant : même l'économiste bourgeois A. Lansburgh, dont la critique de l'impérialisme est aussi petite-bourgeoise que celle de Kautsky, a pourtant étudié plus scientifiquement que ce dernier les données de la statistique commerciale. Il ne s'est pas borné à comparer un seul pays pris au hasard et uniquement des colonies avec d'autres pays; il a comparé l'exportation d'un pays impérialiste : 1. dans les pays emprunteurs qui dépendent financièrement de lui et 2. dans les pays qui en sont financièrement indépendants. Et voici ce qui en résulte :

EXPORTATIONS DE L'ALLEMAGNE

(En millions de marks)

	1889	1908	Augmentation en 0/0
Dans les pays financièrement dépendants de l'Allemagne.	Roumanie	48,2	70,8 + 47 %
	Portugal	19	32,8 + 73 %
	Argentine	60,7	147 + 143 %
	Brésil	48,7	84,5 + 73 %
	Chili	28,3	52,4 + 85 %
	Turquie	29,9	64 + 114 %
	Total	234,8	451,5 + 92 %

		1889	1908	Augmen- tation en 0/0
Dans les pays finan- cièrement indé- pendants de l'Alle- magne.	Grande-Bretagne .	651,8	997,4	+ 53 %
	France	210,2	437,9	+108 %
	Belgique	137,2	322,8	+135 %
	Suisse	177,4	401,1	+127 %
	Australie	21,2	64,5	+205 %
	Indes néerlandaises	8,8	40,7	+363 %
	Total	1.206,6	2.264,4	+ 87 %

Lansburgh n'a pas tiré les *conclusions* et, de ce fait, par une inadvertance singulière, il n'a pas remarqué que *si* ces chiffres prouvent quelque chose, ce n'est que *contre* lui, car l'exportation dans les pays dépendant financièrement de l'Allemagne s'est *tout de même* développée un peu *plus vite* que dans les pays financièrement indépendants. (« Si », disons-nous, car la statistique de Lansburgh est loin d'être complète.)

Etablissant le lien qui existe entre l'exportation et les emprunts, Lansburgh écrit :

En 1890-91, un emprunt roumain fut contracté par l'entremise des banques allemandes qui, les années précédentes, avaient fait des avances sur cet emprunt. Il servit principalement à des achats de matériel de chemin de fer effectués en Allemagne. En 1891, l'exportation allemande vers la Roumanie s'élevait à 55 millions de marks. L'année d'après, elle tombait à 39,4 millions pour descendre par paliers jusqu'à 25,4 millions en 1900. Elle n'a rejoint le niveau de 1891 que ces toutes dernières années, grâce à deux nouveaux emprunts.

L'exportation allemande vers le Portugal était montée, par suite des emprunts de 1888-89, à 21,1 millions de marks (1890), pour retomber dans les deux années qui suivirent à 16,2 et 7,4 millions de marks ; elle ne remonta à son ancien niveau qu'en 1903.

Plus saillants apparaissent encore les chiffres concernant le commerce de l'Allemagne avec l'Argentine. A la suite des emprunts de 1888 et 1890, l'exportation allemande vers l'Argentine atteignit, en 1889, 60,7 millions de marks. Elle n'était plus, deux ans après, que de 18,6 millions de marks, soit à peine le tiers. Ce n'est qu'en 1901 qu'elle atteignit et dépassa son niveau de 1889, grâce à de nouveaux emprunts contractés en Allemagne par l'Etat et les villes, grâce aussi à des avances de fonds pour la construction d'usines électriques et à d'autres opérations de crédit.

Par suite de l'emprunt de 1889, l'exportation vers le Chili s'élevait à 45,2 millions (1892) ; elle tombait un an plus tard à 22,5 millions de marks. Après un nouvel emprunt conclu par l'intermédiaire des banques allemandes en 1906,

l'exportation monta à 84,7 millions de marks en 1907 pour retomber, dès 1908, à 52,4 millions¹.

De ces faits, Lansburgh tire une amusante moralité petite-bourgeoise : combien l'exportation liée aux emprunts est instable et irrégulière, comme il est fâcheux d'exporter des capitaux à l'étranger au lieu de développer « naturellement » et « harmonieusement » l'industrie nationale, comme les nombreux pots-de-vin distribués à l'occasion des emprunts étrangers reviennent « cher » à la firme Krupp, etc. Mais les faits disent clairement : la montée des exportations est *justement* liée aux tripotages du capital-financier qui, lui, ne se soucie pas de morale bourgeoise et écorche deux fois le même bœuf : tout d'abord, en encaissant les bénéfices de l'emprunt; ensuite, les bénéfices que rapporte *ce même* emprunt quand il est employé à l'achat des produits de Krupp ou du matériel de chemin de fer du Syndicat de l'acier, etc.

Nous répétons : la statistique de Lansburgh, nous ne la considérons pas du tout comme une perfection. Mais il fallait absolument la reproduire, parce qu'elle est plus scientifique que celle de Kautsky et de Spectator, parce que Lansburgh donne la bonne manière de poser la question. Pour traiter du rôle du capital financier en matière d'exportation, etc., il faut savoir distinguer le lien qui existe spécialement et uniquement entre l'exportation et les tripotages des financiers, spécialement et uniquement entre l'exportation et l'écoulement des produits des cartels, etc. Tandis que comparer simplement les colonies en général aux non-colonies, un impérialisme à un autre, une semi-colonie ou une colonie (Egypte) à tous les autres pays, c'est tourner la question et en masquer *justement le fond*.

Aussi la critique théorique de l'impérialisme par Kautsky n'a-t-elle rien de commun avec le marxisme; elle ne peut que servir d'introduction à la propagande de la paix et de l'unité avec les opportunistes et les social-chauvins, car elle élude et voile justement les contradictions essentielles les plus profondes de l'impérialisme : contradiction entre les monopoles et la libre concurrence qui s'exerce à côté d'eux, contradiction entre les formidables « opérations » (et les formidables profits) du capital financier et le commerce « honnête » sur le marché libre, contradiction entre les cartels et les trusts d'une part, et l'industrie non cartellisée de l'autre, etc.

Tout aussi réactionnaire est le caractère que revêt la fameuse théorie de l'« ultra-impérialisme » inventée par Kautsky. Comparez le raisonnement qu'il a tenu en 1915 à ce sujet, à celui de Hobson en 1902 :

Kautsky :

La politique impérialiste actuelle ne peut-elle pas être

1. *Die Bank*, 1909, II, p. 819 et suivantes.

supplantée par une politique nouvelle, ultra-impérialiste, qui substituerait à la lutte des capitaux financiers nationaux entre eux l'exploitation de l'univers en commun par le capital financier uni à l'échelle internationale? Cette nouvelle phase du capitalisme est en tout cas concevable. Est-elle réalisable? Il n'existe pas encore de prémisses suffisantes pour nous permettre de trancher la question¹.

Hobson :

Le christianisme, qui a pris solidement pied dans un petit nombre de grands empires fédéraux dont chacun possède une série de colonies non civilisées et pays assujettis, apparaît à beaucoup comme le développement le plus logique des tendances modernes, développement qui donnerait le plus d'espoir en une paix durable sur la base solide de l'inter-impérialisme.

Kautsky appelle ultra-impérialisme ou surimpérialisme ce que Hobson a appelé, treize ans avant lui, inter-impérialisme. Outre l'invention d'un nouveau petit mot savantissime, qui consiste à remplacer une particule latine par une autre, le progrès de la pensée « scientifique » de Kautsky se résume à vouloir faire passer pour du marxisme ce qu'en substance Hobson présente comme l'hypocrisie de la prêtraille anglaise. Après la guerre anglo-boer, il était tout naturel que cette caste hautement respectable dirige le gros de ses efforts pour *consoler* les petits bourgeois et les ouvriers anglais, qui avaient perdu beaucoup des leurs dans les batailles sud-africaines et dont la rançon était une augmentation d'impôts pour assurer des profits plus élevés aux financiers anglais. Pouvait-il y avoir meilleure consolation que celle de faire croire que l'impérialisme n'est pas si mauvais, qu'il est proche de l'inter- (ou de l'ultra-) impérialisme susceptible d'assurer une paix permanente? Quelles que soient les bonnes intentions de la prêtraille anglaise, ou du doucereux Kautsky, la portée sociale objective, c'est-à-dire réelle de sa « théorie », est une, et seulement une : c'est, dans un but éminemment réactionnaire, consoler les masses par l'espérance en la possibilité d'une paix permanente sous le régime capitaliste, en détournant leur attention des antagonismes aigus et des problèmes épineux de l'actualité, et en l'orientant vers les perspectives mensongères d'on ne sait quel futur « ultra-impérialisme » prétendument nouveau. Dupérisse les masses, il n'y a absolument rien d'autre dans la théorie « marxiste » de Kautsky.

En effet, il suffit de confronter clairement des faits notoires, indiscutables, pour se convaincre de la fausseté des perspectives que Kautsky s'efforce d'inculquer aux ouvriers d'Allemagne (et aux ouvriers de tous les pays). Considérons l'Inde, l'Indochine et la Chine. On sait que ces trois pays coloniaux et semi-coloniaux, d'une population totale de 600 à

1. *Neue Zeit*, 30 avril 1915, p. 144.

700 millions d'habitants, sont soumis à l'exploitation du capital financier de plusieurs puissances impérialistes : Angleterre, France, Japon, Etats-Unis, etc. Admettons que ces derniers forment des alliances les uns contre les autres, afin de sauvegarder ou d'étendre leurs possessions, leurs intérêts et leurs « zones d'influence » dans les pays asiatiques mentionnés. Ce seront là des alliances « inter-impérialistes » ou « ultra-impérialistes ». Admettons que *toutes* les puissances impérialistes concluent une alliance pour un partage « pacifique » de ces pays d'Asie, — ce sera un « capital financier uni à l'échelle internationale ». On trouve des exemples de pareilles alliances au cours du XX^e siècle, dans les rapports des puissances à l'égard de la Chine. Est-il « concevable » de supposer, — à la condition que le régime capitaliste subsiste (condition que suppose justement Kautsky), — que ces alliances ne soient pas de courte durée, qu'elles excluent les frictions, les conflits et la lutte sous toutes les formes possibles et imaginables ?

Il suffit de poser clairement la question pour voir que la réponse ne peut être que négative. Car on *ne* saurait concevoir, en régime capitaliste, d'autres bases pour le partage des zones d'influence, des intérêts, des colonies, etc., que la *force* des participants du partage, force économique, financière, militaire, etc. Or, chez ces participants du partage, la force change de façon différente, car il ne peut y avoir, en régime capitaliste, de développement *égal* des entreprises, des trusts, des industries, des pays. L'Allemagne était, il y a un demi-siècle, une quantité négligeable, si l'on compare sa force capitaliste à celle de l'Angleterre d'alors; il en était de même du Japon comparativement à la Russie. Est-il « concevable » de supposer que dans une vingtaine d'années le rapport des forces entre les puissances impérialistes demeure *inchangé* ? C'est absolument inconcevable.

Aussi les alliances « inter-impérialistes » ou « ultra-impérialistes » dans la réalité capitaliste et non dans la mesquine fantaisie petite-bourgeoise des prêtres anglais ou du « marxiste » allemand Kautsky, — quelles que soient les formes de ces alliances, — qu'il s'agisse d'une coalition impérialiste dressée contre une autre, ou d'une union embrassant *toutes* les puissances impérialistes, — ne sont *inévitablement* que des « trêves » entre les guerres. Les alliances pacifiques préparent les guerres, et, à leur tour, surgissent de la guerre; elles se conditionnent l'une l'autre, engendrent les alternatives de lutte pacifique et non pacifique, sur une *seule et même base*, celle des liens et rapports impérialistes entre l'économie et la politique mondiale. Or, le très sage Kautsky, pour tranquilliser les ouvriers et les réconcilier avec les social-chauvins passés aux côtés de la bourgeoisie, *sépare* deux anneaux d'une seule et même chaîne; il sépare l'union pacifique (et ultra-impérialiste, voire ultra-ultra-impérialiste) d'aujourd'hui, de *toutes* les puis-

sances, pour « pacifier » la Chine (rappelez-vous la répression du soulèvement des boxers¹) d'avec le conflit non pacifique de demain, lequel préparera pour après-demain une nouvelle alliance universelle « pacifique » en vue du partage, par exemple, de la Turquie, etc., etc. Au lieu de la liaison vivante des périodes de paix impérialiste et des périodes de guerres impérialistes, Kautsky offre aux ouvriers une abstraction morte, afin de les réconcilier avec leurs chefs morts.

Dans la préface à son *Histoire de la diplomatie dans le développement international de l'Europe*, l'Américain Hill² divise l'histoire diplomatique contemporaine en trois périodes : 1. ère de la révolution; 2. mouvement constitutionnel; 3. ère de l'« impérialisme commercial » de nos jours. Un autre écrivain³ divise l'histoire de la « politique mondiale » de la Grande-Bretagne depuis 1870 en quatre périodes : 1. première période asiatique (lutte contre la progression de la Russie en Asie centrale en direction de l'Inde); 2. période africain (de 1885 à 1902 environ) — lutte contre la France pour le partage de l'Afrique (« Fachoda » 1898, on est à un cheveu de la guerre avec la France); 3. deuxième période asiatique (traité d'alliance avec le Japon contre la Russie); et 4. période « européenne », caractérisée surtout par la lutte contre l'Allemagne. « Les escarmouches politiques d'avant-postes se produisent sur le terrain financier », écrivait en 1905 Riesser, personnalité du monde de la banque; il montrait comment le capital financier français opérant en Italie préparait l'alliance politique des deux pays; comment se déve-

1. L'insurrection des boxers fut celle des paysans de la Chine du Nord, au printemps de 1900, contre les impérialistes étrangers. L'insurrection fut appuyée par la bourgeoisie chinoise qui utilisa le mouvement paysan pour faire pression sur le gouvernement de Chine, alors monarchiste. (Ce mouvement entraîna les larges masses paysannes du fait de la famine consécutive à plusieurs années de mauvaise récolte antérieures à l'insurrection.) Les sociétés I-Khe-Tsuan, Da-Tsuan-Ghoul, qui dirigeaient le mouvement, portaient un nom qui renfermait le mot « poigne » : « La poigne pour la justice et l'harmonie », la « Société de la grande poigne », etc. De là le nom de « boxers ».

La bourgeoisie mondiale les écrasa par les forces conjuguées des troupes américaines, russes, européennes et japonaises. Les vainqueurs imposèrent à la Chine des conditions spoliatrices exigeant de nouvelles et plus larges concessions dans les villes importantes telles que Pékin, Tien-Tsin, Changhaï, etc., le droit pour les étrangers d'entretenir une garde armée, le paiement d'une grosse contribution s'élevant à plusieurs centaines de millions.

L'U.R.S.S. a renoncé à la contribution qui revenait à la Russie tsariste, témoignage éclatant de la politique du prolétariat et de son parti en lutte pour l'abolition de tout joug impérialiste national comme national-capitaliste. (N.R.)

2. DAVID JAYNE HILL : *A History of the diplomacy in the International development of Europe*, vol. I, p. X.

3. SCHILDER, ouvr. cité, p. 178.

loppait la lutte entre l'Allemagne et l'Angleterre pour la Perse, ainsi que la lutte de tous les capitaux européens pour les emprunts à consentir à la Chine, etc. La voilà, la réalité vivante des alliances pacifiques « ultra-impérialistes » dans leur liaison indissoluble avec les conflits simplement impérialistes.

L'atténuation par Kautsky des contradictions les plus profondes de l'impérialisme, atténuation qui conduit inévitablement à farder l'impérialisme, n'est pas sans influencer sur la critique que fait cet auteur des propriétés politiques de l'impérialisme. L'impérialisme est l'époque du capital financier et des monopoles, qui portent en tous lieux des tendances à la domination et non à la liberté. Réaction sur toute la ligne, quel que soit le régime politique; aggravation extrême des antagonismes en présence, dans ce domaine également; tel est le résultat de ces tendances. De même se renforcent particulièrement l'oppression nationale et la tendance aux annexions, c'est-à-dire à la violation de l'indépendance nationale (car l'annexion n'est rien d'autre qu'une violation du droit des nations à disposer d'elles-mêmes). Hilferding note avec justesse la corrélation de l'impérialisme et du renforcement de l'oppression nationale.

Pour ce qui est des pays nouvellement découverts, écrit-il, le capital importé intensifie les antagonismes et suscite contre les intrus la résistance croissante des peuples éveillé à la conscience nationale; cette résistance peut facilement évoluer vers des mesures dangereuses dirigées contre le capital étranger. Les anciens rapports sociaux sont foncièrement révolutionnés; l'isolement agraire millénaire des « nations sans histoire » est rompu; elles aussi sont entraînées dans le tourbillon capitaliste. Le capitalisme lui-même procure peu à peu aux asservis les voies et moyens de s'émanciper. Et ce but, autrefois le but suprême des nations européennes, la création de l'Etat national unifié, en tant qu'instrument de la liberté économique et culturelle, devient aussi le leur. Ce mouvement d'indépendance menace le capital européen justement dans ses domaines d'exploitation les plus précieux, ceux qui lui promettent les plus riches perspectives; et il ne peut y maintenir sa domination qu'en multipliant sans cesse ses moyens de coercition¹.

Ajoutons que ce n'est pas seulement dans les pays nouvellement découverts, mais aussi dans les anciens, que l'impérialisme conduit aux annexions, au renforcement du joug national et, partant, à l'exaspération de la résistance. S'élevant contre le renforcement de la réaction politique par l'impérialisme, Kautsky laisse dans l'ombre la question, désormais particulièrement brûlante, de l'impossibilité de réaliser l'unité avec les opportunistes à l'époque de l'impérialisme. S'élevant contre les annexions, il donne à ses arguments la forme la plus inoffen-

1. HILFERDING : *Das Finanzkapital*, p. 433 et 434.

sive et la plus aisément acceptable pour les opportunistes. Il s'adresse directement à un auditoire allemand, et il n'en atténue pas moins, justement, ce qu'il y a de plus important et de plus actuel, par exemple que l'Alsace-Lorraine¹ est une annexion de l'Allemagne. Pour pouvoir apprécier cette « déviation de la pensée » de Kautsky, prenons un exemple. Supposons qu'un Japonais condamne l'annexion des Philippines² par les Américains. Eh bien, s'en trouvera-t-il beaucoup pour croire qu'il le fait par horreur des annexions en général, et non par désir d'annexer lui-même les Philippines ? Et ne devra-t-on pas reconnaître que l'on ne peut considérer comme sincère et politiquement loyale la « lutte » du Japonais contre les annexions, que dans le cas où celui-ci se dresserait contre l'annexion de

1. L'Alsace-Lorraine appartenait à la France avant la guerre entre celle-ci et la Prusse (1870-1871). En vertu de la paix de Francfort elle fut annexée à l'Allemagne ; la paix de Versailles après la guerre mondiale la restituait à la France. Lénine appelle la question de l'Alsace-Lorraine une question « importante et actuelle », l'Alsace-Lorraine ayant été un des motifs de la guerre entre les impérialistes d'Allemagne et de France. Les social-chauvins allemands qui défendaient « leur » bourgeoisie gardaient le silence sur l'annexion par l'Allemagne de l'Alsace-Lorraine en 1871. (N.R.)

2. L'annexion des Philippines (des îles Philippines du Pacifique) fut opérée par les Etats-Unis au moyen de la force armée. A la suite de la guerre hispano-américaine en 1898, les Philippines devaient, en vertu du traité de paix avec l'Espagne, passer aux Etats-Unis. Mais la victoire même de ces derniers sur l'Espagne dans les îles Philippines avait été remportée, dans une mesure appréciable, grâce au concours de l'armée philippine forte de 30.000 hommes, sous la direction du révolutionnaire philippin Aguinaldo, que les Etats-Unis s'étaient frauduleusement attaché.

Au sortir de la guerre avec l'Espagne, les Espagnols ayant évacué les Philippines, Aguinaldo, répondant au communiqué du gouvernement des Etats-Unis qui déclaraient se charger de la gestion des Philippines, proclama les îles République indépendante. Les Etats-Unis dépêchèrent une armée de 140.000 hommes. La lutte des Philippines dura près de deux ans. Finalement, ils furent écrasés, leur chef Aguinaldo capturé. Puis on régla leur compte aux révolutionnaires (exécution, des dizaines d'années d'emprisonnement). La lutte des Philippines contre les Etats-Unis pour leur indépendance leur coûta, d'après les évaluations des Américains eux-mêmes, 600.000 hommes. A en croire le président d'alors des Etats-Unis, Mac Kinley, c'est par de tels procédés que la volonté de Dieu fut accomplie. « Les Philippines, de même que Cuba et Porto-Rico, nous ont été confiées par la Providence. Le pays pouvait-il se soustraire à l'accomplissement d'un pareil devoir ? » Ce « devoir » devant la « Providence » était défini par Mac Kinley en ces termes :

« Les Philippines sont à nous pour toujours. Immédiatement derrière les Philippines se trouvent les marchés illimités de Chine. Nous ne renoncerons ni à l'un ni à l'autre. » (N.R.)

la Corée¹ par le Japon et réclamerait la liberté de séparation pour elle d'avec le Japon?

L'analyse théorique, ainsi que la critique économique et politique de l'impérialisme par Kautsky, sont *entièrement* pénétrées d'une tendance absolument incompatible avec le marxisme : estomper et aplanir les contradictions les plus essentielles et maintenir à tout prix l'unité périlicitaire avec l'opportunisme dans le mouvement ouvrier européen.

X

LA PLACE DE L'IMPÉRIALISME DANS L'HISTOIRE

Nous avons vu que l'impérialisme est, par son essence économique, le capitalisme des monopoles. Cela seul suffit à établir la place de l'impérialisme dans l'histoire, car le monopole qui surgit sur le terrain de la libre concurrence — et surgit justement de la libre concurrence, — est la transition du régime capitaliste à un ordre économique et social supérieur. Il faut noter spécialement quatre espèces principales de monopoles ou quatre manifestations essentielles du capitalisme monopoleur, caractéristiques de l'époque que nous étudions :

Premièrement, le monopole est né de la concentration de la production arrivée à un très haut degré de développement. Ce sont les groupements monopolistes de capitalistes, cartels, syndicats, trusts. Nous avons vu le rôle formidable qu'ils jouent dans la vie économique moderne. Au début du XX^e siècle, ils ont affirmé leur entière suprématie dans les pays avancés. Et si la constitution des cartels a commencé dans des pays à hauts tarifs prohibitifs (Allemagne, Amérique), l'Angleterre, avec son système de commerce libre, a montré un peu plus tard le même fait essentiel : les monopoles naissent de la concentration de la production.

Deuxièmement, les monopoles ont conduit à la mainmise accrue sur les principales sources de matières premières, surtout dans l'industrie-maîtresse la plus cartellisée de la société capitaliste, — celle de la houille et du fer. Le monopole des

1. *La Corée.* Etat de la presqu'île de Corée. Pendant des années, une âpre lutte se livra pour la Corée entre la Chine et le Japon. Dans les années 90 du siècle passé, la lutte pour l'exploitation de la Corée s'engage entre le Japon et la Russie. A la suite de la guerre russo-japonaise (1904-1905), la Corée est annexée par le Japon qui prend en mains la direction des finances, des postes, télégraphes et téléphones, et des relations avec l'extérieur. Enfin, le Japon, sous le couvert de ce protectorat, s'est emparé définitivement de la Corée et en a fait sa place d'armes pour sa politique expansionniste contre la Chine. (N.R.)

principales sources de matières premières a énormément accru le pouvoir du gros capital et aggravé l'antagonisme entre l'industrie cartellisée et l'industrie non cartellisée.

Troisièmement, le monopole est issu des banques. Modestes intermédiaires autrefois, elles détiennent aujourd'hui le monopole du capital financier. Trois à cinq grosses banques de n'importe quel pays capitaliste parmi les plus avancés, ont réalisé l'« union personnelle » du capital industriel et bancaire; et elles disposent à elles seules de milliards et de milliards représentant la plus grande partie des capitaux et revenus en argent de tout un pays. Oligarchie financière qui enveloppe d'un réseau serré de rapports de dépendance toutes les institutions économiques et politiques sans exception de la société bourgeoise d'aujourd'hui; telle est la manifestation la plus éclatante de ce monopole.

Quatrièmement, le monopole est issu de la politique coloniale. Aux nombreux « anciens » mobiles de la politique coloniale, le capital financier a ajouté la lutte pour les sources de matières premières, pour les exportations de capitaux, pour les « zones d'influence » — c'est-à-dire pour les zones de transactions avantageuses, des concessions, des profits de monopole, etc., — enfin pour le territoire économique en général. Quand les colonies des puissances européennes ne représentaient encore que la dixième partie de l'Afrique, comme c'était encore le cas en 1876, la politique coloniale pouvait se développer autrement que dans la voie des monopoles, selon le droit pour ainsi dire du « premier occupant ». Mais quand les 9/10^e de l'Afrique furent conquis (vers 1900) et que le partage du monde fut achevé, forcément une nouvelle ère commença : celle du monopole des colonies et, partant, de la lutte singulièrement acharnée pour le partage et le repartage du globe.

Tout le monde sait combien le capitalisme monopoliste a aggravé toutes les contradictions du capitalisme. Il suffit de rappeler les hauts prix et le despotisme des cartels. Cette aggravation des contradictions est la plus puissante force motrice de la période historique de transition ouverte par la victoire définitive du capital financier mondial.

Monopoles, oligarchie, tendances à la domination au lieu de tendances à la liberté, exploitation d'un nombre croissant de nations petites ou faibles par une poignée de nations riches ou puissantes — tout cela a donné naissance aux traits distinctifs de l'impérialisme qui le font caractériser comme un capitalisme parasitaire ou pourrissant. Toujours plus en relief apparaît la tendance de l'impérialisme à créer l'« Etat-rentier », l'Etat-usurier, dont la bourgeoisie vit de plus en plus de l'exportation des capitaux et de la « tonte des coupons ». Mais ce serait une erreur de croire que cette tendance à la putréfaction exclut la croissance rapide du capitalisme. Non, telles

branches d'industrie, telles couches de la bourgeoisie, tels pays manifestent à l'époque de l'impérialisme, avec une force plus ou moins grande, tantôt l'une, tantôt l'autre de ces tendances. Dans l'ensemble, le capitalisme se développe infiniment plus vite que naguère; mais ce développement ne devient pas simplement plus inégal en général, cette inégalité se manifeste en particulier dans la putréfaction des pays les plus riches en capital (Angleterre).

Au sujet du rapide développement économique de l'Allemagne, Riesser, auteur d'une étude sur les grandes banques allemandes, écrit :

La progression, pas précisément très lente, de la production de l'époque antérieure (1848-1870), est à la rapidité du développement de toute l'économie allemande, et en particulier de ses banques à cette époque (1870-1905) à peu près ce qu'est l'allure d'une chaise de poste du bon vieux temps au vol de l'automobile moderne, dont la course vertigineuse devient parfois un danger, aussi bien pour le piéton insouciant que pour les occupants de la voiture.

A son tour, ce capital financier qui a grandi extraordinairement vite ne serait pas fâché, pour cette raison précisément, de pouvoir, avec plus de « tranquillité », entrer en possession des colonies devant être conquises, non point uniquement par des moyens pacifiques, sur des nations plus riches. Quant aux Etats-Unis, le développement économique y a été, en ces dernières décades, encore plus rapide qu'en Allemagne. Et c'est justement grâce à cela que les traits parasitaires du capitalisme américain moderne sont apparus de façon particulièrement saillante. D'autre part, la comparaison entre la bourgeoisie républicaine des Etats-Unis, par exemple, et la bourgeoisie monarchiste du Japon ou de l'Allemagne montre que, à l'époque de l'impérialisme, les plus grandes différences politiques s'atténuent au plus haut degré, non point qu'elles soient insignifiantes en général, mais parce que, dans tous ces cas-là, il s'agit d'une bourgeoisie affligée de traits parasitaires nettement déterminés.

Les hauts profits que tirent du monopole les capitalistes d'une des nombreuses branches d'industrie, d'un des nombreux pays, etc., leur donnent la possibilité économique de corrompre certaines couches d'ouvriers, et momentanément une minorité ouvrière assez importante, de les gagner à la bourgeoisie d'une industrie, d'une nation donnée contre toutes les autres. Et l'antagonisme accru des nations impérialistes qui se disputent le monde renforce cette tendance. Ainsi se crée la liaison de l'impérialisme avec l'opportunisme, liaison qui s'est manifestée en Angleterre, plus tôt et avec plus de relief que partout ailleurs, du fait que certains traits impérialistes de développement y sont apparus beaucoup plus tôt que dans les autres pays. Il est des auteurs, L. Martov par exemple, qui se plaisent à escamo-

ter la liaison de l'impérialisme avec l'opportunisme dans le mouvement ouvrier, — chose qui aujourd'hui saute particulièrement aux yeux, — par des raisonnements « officiellement optimistes » (dans l'esprit de Kautsky et de Huysmans) comme ceux-ci : la cause des adversaires du capitalisme serait désespérée, si précisément le capitalisme avancé conduisait au renforcement de l'opportunisme, ou si les ouvriers précisément les mieux payés se montraient enclins à l'opportunisme, etc. Il ne faut pas se leurrer sur la portée de cet « optimisme » ; c'est de l'optimisme à l'égard de l'opportunisme, optimisme qui sert à masquer l'opportunisme. En réalité, la rapidité particulière et le caractère particulièrement hideux du développement de l'opportunisme ne sont nullement une garantie de sa victoire durable, de même que la rapidité de l'inflammation d'un abcès dans un organisme sain ne peut qu'accélérer la rupture de l'abcès et la guérison de l'organisme. Les plus dangereux à cet égard, ce sont les gens qui ne veulent pas comprendre que la lutte contre l'impérialisme, si elle n'est pas indissolublement liée à la lutte contre l'opportunisme, est une phrase vide et mensongère.

De tout ce qui a été dit plus haut sur la nature économique de l'impérialisme, il ressort qu'on doit le caractériser comme un capitalisme de transition, ou plus exactement un capitalisme agonisant. Il est extrêmement instructif, à cet égard, de constater que les économistes bourgeois, en décrivant le capitalisme moderne, emploient couramment des termes usuels tels que : « entrelacement », « absence d'isolement », etc. ; les banques sont des

Entreprises qui, par leurs tâches et leur développement n'ont pas un caractère économique strictement privé, mais sortent de plus en plus de la sphère de réglementation économique strictement privée.

Et ce même Riesser, à qui appartient ces derniers mots, proclame avec le plus grand sérieux que la « prédiction » des marxistes concernant la « socialisation » « ne s'est pas réalisée » !

Que veut donc dire ce vocable : « entrelacement » ? Il traduit simplement le trait le plus saillant du processus qui se déroule sous nos yeux. Il montre que l'observateur parle des arbres, mais ne voit pas la forêt. Il copie servilement ce qui est extérieur, fortuit, chaotique. Il dénonce dans l'observateur un homme écrasé par la matière brute, incapable d'en dégager le sens et la valeur. Possession d'actions et rapports entre propriétaires privés « s'entrelacent accidentellement ». Mais le dessous de cet entrelacement, — ce qui en est la base, ce sont les changeants rapports sociaux de la production. Quand une

grosse entreprise devient gigantesque et organise méthodiquement, en tenant un compte exact des données multiples, la fourniture des deux tiers ou des trois quarts de toutes les matières premières nécessaires à des dizaines de millions d'hommes; quand elle organise avec système le transport de ces matières premières aux lieux de production les mieux appropriés, et que séparent parfois des centaines et des milliers de verstes; quand un centre unique a la haute main sur tous les stades successifs du traitement des matières premières, jusques et y compris la fabrication de toute une série de variétés de produits finis; quand la répartition de ces produits se fait d'après un plan unique parmi des dizaines et des centaines de millions de consommateurs (vente du pétrole et en Amérique et en Allemagne par le « trust du pétrole » américain), — il est évident que nous sommes en présence d'une socialisation de la production, et non point d'un simple « entrelacement », que les rapports de l'économie privée et de la propriété privée constituent une enveloppe qui ne correspond plus à son contenu, qui nécessairement doit pourrir si l'on en diffère artificiellement l'élimination, qui peut rester en état de putréfaction assez longtemps (si, au pis aller, la guérison de l'abcès opportuniste traîne en longueur), mais qui néanmoins sera nécessairement éliminée.

L'admirateur enthousiaste de l'impérialisme allemand, Schulze-Gaevernitz, s'exclame :

Si, en définitive, la direction des banques allemandes est confiée à une douzaine de personnes, l'activité de ces dernières est, dès à présent, plus importante pour le bien public que celle de la majorité des ministres [il vaut mieux oublier ici l'« entrelacement » des hommes de banques, des ministres, des industriels, des rentiers...] Imaginons-nous que les tendances de développement indiquées aient abouti : le capital-argent de la nation est concentré dans les banques; celles-ci sont liées entre elles au sein d'un cartel, le capital d'investissement de la nation est coulé dans la forme des effets. Alors se réalisent les paroles géniales de Saint-Simon : « L'anarchie actuelle de la production, provenant du fait que les relations économiques se développent sans régularisation uniforme, doit céder la place à l'organisation de la production. L'évolution de la production ne sera plus le fait de chefs d'entreprise indépendants les uns des autres et ignorant les besoins économiques des hommes, mais incombera à une institution sociale. L'autorité administrative centrale, capable de considérer d'un point de vue plus élevé le vaste domaine de l'économie sociale le régularisera d'une manière qui soit utile à l'ensemble, remettra les moyens de production aux mains qualifiées, et elle veillera notamment à une constante harmonie entre la production et la consommation. Il est des établissements qui, au nombre de leurs tâches, se sont assigné une certaine organisation de l'œuvre économique : ce sont les banques. » Nous sommes encore loin de la réalisation de ces paroles, mais nous y allons ;

c'est du marxisme, autre que ne se le représentait Marx, mais autre uniquement par la forme¹.

Excellente « réfutation » de Marx, en vérité, réfutation qui fait un pas en arrière de l'analyse exacte, scientifique, de Marx vers la divination de Saint-Simon, géniale sans doute, mais qui n'est cependant qu'une divination.

1. *Grundriss der Sozialökonomik*, p. 146.

ANNEXE

LE MANIFESTE DE L'INTERNATIONALE (Congrès international socialiste, Bâle, 1912)

L'Internationale a formulé dans ses congrès de Stuttgart et de Copenhague les règles d'action du prolétariat de tous les pays pour la lutte contre la guerre :

Si une guerre menace d'éclater, c'est un devoir pour la classe ouvrière dans les pays concernés, c'est un devoir pour leurs représentants dans les Parlements, avec l'aide du Bureau socialiste international, force d'action et de coordination, de faire tous leurs efforts pour empêcher la guerre par tous les moyens qui leur paraîtront le mieux appropriés et qui varient naturellement, selon l'acuité de la lutte des classes et la situation politique générale. Au cas où la guerre éclaterait néanmoins, c'est leur devoir de s'entremettre pour la faire cesser promptement et d'utiliser de toutes leurs forces la crise économique et politique créée par la guerre pour agiter les couches populaires les plus profondes et précipiter la chute de la domination capitaliste.

Plus que jamais, les événements font une loi au prolétariat international de donner à son action concertée toute la vigueur et toute l'énergie possibles; d'une part, la folie universelle des armements, en aggravant la cherté de la vie, a exaspéré les antagonismes de classe et créé dans la classe ouvrière un intolérable malaise.

Elle veut mettre un terme à ce régime de panique et de gaspillage; d'autre part, les menaces de guerre qui reviennent périodiquement sont de plus en plus révoltantes; les grands peuples européens sont constamment sur le point d'être jetés les uns contre les autres sans qu'on puisse couvrir ces attentats contre l'humanité et contre la raison du moindre prétexte d'intérêt national.

La crise des Balkans, qui a déjà causé tant de désastres, deviendrait, en se généralisant, le plus effroyable danger pour la civilisation et pour le prolétariat.

Elle serait, en même temps, un des plus grands scandales de l'histoire, par la disproportion entre l'immensité de la catastrophe et la futilité des intérêts qu'on invoque.

L'UNANIMITE OUVRIERE ET SOCIALISTE

C'est donc avec joie que le congrès constate la pleine unanimité des Partis socialistes et des syndicats de tous les pays dans la guerre contre la guerre.

Partout les prolétaires se sont élevés en même temps contre l'impérialisme.

Chaque section de l'Internationale a opposé au gouvernement de son pays la résistance du prolétariat et mis en mouvement l'opinion publique de sa nation contre les fantaisies guerrières.

Ainsi s'est affirmée une grandiose coopération des ouvriers de tous les pays, qui a déjà contribué beaucoup à sauver la paix du monde menacée.

La peur des classes dirigeantes devant une révolution prolétarienne qui serait la suite d'une guerre universelle a été une garantie essentielle de la paix.

Le congrès demande aux Partis socialistes de continuer vigoureusement leur action par tous les moyens qui leur paraîtront appropriés. Pour cette action commune, il assigne à chaque Parti socialiste sa tâche particulière.

AUX SOCIALISTES DES BALKANS

Les socialistes des Balkans devront s'opposer au renouvellement des anciennes inimitiés.

Les partis socialistes de la péninsule des Balkans ont une lourde tâche.

Les grandes puissances de l'Europe ont contribué, par l'ajournement systématique de toutes les réformes, à créer, en Turquie, un désordre économique et politique et une surexcitation des passions nationales qui devait conduire nécessairement à la révolte et à la guerre contre l'exploitation de cet état de choses par les dynasties et par les classes bourgeoises.

Les socialistes des Balkans ont dressé avec un héroïque courage les revendications d'une Fédération démocratique. Le congrès leur demande de persévérer dans leur admirable attitude. Il compte que la démocratie socialiste des Balkans mettra tout en œuvre, après la guerre, pour empêcher que les résultats conquis au prix de si terribles sacrifices soient confisqués et détournés par les dynasties, par le militarisme, par une bourgeoisie balkanique avide d'expansion.

Le congrès demande particulièrement aux socialistes des Balkans de s'opposer avec force, non seulement au renouvellement des anciennes inimitiés entre Serbes, Bulgares, Roumains et Grecs, mais à toute oppression des peuples balkaniques qui se trouvent à cette heure dans un autre camp : les Turcs et les Albanais.

L'AUTONOMIE DE L'ALBANIE ET DE LA SERBIE

Les socialistes des Balkans ont le devoir de combattre toutes violences faites aux droits de ces peuples et d'affirmer contre le chauvinisme et les passions nationales déchaînées la fraternité de tous les peuples des Balkans, y compris les Albanais, les Turcs et les Roumains.

Les socialistes d'Autriche, de Hongrie, de Croatie, de Slavonie, de Bosnie et d'Herzégovine ont le devoir de continuer de toutes leurs forces leur opposition énergique à toute attaque de la monarchie du Danube contre la Serbie.

C'est leur devoir de résister, comme ils l'ont fait jusqu'ici, à la politique qui tend à dépouiller la Serbie, par la force des armes, des résultats de son effort pour la transformer en une colonie autrichienne et, pour des intérêts dynastiques, à impliquer les peuples de l'Autriche-Hongrie, et avec eux toutes les nations de l'Europe, dans les plus graves périls.

Les socialistes d'Autriche-Hongrie doivent lutter aussi dans l'avenir pour que les fractions des peuples sud-slaves, dominés maintenant par la maison des Habsbourg, obtiennent, à l'intérieur même de la monarchie austro-hongroise, le droit de se gouverner eux-mêmes démocratiquement.

Les socialistes d'Autriche-Hongrie, comme les socialistes d'Italie, donneront une attention particulière à la question albanaise. Le congrès reconnaît le droit du peuple albanais à l'autonomie, mais il n'entend pas que, sous prétexte d'autonomie, l'Albanie soit sacrifiée aux ambitions austro-hongroises et italiennes.

Le congrès voit là, non seulement un péril pour l'Albanie elle-même, mais encore, dans un temps peu éloigné, une menace pour la paix entre l'Autriche-Hongrie et l'Italie. C'est seulement comme membre autonome d'une Fédération démocratique des Balkans que l'Albanie peut mener vraiment une vie indépendante.

Le congrès demande donc aux socialistes d'Autriche-Hongrie et d'Italie de combattre toute tentative de leur gouvernement d'envelopper l'Albanie dans leur sphère d'influence; il leur demande de continuer leurs efforts pour assurer des relations pacifiques entre l'Autriche-Hongrie et l'Italie.

CONTRE LE TSARISME

C'est avec une grande joie que le congrès salue les grèves de protestation des ouvriers russes; il y voit une preuve que le prolétariat de Russie et de Pologne commence à se remettre des coups que la contre-révolution tsariste lui a portés.

Le congrès voit dans cette action ouvrière la plus forte garantie contre les criminelles intrigues du tsarisme qui, après avoir écrasé dans le sang les peuples de son Empire, après avoir infligé des trahisons nombreuses aux peuples des Balkans, livrés par lui à leurs ennemis, vacille maintenant entre la peur des suites qu'une guerre aurait pour lui et la peur d'un mouvement nationaliste que lui-même a créé.

Quand donc, maintenant, le tsarisme s'essaie à paraître comme un libérateur des nations balkaniques, ce n'est que pour reconquérir, sous un hypocrite prétexte et par une injure sanglante, sa prépondérance dans les Balkans.

Le congrès compte que la classe ouvrière des villes et des campagnes de Russie, de Finlande et de Pologne, usant de sa force accrue, déchirera ce voile de mensonges, s'opposera à toute aventure guerrière du tsarisme, à toutes entreprises, soit sur l'Albanie, soit sur Constantinople, et concentrera toutes ses forces dans un nouveau combat de libération contre le despotisme tsariste.

Le tsarisme est l'espérance de toutes les puissances de réaction de l'Europe, le plus terrible ennemi de la démocratie européenne, comme il est le plus terrible ennemi du peuple russe. L'Internationale considère qu'amener sa chute est une de ses tâches principales.

AUX TRAVAILLEURS DE FRANCE, D'ALLEMAGNE ET D'ANGLETERRE

Mais la tâche la plus importante dans l'action internationale incombe aux travailleurs d'Allemagne, de France et d'Angleterre.

En ce moment, les travailleurs de ces pays doivent demander à leurs gouvernements de refuser tout secours à l'Autriche-Hongrie et à la Russie, de s'abstenir de toute immixtion dans les troubles balkaniques et de garder une neutralité absolue. Si, entre les trois grands pays qui guident la civilisation humaine, une guerre éclatait pour la querelle serbo-autrichienne, au sujet d'un port, ce serait une criminelle folie. Les travailleurs d'Allemagne et de France n'acceptent pas que des traités secrets puissent jamais leur faire une obligation d'entrer dans le conflit des Balkans.

Si, dans la suite, l'effondrement militaire de la Turquie ébranlait la puissance ottomane en Asie-Mineure, c'est le devoir des socialistes d'Angleterre, de France et d'Allemagne de s'opposer de toutes leurs forces à une politique de conquête en Asie-Mineure, qui mènerait droit à la guerre universelle.

Le congrès considère comme le plus grand danger pour la paix de l'Europe l'hostilité artificiellement entretenue entre la Grande-Bretagne et l'Empire allemand.

Il fallut les efforts de la classe ouvrière des deux pays pour apaiser cet antagonisme. Il estime que le meilleur moyen à cet effet sera la conclusion d'un accord sur la limitation des armements navals et sur l'abolition du droit de prise maritime.

Le congrès demande aux socialistes d'Angleterre et d'Allemagne de continuer leur propagande en vue de cet accord. L'apaisement des antagonismes entre l'Allemagne d'un côté, la France et l'Angleterre de l'autre, écarterait le plus grand péril pour la paix du monde.

Il ébranlerait la puissance du tsarisme qui exploite cet antagonisme, il rendrait impossible toute attaque de l'Autriche contre la Serbie et il assurerait la paix universelle; tous les efforts de l'Internationale doivent tendre vers ce but.

SOMMATIONS AUX GOUVERNEMENTS

Le congrès constate que toute l'Internationale socialiste est unie sur ces idées essentielles de la politique extérieure.

Il demande aux travailleurs de tous les pays d'opposer à l'impérialisme capitaliste la force de la solidarité internationale du prolétariat; il avertit les classes dirigeantes de tous les pays de ne pas accroître encore par des actions de guerre la misère infligée aux masses par le mode de production capitaliste. Il demande, il exige la paix.

Que les gouvernements sachent bien que dans l'état actuel de l'Europe et dans la disposition d'esprit de la classe ouvrière, ils ne pourraient, sans péril pour eux-mêmes, déchaîner la guerre.

Qu'ils se souviennent que la guerre franco-allemande a provoqué l'explosion révolutionnaire de la Commune, que la guerre russo-japo-

naise a mis en mouvement les forces de révolution des peuples de la Russie; qu'ils se souviennent que le malaise provoqué par la surenchère des dépenses militaires et navales a donné aux conflits sociaux en Angleterre et sur le continent une acuité inaccoutumée et déchaîné des grèves formidables.

Ils seraient fous s'ils ne sentaient pas que la seule idée d'une guerre monstrueuse soulève l'indignation et la colère du prolétariat de tous les pays.

Les travailleurs considèrent comme un crime de tirer les uns sur les autres pour le profit des capitalistes ou l'orgueil des dynasties ou les combinaisons des traités secrets.

Si les gouvernements, supprimant toute possibilité d'évolution régulière, acculent le prolétariat de toute l'Europe à des résolutions désespérées, c'est eux qui porteront toute la responsabilité de la crise provoquée par eux.

LA MISSION HISTORIQUE DU PROLETARIAT INTERNATIONAL

L'Internationale redoublera d'efforts pour prévenir la guerre par sa propagande toujours plus intense, par sa protestation toujours plus ferme.

Le congrès charge à cet effet le Bureau socialiste international de suivre les événements avec un redoublement d'attention et de maintenir, quoi qu'il advienne, les communications et les liens entre les partis prolétariens de tous les pays.

Le prolétariat a conscience que c'est sur lui que repose à cette heure tout l'avenir de l'humanité et il emploiera toute son énergie pour empêcher l'anéantissement de la fleur de tous les peuples menacés de toutes les horreurs des massacres énormes, de la famine et de la peste.

Le congrès fait appel à vous tous, prolétaires et socialistes de tous les pays, pour que, dans cette heure décisive, vous fassiez entendre votre voix et affirmiez votre volonté sous toutes les formes et partout.

Elevez de toute votre force votre protestation unanime dans les Parlements; unissez-vous dans des manifestations et actions de masses; utilisez tous les moyens que l'organisation et la force du prolétariat met en vos mains, de telle sorte que les gouvernements sentent constamment devant eux la volonté attentive et agissante d'une classe ouvrière résolue à la paix.

Opposez ainsi au monde capitaliste de l'exploitation et du meurtre les masses du monde prolétarien de la paix et de l'union des peuples.

(Revue socialiste, n° 336, décembre 1912.)

INDEX DES NOMS CITÉS

AXELROD P.-B. (1850-1928). — L'un des fondateurs, en 1883, du premier cercle marxiste russe : l'« Emancipation du travail », rédacteur de l'*Iskra*. A partir de 1903, l'un des chefs les plus notoires de la tendance menchévik. Pendant la guerre impérialiste (1914-1918), Axelrod participa aux conférences de Zimmerwald et de Kienthal où il défendait la collaboration avec les social-chauvins. Adversaire du mot d'ordre léniniste de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile. Après la Révolution d'Octobre, Axelrod (vivant à l'étranger) fut un ennemi résolu du communisme et du pouvoir soviétique.

BERNSTEIN, E.-O. (1850-1933). — Disciple d'Engels. Rédacteur du *Social-Démocrate*, organe illégal de la social-démocratie allemande pendant la période des lois d'exception. Fondateur et chef idéologique du revisionnisme, Bernstein soumet à une « sévère critique » la doctrine de Marx en lui enlevant son contenu révolutionnaire. Il substitue à la lutte de classe du prolétariat la collaboration avec le capitalisme et le développement graduel de la nouvelle société socialiste au moyen de réformes pacifiques. Pendant la guerre, social-pacifiste, appartient à la tendance Kautsky. Si la social-démocratie mondiale s'est ressentie plus ou moins de l'influence du revisionnisme, c'est surtout en Allemagne (patrie de Bernstein) que cette tendance s'est enracinée le plus profondément, trouvant son expression dans le nouveau programme du parti élaboré à Heidelberg en 1925.

CHAMBERLAIN, John (1836-1914). — Membre des cabinets Gladstone et Salisbury (1880-1901). Fut un des représentants les plus actifs et les plus en vue de l'impérialisme anglais. Fut un des premiers à préconiser le protectionnisme.

CUNOW, H. (1862). — Sociologue, historien et publiciste allemand. Social-démocrate d'extrême-droite. Œuvres principales : *la Théorie de l'histoire de la société et de l'Etat de Marx* (1920), *l'Economie des peuples primitifs et à demi-civilisés* (1927), *la Lutte des classes et des partis dans la grande Révolution française* (1912).

DÉNIKINE, A.-I. (1872). — En 1916, commandant du VIII^e corps de l'armée russe ; après la révolution de février, commandant de l'état-major du commandant en chef Alexéiev. L'un des principaux chefs de l'armée contre-révolutionnaire pendant la guerre civile en Russie. Après sa défaite définitive, Dénikine, en mars 1920, remit ses pouvoirs à Wrangel et s'enfuit à l'étranger.

DISRAELI, B. (comte de Beaconsfield) (1804-1881). — Homme d'Etat anglais, conservateur. Ministre des Finances et Premier Ministre, Disraeli préconisait un pouvoir royal fort, s'élevant au-dessus des

partis et capable de défendre les travailleurs et la paix sociale. Disraeli déploya tous ses efforts pour servir l'impérialisme naissant : achat des actions du canal de Suez, affermissement du pouvoir anglais en Egypte, lutte contre la Russie tsariste pour l'influence en Orient, corruption des sommets de la classe ouvrière, etc.

GOMPERS, Samuel (1850-1924). — Un des chefs du mouvement syndical aux Etats-Unis, fut quelque temps membre du Parti socialiste ouvrier, plus tard ennemi déclaré du socialisme. Depuis 1882, pendant près de 40 ans, il fut président de la Fédération américaine du travail, organisation tout à fait réactionnaire, ne faisant même pas partie de l'Internationale d'Amsterdam, considérée par elle comme trop à « gauche ».

HILFERDING, R. (1877-1944). — Socialiste autrichien, appartient à l'école austro-marxiste. Etabli en Allemagne depuis 1906. Un des plus sérieux théoriciens économistes de la II^e Internationale et homme d'Etat en Allemagne. Son œuvre principale : *le Capital financier*, contient des thèses justes que Lénine a utilisées dans *l'Impérialisme*, mais aussi des erreurs graves qui attestent son idéologie opportuniste et révisionniste. Social-pacifiste pendant la guerre, Hilferding est devenu ministre des Finances dans le gouvernement de Stresemann, en 1925. Depuis 1928, un des chefs de l'aile droite de la social-démocratie allemande. Mort dans un camp de concentration hitlérien.

HYNDMANN, N.-M. (1842-1922). — Fondateur de la Fédération social-démocrate (1883), réorganisée en 1911 en Parti socialiste britannique. Devint pendant la guerre impérialiste social-chauvin extrémiste et fut exclu du Parti en 1916. Il organisa en 1921 un Parti national-socialiste qui représentait le groupe le plus réactionnaire du Parti ouvrier anglais.

KAUTSKY, Karl (1854-1943). — Théoricien de la social-démocratie allemande et de la II^e Internationale ; économiste et historien. En 1880, à Zurich, il collabora à la presse socialiste avec Bernstein. Ayant commencé son activité sous la direction immédiate de F. Engels et reçu la succession littéraire et les travaux inachevés de Marx et d'Engels, il continua leurs travaux théoriques. Rédacteur en chef de la revue théorique *Die Neue Zeit* depuis 1887. Lutta énergiquement contre le révisionnisme de Bernstein, mais s'attacha plutôt à la lettre qu'à l'esprit du marxisme. Pendant la guerre impérialiste, adopte une position social-pacifiste, centriste. Après la Révolution d'Octobre, dénonce les Soviets, adopte en fait les positions de Bernstein, aussi bien dans la théorie qu'en politique. Auteur de nombreux ouvrages marxistes d'une grande valeur. Mort en Hollande où il se réfugia sous le régime hitlérien.

HOBSON, John Atkinson (1858). — Economiste anglais, réformateur bourgeois, professeur d'économie à l'Université d'Oxford. Œuvres principales : *Evolution du capitalisme contemporain* (1849), *Problème du chômage* (1896), *Impérialisme* (1902), *Système industriel* (1909), sont classés parmi les travaux les plus sérieux dans le domaine de l'économie concrète. Hobson, comme le fait remarquer Lénine, est le premier qui ait employé ce terme « impérialisme » dans le sens actuel du mot.

- KOLTCHAK, A.-B. (1873-1921).** — Amiral. Pendant la guerre civile, dictateur de la Sibérie depuis le 18 novembre 1918. L'armée de Koltchak, renforcée par les interventionnistes (Tchèques, Anglais, Français, Américains, Japonais, etc.), subit, après une série de victoires, une première défaite en avril 1919, dut reculer et fut définitivement anéantie au mois de décembre 1919. En 1921, Koltchak fut fusillé sur l'ordre du Comité révolutionnaire d'Irkoutsk (Sibérie).
- MARTOV, L. (I.-O. Zederbaum) (1873-1923).** — Appartint, avec Lénine, en 1895, à la « Ligue de combat pour l'émancipation de la classe ouvrière ». Membre de la rédaction de *l'Iskra*. A partir de 1903, un des chefs du menchévisme. A écrit nombre de travaux sur le mouvement ouvrier international, l'histoire du Parti social-démocrate russe, etc. Assista pendant la guerre à la conférence de Zimmerwald. Ennemi de la Révolution d'Octobre et du pouvoir soviétique. A émigré en 1921 en Allemagne, où il collabora au journal menchévik *le Messager socialiste*.
- MASLOV, P.-P. (1867).** — Economiste et publiciste russe. Auteur d'une série d'ouvrages sur la question agraire. Depuis 1903 (après la scission du P.O.S.D.R.), a passé au camp des menchéviks. Pendant la guerre impérialiste, social-patriote déclaré. Après 1917, ne prend plus de part active à la vie politique. Membre de l'Académie des sciences depuis 1929.
- NOSKE G. (1868).** — Homme d'Etat allemand, social-démocrate. Connu parmi les ouvriers allemands sous le surnom de « chien sanguinaire ». En 1918, Noske écrase par de cruelles représailles le soulèvement des matelots à Kiel et les spartakistes. En 1919-1920, Noske, ministre de la Défense nationale du gouvernement Scheidemann, étouffe le mouvement révolutionnaire du prolétariat allemand par la terreur de masse. C'est sur lui que pèse la responsabilité de l'assassinat de Rosa Luxembourg et de Karl Liebknecht. Sous le régime hitlérien, Noske a pu vivre librement en Allemagne.
- POTRESSOV, A.-M. (Starover) (1869-1934).** — Un des chefs du menchévisme. Exilé et poursuivi sous le tsarisme. Publiciste. Actif dans le mouvement révolutionnaire ouvrier russe depuis 1890. Menchévik à partir du II^e congrès du P.O.S.D.R. (1903). Social-patriote pendant la guerre impérialiste. Par la suite, émigré et ennemi acharné du communisme et de l'U.R.S.S.
- SKOBÉLEV, M.-I. (né en 1885).** — Social-démocrate, menchévik. Adjoint du président et membre du Comité exécutif du Conseil des députés ouvriers et soldats à Pétrograd (1917). Ministre du Travail dans le premier cabinet de coalition du Gouvernement provisoire (1917). Partisan de la coalition avec la bourgeoisie et de la défense nationale. Après la Révolution d'Octobre, se rallie aux Soviets.
- SPECTATOR, M.-M. (1880).** — Economiste, professeur russe. Sans parti. Ses ouvrages d'économie politique sont écrits sous l'influence de Kautsky.
- SUDEKUM, A. (1871).** — Homme d'Etat allemand. Social-patriote acharné. A été rédacteur du journal *Vorwärts* et d'autres journaux social-démocrates, tâchant de les dépouiller de tout caractère ré-

volutionnaire. Après la révolution de 1918, ministre des Finances en Prusse (1918-1920).

TCHKHENKÉLI, A.-I. (1874). — Social-démocrate, menchévik. Juriste et publiciste. Membre de la IV^e Douma d'Etat. Pendant la guerre impérialiste, social-patriote acharné. De 1918 à 1921, ministre des Affaires étrangères de la Géorgie menchévik. Depuis 1921, émigré à l'étranger. Ennemi actif de l'U.R.S.S.

TCHKHÉIDZÉ, N.-S. (1864-1926). — Social-démocrate, menchévik, membre des III^e et IV^e Doumas d'Empire. Publiciste. Centriste. Pendant la guerre impérialiste, social-pacifiste. En 1918, président de l'Assemblée constituante dans la Géorgie menchévik. A émigré en 1921. S'est suicidé.

WILSON, W. (1856-1924). — Président des Etats-Unis en 1913-1921. En janvier 1918, Wilson intervint avec ses fameux 14 points de la paix, où il proposait, à condition que soit « démocratisé » le régime en Allemagne, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, le renoncement à la diplomatie secrète, le commerce libre, la limitation des armements, la création de la Société des nations, etc. Sous la pression du gros capital financier, Wilson renonça à ses idées « démocratiques ». La faillite de sa politique intérieure et extérieure traduisit la faillite de la petite bourgeoisie dont il exprimait les intérêts.

ÉDITIONS SOCIALES

64, BOULEVARD AUGUSTE-BLANQUI - PARIS (13^e)

Roger GARAUDY

Agrégé de l'Université

LE COMMUNISME ET LA RENAISSANCE DE LA CULTURE FRANÇAISE

Ce que le Communisme propose aux intellectuels :
Une méthode de pensée - Une communion avec le peuple
Un nouvel humanisme

Une plaquette in-16° double raisin de 64 pages **18 fr.**

F. FEDOROV

L'ÉGLISE ET LE CULTTE EN U. R. S. S.

La vérité sur l'exercice de la religion en U.R.S.S.
La liberté de conscience et la liberté du culte dans le régime
soviétique. La participation des diverses confessions à la guerre
contre l'Allemagne.

Une plaquette in-16° coquille de 40 pages **12 fr.**

CONSTITUTION (LOI FONDAMENTALE) DE L'U. R. S. S.

*(Avec les modifications et additions approuvées par les 1^{re}, 11^e,
111^e, IV^e, V^e, VI^e Sessions du Soviet Suprême de l'U.R.S.S.)*

Une plaquette in-8° couronne de 48 pages **12 fr.**

Pour les commandes des organisations, s'adresser au

C. D. L. P., 23, rue Drouot, PARIS (IX^e)

SERVICE DE VENTE AUX LIBRAIRES : 24, RUE RACINE, PARIS

Prix : 60 fr.